

PRIX : 7,50 €

CONFRONTATIONS EUROPE

LA
REVUE

#138
PRINTEMPS 2024

L'EUROPE AU DÉFI DÉMOCRATIQUE : EUROPÉENNES 2024 VUES PAR :

ALLEMAGNE
BELGIQUE
CHYPRE
DANEMARK
GRÈCE
HONGRIE
ITALIE
LITUANIE
ROYAUME-UNI
SLOVAQUIE
SUÈDE
TCHÉQUIE
TURQUIE
P. 26 à 73

GRAND ENTRETIEN :

• MARTIN SCHULZ,
ANCIEN PRÉSIDENT
DU PARLEMENT EUROPÉEN

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 : ENJEUX ET DÉFIS

• SYLVAIN KAHN • ROSA BALFOUR
ET STEFAN LEHNE
• ANASTASIYA SHAPOCHKINA
ET HANNA SHELEST

CARTE BLANCHE UN NOUVEAU RÉCIT POUR L'EUROPE

• PHILIPPE HERZOG

CONFRONTATIONS
EUROPE

LA
REVUE

CONFRONTER
LES IDÉES,
CONSTRUIRE
L'EUROPE.





Michel Derdevet,
Président de
Confrontations Europe

ÉDITO

En concevant depuis plusieurs mois ce numéro 138 de la revue « Confrontations Europe », que vous lirez à quelques jours des dixièmes élections du Parlement européen au suffrage universel direct, nous avons délibérément choisi de porter notre regard vers plus de treize pays appartenant au continent européen.

Pourquoi ne pas avoir consacré les pages qui vont suivre au seul débat interne français sur l'Europe ?

La réponse est triple :

- Nous ne serons pas le 9 juin devant un choix national, un moment référendaire, nourri de polémiques et de postures politiciennes ; mais il s'agira bien pour les cinq années à venir de (re)faire projet en commun, s'enrichissant de cette diversité qui est dans la devise de l'Union. La France aura, dans ce cadre, un rôle décisif à jouer pour trouver le juste point d'équilibre entre les États membres, et on ne peut que louer qu'elle inscrive aujourd'hui en haut de l'agenda de l'Union les questions de puissance et de souveraineté, qui concernent les 360 millions d'électeurs européens appelés aux urnes. Confrontations Europe a milité de longue date en ce sens, comme notre manifeste (cf. p. 6) le précise et le développe ; et c'est le combat qu'à l'évidence nous devons ardemment poursuivre. Mais à une condition essentielle : que la France ne s'enferme pas dans une posture messianique, l'isolant de ses alliés. Pour reprendre une image souvent utilisée, l'Europe n'est pas la France en grand, même si la France peut et doit penser en grand l'Europe. De cette capacité à réunir et à rassembler hors de nos frontières dépendra le succès, ou l'échec, du quinquennat européen à venir ;

- Le choix délibéré de voir l'Europe au-delà de nos frontières est aussi intimement lié au fonctionnement de nos institutions, en particulier du Parlement européen qui sera élu du 6 au 9 juin prochain. Depuis 1979, celui-ci fonctionne pour l'essentiel via la dynamique constructive des sensibilités sociales-démocrates (S&D), libérales (RE) et démocrates-chrétiennes (PPE). Si l'on se fie aux sondages, même si les deux groupes d'extrême droite (Identité et Démocratie, et Conservateurs et Réformistes) pourraient se renforcer mi-juin, cet équilibre central devrait persister, ce qui suppose, par essence, une recherche du compromis et du consensus entre eux sur les sujets majeurs. Il est donc essentiel de

percevoir, dès à présent, les points de vue et les sensibilités européennes à l'œuvre dans d'autres démocraties que la nôtre, afin d'esquisser les points d'équilibre et les avancées réalisables dans l'enceinte du prochain Parlement ;

- S'affranchir du seul débat politique franco-français, c'est aussi essayer de dépasser la « drôle de campagne » à l'œuvre dans notre pays depuis le début de l'année, sur laquelle notre ami Sylvain Kahn revient avec pertinence plus loin. Les anti-européens forcenés d'hier ont abandonné leurs oripeaux ; la sortie de l'euro est renvoyée aux oubliettes ; le concept de souveraineté s'est imposé dans tous les camps ; et le libéralisme trouva même dans ses excès, et dans la « naïveté » dont l'Europe aurait fait preuve ces dernières années, des détracteurs multiples, y compris dans le camp de ceux qui en étaient les plus ardents thuriféraires. De quoi rendre perplexes les électeurs dans la capacité à distinguer les options structurantes des uns et des autres ? Peut-être, mais après tout, l'essentiel n'est-il pas qu'un maximum de nos concitoyens soient conscients du « moment européen » essentiel à l'œuvre ? À défaut, comment pourrait-on demain engager les chocs stratégiques et budgétaires, majeurs, nécessaires à la survie du projet européen ?

Au terme de ces semaines, riches en échanges et en débats, j'aimerais juste exprimer ici un regret : les sujets liés aux biens communs, à l'urgence sociale, à la place du citoyen et de la société civile organisée, auront été, de mon point de vue, (trop) peu développés ces dernières semaines. Et pourtant ! Face à l'exigence d'une accélération des efforts en matière de lutte contre le réchauffement climatique, à la nécessité de répondre, rapidement, à la précarité qui touche un Européen sur trois, il faut repenser les modalités de la délibération, afin de reconnecter le citoyen avec la politique. Du 6 au 9 juin, nous élirons ce Parlement européen, qui est la seule assemblée transnationale élue directement au monde. Mais au-delà, il sera urgent de revisiter, en profondeur, les modalités du dialogue au plan local, dans les territoires, autour de l'Europe ; et pas uniquement via des consultations citoyennes « on line »... ! ■



CONFRONTATIONS EUROPE - LA REVUE

- **Fondateurs** : Philippe Herzog et Claude Fischer
- **Directeur de la publication** : Michel Derdevet
- **Rédacteur en chef** : Olivier Breton
- **Rédactrice en chef adjointe** : Corinne Cherqui
- **Comité de rédaction** : Camille Andrieu, Lise Bachmann, Pervenche Béres, Pierre Berlioz, Yves Bernheim, Anne Bucher, Michel Derdevet, Nathalie Errard, Dominique Graber, Christophe Lefèvre, Jacques Maire, Luc Mathieu, Claire Morel, Christian Pierret, Dominique Ristori, Dominique Rousseau, Stefan Seidendorf, Maud Stephan, Julien Touati, Laurent Zylberberg
- **Adresse** : 29, avenue de Villiers, 75017 Paris
- **Tél.** : +33 (0)1 43 17 32 83
- **Courriel** : communication@confrontations.org
- **Internet** : confrontations.org
- **N° commission paritaire** : 0419 P 11 196
- **N° ISSN** : 1055-7337
- **Réalisation graphique** : I&S
- **Crédits photo** : Istock-PeterSnow (couverture), FES_Reiner_Zensen (p. 8), CEIP-00246 (p. 20), Scheible_dfi (p. 28), Institut Egmont (p. 32), Dainius Putinas (p. 48), storyset.com (p. 10, 31, 45, 51, 67), DR (p. 16, 24, 34, 36, 40, 42, 46, 52, 54, 60, 64, 68, 76)
- **Imprimeur** : ITF Imprimeurs (72)
- **Routeur** : Edipost

06 MANIFESTE

08 GRAND ENTRETIEN

Nous devons continuer à encourager l'engagement des citoyens dans le processus démocratique. Par **Martin Schulz**, ancien Président du Parlement européen

14

EUROPÉENNES 2024 : ENJEUX ET DÉFIS

16 DÉCRYPTAGE ET ANALYSE

Élections européennes 2024 :
décryptage politique et analyse
Par **Sylvain Kahn**, Docteur en géographie, professeur agrégé d'histoire et chercheur au Centre d'histoire de Sciences po

20 LE DÉFI POPULISTE

L'Europe mise au défi. L'ascension de la droite radicale et son impact sur l'Union européenne
Par **Rosa Balfour**, Directrice de Carnegie Europe et **Stefan Lehne**, Chercheur à Carnegie Europe

24 L'ENJEU UKRAINIEN

L'avenir de la défense de l'Ukraine
Par **Anastasiya Shapochkina**, Eastern Circles et **Hanna Shelest**, Ukrainian Prism

26

L'EUROPE AU DÉFI DÉMOCRATIQUE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

28 ALLEMAGNE

Réforme de l'acte électoral européen :
encore un effort
Par **Stefan Seidendorf**, Directeur adjoint de l'Institut franco-allemand (DFI)

32 BELGIQUE

Immigration : ne pas tomber dans le piège
Par **Jean-Louis De Brouwer**,
Président de l'Institut Egmont

34 CHYPRE

l'UE à la croisée des chemins

Par **le Pr Andreas Theophanous**, Président du Centre chypriote pour les affaires européennes et internationales, et Chef du département de la Politique et de la Gouvernance de l'Université de Nicosie.

36 DANEMARK

L'agenda vert européen est de plus en plus façonné par les sujets de sécurité économique

Par **Ditte Brasso Sørensen (PhD)**, Analyste senior, Cheffe d'analyse et de programme, think tank Europa, et **Emmanuel Molding Nielsen**, Analyste, think tank Europa

40 GRÈCE

À la recherche de successeurs sensibles au climat à la direction de l'UE

Par le **Dr George Dikaïos** et le **Dr Othon Kaminiaris**, Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère

42 HONGRIE

La compétitivité est une question clé pour l'Europe

Par **Gergely Fejérdy (PhD)**, Chercheur de l'Institut des affaires étrangères de Hongrie, Directeur adjoint de la Fondation Otto de Habsbourg, Enseignant chercheur de l'Université catholique Péter Pázmány à Budapest

46 ITALIE

Les jeunes attendent des propositions sur l'environnement : quelles réponses des partis européens à la veille des élections ?

Par **Stefano Feltri**, Journaliste pour l'Institut pour l'élaboration des politiques européennes à l'Université Bocconi à Milan

48 LITUANIE

Une nouvelle ère ? Les revendications de l'UE pour exercer son influence dans la compétition géopolitique sur l'IA

Par **Justinas Lingevičius**, Doctorant à l'Université de Vilnius, Institut des Relations internationales et des Sciences politiques

52 ROYAUME-UNI

La relation future entre le Royaume-Uni et l'UE

Par **Richard Morris**, Officier international au Mouvement européen RU et Membre du Conseil du Mouvement européen international, et **Stephen Dorrell**, Vice-président du Mouvement européen RU

54 SLOVAQUIE

Construire la citoyenneté européenne : de la réforme électorale à la participation et à l'engagement

Par **Vladislava Gubalova**, Chercheuse, Centre Globsec pour l'Europe globale

60 SUÈDE

Politique de santé et élections du Parlement européen 2024

Par **Louise Bengtsson**, Chercheuse à l'Institut suédois d'études européennes sur les politiques (Sieps)

64 TCHÉQUIE

Reconstruction de l'Ukraine : mission inachevée

Par **Pavel Havlíček**, Chercheur à l'Association pour les Affaires internationales (AMO) à Prague

68 TURQUIE

À la recherche de l'intelligence géostratégique européenne

Par **Bahadır Kaleağası**, Président de l'Institut du Bosphore à Paris

74

CARTE BLANCHE

76 ESSAI

Un nouveau récit pour l'Europe

Par **Philippe Herzog**, ancien Député européen et Conseiller auprès de la Commission, Président fondateur de Confrontations Europe

82 BULLETIN D'ABONNEMENT

CONFRONTATIONS EUROPE

Depuis plus de trente ans, Confrontations Europe ambitionne de contribuer à la construction d'une Europe humaniste et démocratique, à la fois compétitive et solidaire, une Europe plus proche de ses citoyens. Confrontations Europe considère comme essentielle l'implication de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques, en favorisant un dialogue respectueux des histoires et des cultures, en vue de dépasser les clivages politiques et d'œuvrer pour l'intérêt commun. Face aux multiples défis qu'affronte l'UE, Confrontations Europe entend poursuivre et consolider les conditions d'un vrai dialogue entre les acteurs de l'entreprise, les décideurs politiques, les experts et toutes les parties prenantes, afin de faire émerger une analyse originale et pertinente sur l'intégration européenne.

Dans ce contexte, Confrontations Europe structure ses travaux autour de trois thèmes clés : la pérennisation du modèle européen d'économie sociale de marché, qui doit faire face aux impératifs du développement durable (ODD), la confirmation d'une « Europe puissance » dans le monde et le renforcement de la démocratie européenne.

UN MODÈLE ORIGINAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ À PÉRENNISER

La construction européenne s'incarne dans le développement de son marché unique, enraciné dans un modèle original d'économie sociale de marché, au cœur du capitalisme européen. Celui-ci se caractérise aujourd'hui par la promotion des principes ESG/RSE et par l'impératif de transition environnementale portée par les objectifs du Pacte vert pour l'Europe, afin de faire de l'UE le premier marché du monde neutre en émissions carbone à

l'horizon 2050. Ce modèle s'inscrit aussi dans la transition numérique de l'UE, condition nécessaire au succès européen face à l'arrivée de la quatrième révolution industrielle, et qui appellera une gestion collective et solidaire des données, la montée en compétences numériques des travailleurs européens, et le développement des infrastructures nécessaires au sein du marché unique (communication, transport, paiement...). Ce modèle européen se fonde également sur une meilleure intégration des politiques industrielles de l'UE, pour assurer la souveraineté de son marché. Cette réorganisation des chaînes de valeur industrielles ne peut s'organiser autour de la seule quête de relocalisation de l'emploi, au risque d'appauvrir les pays du voisinage européen et ses coopérations. Elle implique de développer une politique centrée sur ses maillons stratégiques conditionnant la compétitivité européenne et l'atténuation de ses dépendances. La réorganisation des chaînes de valeur industrielles repose également sur la diversification des sources d'approvisionnement, en matières premières comme en produits transformés.

La réalisation de ces objectifs passe par de considérables investissements de long terme, qui devront mobiliser l'épargne abondante des Européens, ce qui nécessitera l'achèvement de l'Union des marchés de capitaux. Ce capital privé doit être fléché vers les objectifs qui structurent le développement de l'économie de l'UE, faisant de l'industrie financière un service essentiel à la réalisation de ce modèle.

Enfin, le modèle européen post-coronavirus doit se caractériser par l'exigence d'un dialogue citoyen de qualité, condition de l'implication de toutes les parties prenantes dans la prise de décision économique.

L'EUROPE DANS LE MONDE

Confrontations Europe soutient également l'émergence d'une Europe forte, au côté des grandes puissances chinoise et américaine. Cette « Europe puissance » sur la scène internationale s'appuie d'abord sur sa capacité à soutenir et à promouvoir ses normes auprès de ses partenaires commerciaux. Cet engagement en faveur d'une concurrence juste entre les nations, garantissant le respect de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie à travers le monde, appelle une révision de la politique commerciale et de concurrence dans le sens de ces exigences.

De plus, l'UE doit prendre en compte, en complément de sa participation à l'OTAN, ses propres capacités assises sur les politiques nationales de défense, la priorité consistant à renforcer des programmes communs dans l'industrie de défense. Cette ambition s'inscrit dans l'affirmation d'une autonomie stratégique européenne ouverte, qui se veut le prolongement des souverainetés nationales, sans les diminuer ni les effacer. Confrontations Europe défend ainsi l'extension du domaine des biens communs européens, afin de permettre à l'UE de faire face à la montée des risques politiques dans son voisinage et au-delà.

Enfin, la place de l'UE dans le monde s'incarne dans son rapport avec les pays du Sud, et spécialement dans une communauté de destin avec l'Afrique. Confrontations Europe défend ainsi l'émergence d'un Pacte européen pour les migrations dans une double dimension : le

soutien au développement des pays d'origine et l'amélioration des conditions d'entrée et de circulation au sein du marché unique pour les travailleurs venus de pays tiers, autour de la création d'une « Blue Card » européenne.

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE EUROPÉENNE

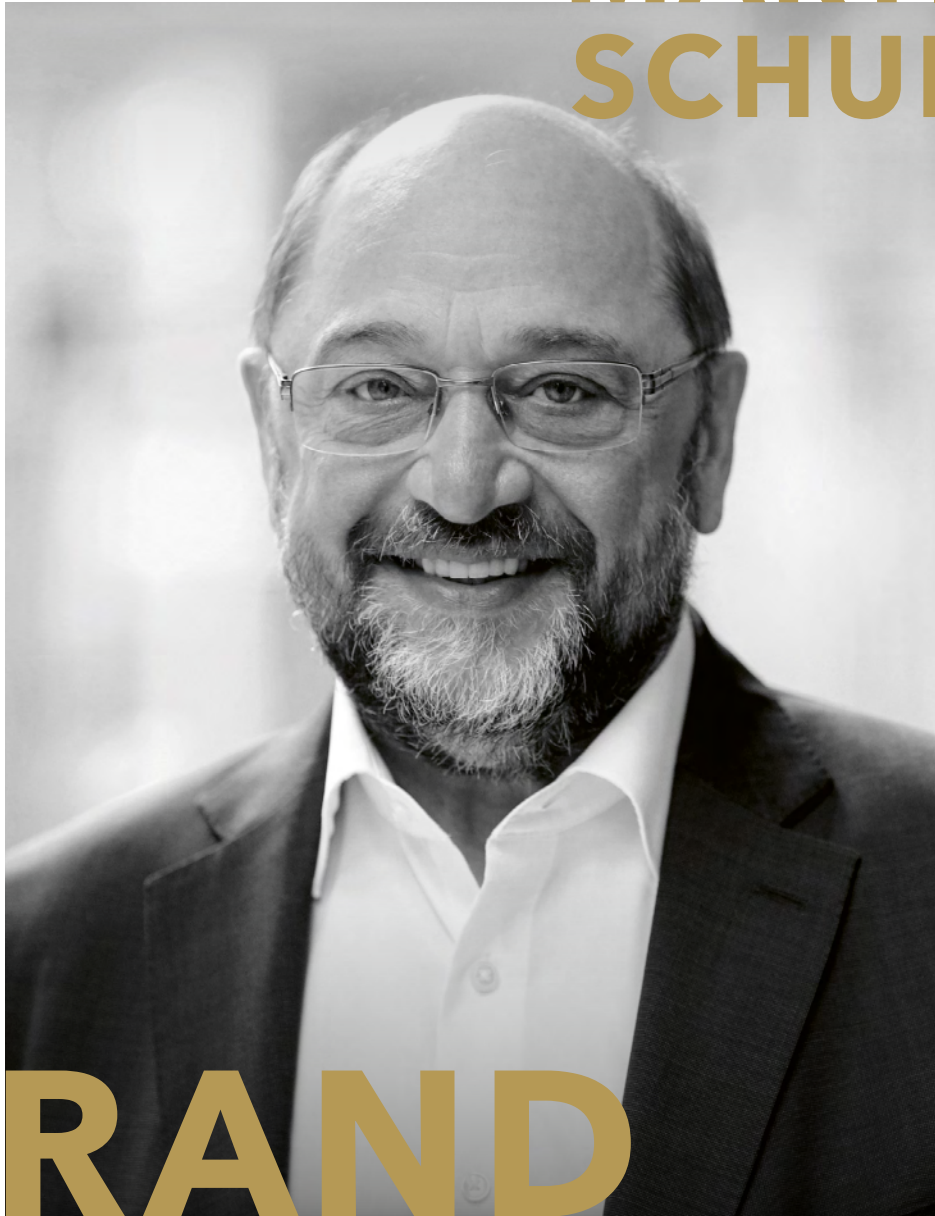
Enfin, Confrontations Europe promeut une démocratie européenne plus vivante, en complément des cultures démocratiques nationales. Cela est essentiel pour asseoir cette dynamique des biens communs européens sur une meilleure compréhension mutuelle et adhésion citoyenne.

Ce processus démocratique doit s'appuyer sur des citoyens de l'Union plus engagés dans la prise de décision politique communautaire. Cette nouvelle gouvernance européenne s'inscrit dans la nécessité de rapprocher l'Union de ses citoyens, condition nécessaire à l'émergence d'un sentiment d'appartenance européen. Cette démocratie participative doit se fonder sur la délibération et la reconnexion du citoyen avec la politique. La démocratie participative doit s'organiser dans les territoires pour prendre en compte la diversité des cultures démocratiques nationales qui caractérise l'Europe, et impliquer le maximum d'Européens. Sortant de l'entre-soi, elle doit impérativement permettre que soient abordés les problèmes concrets, du quotidien, et renforcer ainsi les dynamiques territoriales.

En ce sens, la Conférence sur l'avenir de l'Europe est une initiative majeure portée par cette législature. Pour porter pleinement ses fruits, cette conférence doit aborder la mise en place d'un mécanisme permanent de participation des citoyens qui vise à établir un dialogue au niveau local, dans des modalités adaptées aux cultures et pratiques nationales, tout en favorisant les échanges et la pédagogie, pour progressivement déterminer un langage démocratique européen commun.

Conscient des enjeux considérables auxquels l'Union européenne fait face, Confrontations Europe entend contribuer à éclairer la prise de décision politique au niveau européen, en cherchant à être la passerelle entre société et institutions, à travers une conflictualité ouverte, viable et constructive. ■

MARTIN SCHULZ



ANCIEN
PRÉSIDENT
DU
PARLEMENT
EUROPÉEN

GRAND ENTRETIEN

Nous devons continuer à encourager l'engagement des citoyens dans le processus démocratique.

À l'aune des prochaines élections européennes, Confrontations Europe a souhaité recueillir le témoignage et l'analyse d'un acteur essentiel de la vie européenne de ces dernières décennies en la personne de Martin Schulz, ancien Président du Parlement européen. Les élections de 2024 sont un moment démocratique fort dans une période de transformations profondes : économiques, sociales, environnementales, géopolitiques... Martin Schulz détaille pour nous les grands enjeux et défis de la prochaine mandature.

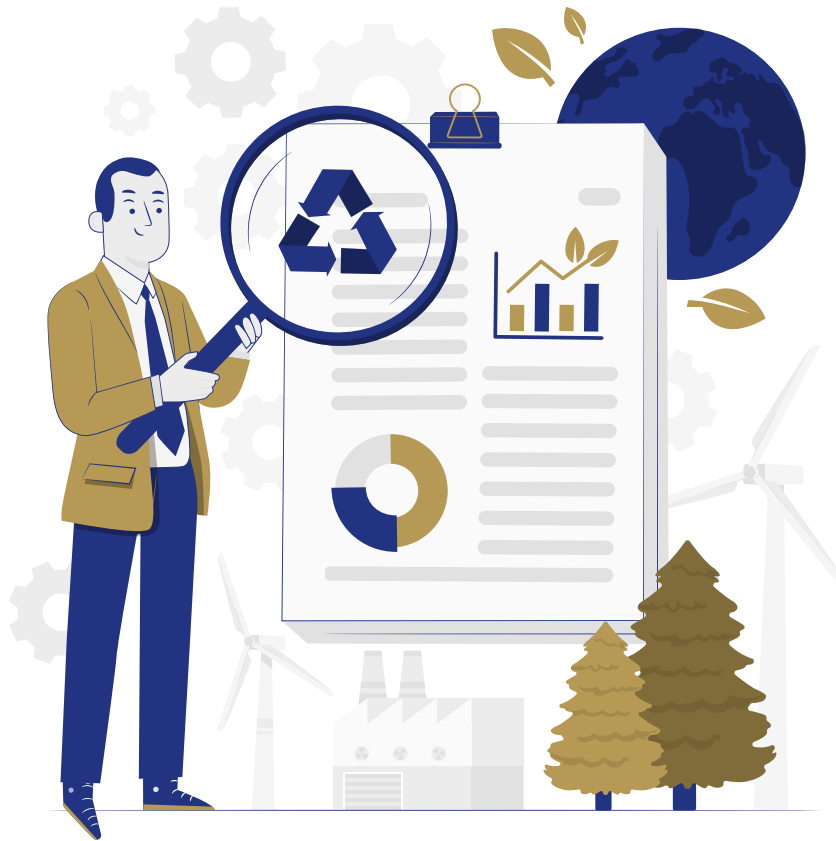
Confrontations Europe : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises », a dit Jean Monnet. Cette mandature aura été marquée par la crise mondiale de la Covid-19 et le conflit en Ukraine. L'Europe s'est-elle montrée à la hauteur des problématiques posées ? Ou bien la succession de crises a-t-elle montré nos limites et ne risque-t-elle pas à plus long terme de gripper la machine européenne ?

Martin Schulz : Jean Monnet avait raison de souligner que l'Europe se forge dans l'adversité. Effectivement, cette mandature a été confrontée à des défis majeurs, notamment la pandémie mondiale de Covid-19, ainsi que l'agression russe en Ukraine. Ces événements ont mis à l'épreuve la capacité de l'Union européenne à agir de manière coordonnée et efficace. Dans une certaine mesure, nous

avons réussi à répondre à ces défis en mobilisant des ressources et en adoptant des mesures d'urgence. Nous avons vu des exemples de solidarité et de coopération, notamment à travers le mécanisme de relance post-Covid, mais il est indéniable que des lacunes persistent dans notre capacité à réagir rapidement et de manière cohérente. Nous devons reconnaître que notre réponse n'a pas été parfaite et qu'il reste des domaines où nous devons améliorer notre coopération et notre préparation pour l'avenir. Il est crucial que nous tirions des leçons de ces expériences afin de renforcer notre Union et de mieux nous préparer aux défis à venir. Les crises révèlent nos faiblesses et nous obligent à les surmonter pour construire une Europe plus résiliente et plus solidaire.

C. E. : Quels ont été, selon vous, les votes phares du Parlement européen lors de cette mandature ? En quoi ont-ils un impact sur la vie des Européens ? Leurs conséquences seront-elles suffisantes et assez visibles pour motiver et inciter les Européens à se déplacer dans les urnes ? Comment redonner l'envie d'Europe à ceux qui doutent ou s'en détournent ?

M. S. : Au cours de cette mandature, le Parlement européen a adopté plusieurs mesures significatives pour répondre aux préoccupations des citoyens européens et qui ont un impact direct sur leur vie. Parmi celles-ci, je soulignerais particulièrement l'adoption du plan de relance post-Covid « Next Generation EU », ainsi que le « Green Deal », ou Pacte vert, qui vise à conduire l'UE à la neutralité carbone à l'horizon 2050. Ces décisions ont eu pour objectif à la fois de stimuler la reprise économique après une période de récession liée à la pandémie, et d'engager l'Union européenne sur la voie de la transition écologique. Des politiques environnementales ambitieuses ont été adoptées ►



► lors de cette mandature pour lutter contre le changement climatique.

Leur impact sur la vie quotidienne des citoyens européens sera tangible, mais il est essentiel que nous communiquions de manière efficace sur les résultats concrets de ces actions et que nous fassions davantage pour les rendre acceptables sur le plan social.

Pour redonner l'envie d'Europe à ceux qui doutent ou s'en détournent, nous devons montrer que l'Union européenne est capable de relever les défis auxquels nous sommes confrontés et d'apporter des solutions concrètes qui améliorent la vie des citoyens. Cela passe par une communication claire et transparente sur nos réalisations et nos ambitions, ainsi que par un engagement renforcé en faveur de la démocratie, de la solidarité et de la coopération au sein de notre Union.

C. E. : La participation aux élections européennes a été en hausse pour la première fois en 2019. Sera-t-elle également en hausse en 2024 ou reviendra-t-on à une participation à la baisse, comme c'était le cas depuis le premier vote au suffrage universel direct de 1979 ? Quels sont les risques et les enjeux pour notre démocratie à court et moyen termes ?

M. S. : La participation aux élections européennes est un indicateur crucial de la vitalité

démocratique de notre Union européenne. En 2019, nous avons en effet observé une hausse significative de la participation, ce qui est un signal positif pour notre démocratie. Cependant, il est difficile de prédire avec certitude si cette tendance se maintiendra pour l'année 2024. Nous devons continuer à encourager l'engagement des citoyens dans le processus démocratique. Plusieurs facteurs peuvent influencer la participation électorale. D'une part, les citoyens européens sont de plus en plus conscients de l'importance des élections européennes et de leur impact sur leur vie quotidienne. Les enjeux tels que la relance économique post-Covid, la lutte contre le changement climatique et la défense des droits fondamentaux suscitent un intérêt croissant parmi les électeurs.

D'autre part, il existe également des défis qui pourraient freiner la participation. Les tendances à la désinformation, à la polarisation politique et à la montée du populisme pourraient dissuader certains citoyens de se rendre aux urnes. De plus, la perception de l'efficacité et de la légitimité des institutions européennes peut également influencer le niveau de participation. Pour contrer ces risques, il est essentiel que nous continuions à sensibiliser les citoyens à l'importance de leur vote et à renforcer la confiance dans nos institutions démocratiques.

“L’UNION EUROPÉENNE DOIT CONTINUER À JOUER UN RÔLE ACTIF SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE, EN PROMOUVANT LE MULTILATÉRALISME, LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL ET LA SOLIDARITÉ MONDIALE.”

Cela passe par une communication claire sur les enjeux des élections européennes, mais aussi par des mesures concrètes visant à promouvoir la participation, telles que des campagnes d’information, des débats publics et des initiatives pour encourager l’inscription sur les listes électorales. Les prochaines élections seront déterminantes pour l’avenir de l’Europe, et il est primordial que chaque voix compte dans la construction de notre avenir commun.

C. E. : Comment sont abordées les élections européennes en Allemagne ? Quelle importance est accordée à ce scrutin par les partis politiques, les médias, les citoyens ?

M. S. : En Allemagne, les élections européennes sont devenues un sujet de préoccupation croissante pour les partis politiques, les médias et les citoyens. Les enjeux européens touchent de près les intérêts nationaux, notamment en matière d’économie, de sécurité et d’environnement. Les électeurs allemands reconnaissent de plus en plus l’importance de leur voix dans la définition des politiques européennes et sont donc plus enclins à participer aux élections européennes.

C. E. : Les phénomènes de désinformation et d’ingérence étrangère dans les élections se sont amplifiés ces dernières années. Y a-t-il un risque accru pour ce scrutin européen, et sommes-nous prêts à y répondre ? Que devrait-on mieux faire pour se prémunir contre ce fléau ? En a-t-on la volonté et les moyens ?

M. S. : La désinformation et l’ingérence étrangère sont des menaces sérieuses pour l’intégrité des élections européennes, ainsi que pour la démocratie dans son ensemble. Cependant, je suis convaincu que nous avons les moyens et la volonté de faire face à ces défis, à condition d’agir de manière déterminée et concertée. Pour lutter efficacement contre la

désinformation et l’ingérence, nous devons d’abord renforcer la résilience de nos institutions démocratiques et promouvoir la transparence et l’intégrité du processus électoral. Cela passe par des mesures telles que la sensibilisation des citoyens aux techniques de désinformation et la collaboration avec les plateformes numériques pour lutter contre la propagation de fausses informations. De plus, nous devons renforcer la coopération entre les États membres et les institutions européennes pour échanger des informations, coordonner nos efforts et élaborer des stratégies communes de lutte contre la désinformation et l’ingérence étrangère. Cela nécessitera une action concertée à l’échelle européenne, ainsi qu’une coopération renforcée avec nos partenaires internationaux. Il est important de souligner que la lutte contre la désinformation ne doit pas se limiter à la période électorale, mais doit être un effort continu et global visant à promouvoir une culture de la vérité et de la responsabilité dans notre société. Cela nécessite un engagement ferme de la part de tous les acteurs concernés, y compris les gouvernements, les médias, les plateformes numériques et la société civile.

C. E. : On observe une montée des populismes partout en Europe, et les sondages prévoient une augmentation du nombre de sièges des partis d’extrême droite/droite radicale au Parlement européen. Existe-t-il un risque de blocage institutionnel à la suite des élections ?

M. S. : Nous devons lutter contre tout recul démocratique et stopper le glissement vers l’extrême droite dans notre pays et en Europe. Il est essentiel que les institutions européennes restent fermes dans la défense des valeurs démocratiques et de l’État de droit. Cela signifie notamment qu’il est nécessaire de lutter contre toute forme de discours de haine, de ►

► discrimination et de xénophobie. De plus, il est important de promouvoir un dialogue constructif et de renforcer la coopération entre les différents groupes politiques afin de surmonter les divisions et de trouver des solutions aux défis auxquels nous sommes confrontés en tant qu'Union européenne. Il est vrai que la présence accrue de partis populistes et nationalistes peut compliquer le processus décisionnel au Parlement européen, en raison de divergences idéologiques et de positions souvent radicales. Cependant, notre Union européenne est fondée sur le principe du compromis et du dialogue. Les Députés européens sont élus pour représenter les intérêts de leurs électeurs, mais aussi pour travailler ensemble dans l'intérêt commun de l'Union européenne. La montée du populisme, observée dans de nombreux pays européens, remet en question les valeurs fondamentales sur lesquelles repose notre Union européenne, telles que le respect des droits de l'homme, la tolérance et la solidarité. En fin de compte, bien que la montée du populisme puisse représenter un défi pour notre Union européenne, je reste convaincu que nous avons les ressources et les mécanismes nécessaires pour y faire face. Il est essentiel que nous continuions à promouvoir une culture du compromis et du respect mutuel, ainsi qu'à renforcer les institutions démocratiques de notre Union européenne pour garantir un avenir stable et prospère pour tous les citoyens européens.

C. E. : Quels seront, selon vous, les grands enjeux à venir pour la prochaine mandature ? Gouvernance de l'Europe, défense européenne, transition environnementale, crises économiques et financières... ?

M. S. : Les enjeux à venir pour la prochaine mandature nécessiteront une action résolue de la part des institutions européennes, ainsi qu'une coopération renforcée entre les États membres. Parmi les grands défis qui se présenteront, je mettrai en avant plusieurs domaines clés :

- **Gouvernance de l'Europe :** renforcer la gouvernance de l'Union européenne sera essentiel pour garantir son efficacité et sa légitimité démocratique. Cela inclut notamment la réforme des institutions européennes pour les rendre plus transparentes, responsables et démocratiques, ainsi que la promotion d'une plus grande participation des citoyens à la prise de décision.

- **Défense européenne :** face aux défis sécuritaires croissants auxquels est confrontée l'Europe, il est impératif de renforcer la défense européenne. Cela passe par une coopération renforcée entre les États membres dans le domaine de la défense, ainsi que par des investissements stratégiques dans la recherche, le développement et la modernisation des capacités militaires européennes.
- **Transition climatique :** la crise écologique est l'un des défis majeurs de notre époque, et l'Union européenne doit jouer un rôle de leader dans la transition vers une économie plus durable et respectueuse de l'environnement. Cela implique la mise en œuvre d'une politique ambitieuse en matière de lutte contre le changement climatique, de promotion des énergies renouvelables et de protection de la biodiversité.
- **Crises économiques et financières :** la prochaine mandature sera également confrontée à des défis économiques et financiers. Il sera essentiel de promouvoir une relance économique inclusive et durable, ainsi que de renforcer la stabilité financière de l'Union européenne pour faire face aux éventuelles crises à venir.

Enfin, je soulignerais que l'Union européenne doit continuer à jouer un rôle actif sur la scène internationale, en promouvant le multilatéralisme, le respect du droit international et la solidarité mondiale. Ces enjeux nécessiteront un engagement fort et une action concertée de la part de tous les acteurs concernés, et je suis convaincu que l'Union européenne est capable de relever ces défis et de bâtir un avenir meilleur pour tous les citoyens européens.

C. E. : Afin de valider le plan de relance post-Covid, il a été décidé d'augmenter les ressources propres. Est-ce que les prochaines élections seront l'occasion de reposer le sujet sur la table afin de doter l'Union européenne d'un budget à la hauteur de ses ambitions ?

M. S. : Il est clair que la question du budget européen ne se résume pas simplement à des chiffres. C'est aussi une question de priorités politiques et de choix stratégiques. L'Union européenne doit investir dans des domaines clés, tels que la transition écologique, la recherche et l'innovation, la cohésion sociale et régionale, ainsi que la promotion de l'emploi et de la croissance économique. Pour cela, il faut trouver

un équilibre entre les différentes priorités et mobiliser les ressources nécessaires de manière efficace et équitable. Cela peut impliquer des réformes structurelles du système de financement de l'Union européenne, ainsi que des efforts pour renforcer la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale au niveau européen. Il est évident que des discussions plus approfondies seront nécessaires pour garantir que l'Union européenne dispose des moyens adéquats pour atteindre ses objectifs. Les prochaines élections européennes pourraient en effet être l'occasion de remettre ce sujet sur la table et de débattre des moyens de doter l'Union européenne d'un budget à la hauteur de ses ambitions. L'objectif est de garantir que l'Union européenne dispose des moyens nécessaires pour réaliser ses ambitions et répondre aux attentes des citoyens européens. Cela nécessitera un dialogue ouvert et inclusif entre tous les acteurs concernés, y compris les États membres, le Parlement européen et la société civile. Les citoyens européens doivent être convaincus que leur vote contribue à façonner l'avenir de l'Europe et à garantir sa prospérité à long terme.

C. E. : **Le candidat aux élections américaines, Donald Trump, a dit qu'il encouragerait Vladimir Poutine à attaquer les « mauvais payeurs » de l'OTAN. Cela va-t-il pousser les institutions européennes à approfondir le thème de l'autonomie stratégique qui a été au cœur des discussions en cette fin de mandat ?**

M. S. : Les déclarations de Donald Trump concernant l'OTAN et Vladimir Poutine sont préoccupantes et soulignent la nécessité pour l'Union européenne de renforcer son autonomie stratégique. Les institutions européennes doivent en effet approfondir ce thème crucial qui a été au cœur des discussions en cette fin de mandat. Il est essentiel que l'Union européenne renforce sa capacité à agir de manière autonome sur la scène internationale, en garantissant sa sécurité et en défendant ses intérêts communs. Cela nécessitera un dialogue approfondi entre les États membres et une coopération renforcée dans le domaine de la défense et de la sécurité.

C. E. : **Enfin, si vous deviez exprimer trois souhaits pour que cette prochaine mandature soit un succès et renforce la démocratie en Europe et dans le monde, quels seraient-ils ?**

“LE RESPECT DE LA PLURALITÉ DES OPINIONS ET LE DEVOIR DE COMPROMIS CONSTITUENT LA RECETTE DE LA DÉMOCRATIE.”

M. S. : L'Europe est l'affaire de tous. Nos valeurs fondamentales sont une tâche internationale pour laquelle nous devons nous battre dans notre propre pays. Le respect de la pluralité des opinions et le devoir de compromis constituent la recette de la démocratie. Nous avons des raisons d'être découragés, mais nous n'avons pas le temps de l'être. En tant que social-démocrate, je n'ai pas le droit d'être découragé. Si je devais exprimer trois souhaits pour que cette prochaine mandature soit un succès et renforce la démocratie en Europe et dans le monde, je souhaiterais tout d'abord une plus grande solidarité entre les États membres de l'Union européenne, fondée sur le respect mutuel et la coopération. Ensuite, je voudrais voir une Union européenne plus inclusive, qui donne la parole aux citoyens et qui s'engage à promouvoir les droits fondamentaux et la justice sociale. Enfin, je souhaite que l'Europe renforce son rôle sur la scène internationale en tant que garante de la paix, de la démocratie et des valeurs universelles, en travaillant en étroite collaboration avec ses partenaires à travers le monde pour relever les défis communs. ■



ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 : ENJEUX ET DÉFIS

PAGE 16

DÉCRYPTAGE ET ANALYSE

Élections européennes 2024 :
décryptage politique et analyse
par **Sylvain Kahn**

PAGE 20

LE DÉFI POPULISTE

L'Europe mise au défi. L'ascension de la droite
radicale et son impact sur l'Union européenne
par **Rosa Balfour** et **Stefan Lehne**

PAGE 24

L'ENJEU UKRAINIEN

L'avenir de la défense de l'Ukraine
par **Anastasiya Shapochkina** et **Hanna Shelest**

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 : DÉCRYPTAGE POLITIQUE ET ANALYSE

Par Sylvain Kahn,
Docteur en géographie, Professeur agrégé
d'histoire et Chercheur au Centre d'histoire
de Sciences Po. Dernier ouvrage paru :
« L'Europe face à l'Ukraine », PUF, 2024



En France en 2019, trois listes ont bénéficié d'une dynamique électorale : les Verts, La République en Marche (LREM) et le Rassemblement national (RN). L'augmentation de la participation d'alors avait surtout profité aux trois partis politiques qui affichaient une vision extrêmement claire de ce qu'ils attendaient de l'Europe. En 2019, le RN figurait la déclinaison française des partis nationalistes et souverainistes, euro-contestataires ou europhobes. Au Parlement européen, ils se répartissent entre deux groupes, European Conservatives and Reformists (ECR) (auquel s'est récemment affilié Reconquête) et Identité et Démocratie (ID) (auquel est affilié le RN). Pour eux, l'Europe fait partie du problème, voire est le problème.

En 2019, les Verts et LREM, devenue Renaissance, appartenaient aux partis et mouvements politiques qui pensent que les défis qui se posent aux Européens peuvent se résoudre démocratiquement à l'échelle européenne. Dans cette famille, on trouve plutôt les partis dont le projet de société est pleinement, et en première instance, orienté par l'enjeu écologique, et ceux, souvent fondamentalement libéraux et démocrates, tournés

vers l'émancipation de l'individu. Écologistes et libéraux sont le plus souvent pro-européens sans réserve : pour ce type de partis, l'Europe fait partie de la solution, voire est la solution.

Ces familles politiques que tout oppose ont un caractère en commun : sur leur doctrine européenne, elles sont très cohérentes. Au RN – c'est son seul point commun avec Renaissance et les Verts –, il n'y a sur l'Europe ni division ni tensions internes. L'éviction du Front national d'un Florian Philippot refusant de renoncer au « Frexit » et à la sortie de l'euro, puis le score insignifiant de sa liste (Les Patriotes) en 2019 en a été l'illustration.

A contrario, dans les droites et les gauches héritées du XX^e siècle, celles dont les partis ont été « de gouvernement » et ont construit l'Europe politique, de la CECA au traité de Lisbonne, – famille des démocrates-chrétiens et des conservateurs d'une part, famille des socialistes et sociaux-démocrates d'autre part –, on trouve, dans chaque délégation nationale, des pro-européens et des bien moins européens, voire des courants souverainistes. Selon les époques, ou selon leur situation (au gou-

“DANS CETTE CAMPAGNE,
DÉBATS ET CLIVAGES PORTENT
ENCORE MOINS SUR LA LÉGITIMITÉ
ET LE BIEN-FONDÉ DE LA CONSTRUCTION
EUROPÉENNE QU’IL Y A CINQ ANS.
IL PORTE D’AVANTAGE SUR
LA LÉGITIMITÉ ET LA PERTINENCE
DE LA SUPRANATIONALITÉ, ET [...]
SUR LE CONTENU DES POLITIQUES
PUBLIQUES [...]”

vernement ou dans l’opposition), ces ambiguïtés ont été particulièrement prégnantes au sein de la SFIO et du PS. Le Parti populaire européen (PPE), lui, à l’image de LR, de Forza Italia, des Tories britanniques jusqu’au Brexit, de la CSU..., est depuis quarante ans tiraillé entre « européistes » et « souverainistes », entre partisans de plus ou moins d’Europe supranationale. Le RPR, qui précédait LR comme héritier déclaré du gaullisme, n’a ainsi pas rejoint le PPE avant 1994.

En 2019, ces partis, dits « de gouvernement », n’ont pas attiré les électeurs : la tendance électorale était à la cohérence idéologique sur l’Europe ; le PS et LR ont été sanctionnés pour leur absence de clarté sur la politique européenne.

Depuis la fin de la guerre froide, on avait en France des lignes de clivage entre ces partis que l’on appelait pro-européens - UMP, PS - et d’autres, qu’on appelait anti-européens - RPF, FN, PC, FG. Dans cette configuration, ces deux grandes familles étaient, avant 2017-2019, positionnées comme européistes. Quelles que fussent leurs ambiguïtés, elles disaient :

« Il faut faire avancer l’Europe parce que c’est une valeur. Il faut faire avancer l’Europe car elle conforte nos acquis politiques et notre communauté nationale, et qu’elle nous prémunit contre les dommages de la mondialisation et contre la guerre à laquelle mènent les nationalismes. » C’était l’histoire du « European Rescue of the Nation-State d’Alan Milward », des objectifs et des intérêts réputés nationaux atteints et consolidés par l’Europe. Dans des styles très différents, François Mitterrand (à partir de 1984), puis Jacques Chirac (à partir de 1995), ainsi que Lionel Jospin (en 1997) se sont parés d’un costume de dirigeant européen avec ce type de discours, dans une approche qui restait plutôt extérieure à la philosophie politique de la supranationalité. *A contrario*, il y avait des partis eurosceptiques et europhobes qui disaient : « Mais non, ce n’est pas à l’échelle de l’Europe que cela se joue, c’est à l’échelle de la nation, et il faut défendre celle-ci contre l’Europe, car l’Europe détruit la nation. »

En 2024, la situation dans laquelle se déroule la campagne est très différente pour deux raisons. Premièrement, l’UE est engagée aux côtés de l’Ukraine dans sa résistance à l’invasion ►

► par la Russie. Deuxièmement, la réponse à la Covid-19 en 2020 clôt la crise des « quinze ans » ouverte en 2005 ; elle fait l'effet d'une relance de la construction européenne - analogue à celles de 1984, 1969, 1955. Avec la réponse à ces deux chocs externes, très préoccupants et quasi concomitants - Covid-19, agression russe de l'Ukraine -, la construction européenne est à nouveau vécue comme une solution dans l'opinion publique.

Dans cette campagne, débats et clivages portent encore moins sur la légitimité et le bien-fondé de la construction européenne qu'il y a cinq ans. Ils portent davantage sur la légitimité et la pertinence de la supranationalité, et bien davantage encore sur le contenu des politiques publiques à mettre en place à l'échelle européenne dans le cadre de l'UE. Aucune des forces en présence ne conteste ni la légitimité du plan de relance, ni celle de l'emprunt européen ; mais elles s'opposent sur la primauté du droit européen et sur la conditionnalité de l'accès aux financements au respect de l'État de droit. Aucune ne demande à supprimer Frontex, mais elles s'opposent sur ses missions. S'agissant de la construction européenne, la ligne Orbán, au pouvoir depuis 2010, s'est imposée dans toute la famille européenne des droites radicales et extrêmes, le programme du RN y figure le prototype d'un parti d'extrême droite anciennement europhobe et « orbanisé » : l'UE, en dépit de cette Commission supranationale qu'il faut soit infiltrer soit éroder, est une ressource pour protéger chaque nation contre le monde non européen et faire prospérer non seulement l'économie, mais aussi l'« illibéralisme ».

Dans ce paysage, l'inflation des prix agricoles et de l'énergie a imposé une ligne de front : le Pacte vert, stop ou encore ? Adhère-t-on à l'UE comme modèle de lutte contre le changement climatique et de monde habitable, ou à l'UE comme modèle de croissance et de société à la fois industrielle et postindustrielle (au sens de Bell et Touraine) ? Dans ce débat, le RN est plus attractif que LR, puisque le PPE auquel est affilié LR a porté le Pacte vert jusqu'à l'été 2023 et que Nicolas Sarkozy fut à l'initiative du Grenelle de l'environnement. La ligne « encore » semble bénéficier davantage au PS et à Renaissance qu'aux Verts, car ces derniers, à tort ou à raison, et à la différence des écolo-

gistes allemands, sont perçus comme doctrinaires ou radicaux par une partie de l'électorat soucieux de développer la lutte contre le changement climatique et pour la transition ; ils sont aussi perçus, à tort ou à raison, s'ils gouvernaient, comme prêts à embrasser la cause de la décroissance et de la sortie de la société de consommation au lieu de proposer comment adapter cette dernière.

La politique migratoire européenne est un autre sujet polarisant. Derrière cet intitulé se confrontent des représentations antagonistes. D'une part, un fondamentalisme islamiste perçu comme protéiforme ou très localisé, expansif ou circonscrit ; d'autre part, une cohésion de la société qui serait d'abord un problème social et de solidarité, ou plutôt un problème culturel et d'affirmation communautaire. Il y a donc les partis pour lesquels le scandale est d'abord constitué par les naufrages en Méditerranée et dans la Manche et par l'« encampement » (Michel Agier) des personnes migrantes ; et les partis pour lesquels le scandale réside d'abord dans le départ et l'arrivée de personnes migrantes sans autorisation ni visa. Il y a ceux qui considèrent que le respect de l'État de droit est d'abord le respect des procédures du droit d'asile et l'accueil *a priori*, et ceux qui considèrent que le respect de l'État de droit est d'abord le respect des décisions rendues par les juridictions du droit d'asile et le respect des OQTF.

Dans ce contexte, au Parlement européen, tous les partis français sauf un, Renaissance, ont choisi de voter contre tout ou partie du Pacte européen pour l'asile et la migration, et d'en faire un argument électoral. Paradoxe quand on sait, notamment, tout le travail accompli en amont de ce vote au sein des deux grands groupes PPE et S&D du PSE.

À l'étonnement d'un nombre certain de commentateurs, l'Ukraine est peu clivante et peu différenciante. Autant, en 2017 et en 2019, la France s'était singularisée par le clivage structurant entre prorusses et admirateurs du régime de Poutine d'un côté, et de l'autre, adeptes de l'Alliance atlantique et d'une politique visant à contenir dans des limites acceptables l'impérialisme mafieux russe ; autant, depuis février 2022, le soutien à l'Ukraine et la condamnation de la Russie est devenue une

politique consensuelle. Une petite partie des forces politiques - LFI, le PCF et Reconquête! - est explicitement contre le soutien à l'effort de guerre en Ukraine. Sur ce sujet, le RN fait profil bas, cultive le flou et l'ambiguïté. Son groupe s'est abstenu lors du scrutin du 12 mars 2024 à l'Assemblée nationale sur la politique française de soutien à l'Ukraine.

En 2024, par rapport à 2019, le positionnement très européiste d'Emmanuel Macron et de Renaissance est affaibli par les réformes franco-françaises voulues par le Président de la République : une partie de son électorat de 2017 et 2022 lui reproche la réforme des retraites et la loi sur l'immigration qui a été votée avec la droite et l'extrême droite. Lui reproche-t-on, également, ses changements de pied sur, non pas le soutien à l'Ukraine, mais la place à accorder à Poutine et à la Russie dans la politique étrangère et de défense européenne ? Sur ces différents sujets, Raphaël Glucksmann, pour ces électeurs-ci, apporte une rectitude et un ancrage. Il conviendra toutefois de suivre de près le programme de sa liste au-delà de son discours personnel : le PS a eu en effet sur les questions européennes, par le passé, des positions parfois floues ou ambiguës.

Il est possible que, plus on se rapproche du vote, plus se rejoue la dynamique de 2019 : à savoir le choix pour une des listes pour qui l'Europe est clairement et sans ambiguïté la solution, avec l'idée que mieux vaut un bon compromis entre Européens pour avancer, tout court et ensemble, que l'inverse, au risque de faire du surplace pour ne pas compromettre de supposés grands principes, comme on le voit sur le Pacte asile et migration. Dans cette hypothèse, les raisons qui ont favorisé l'attraction macroniste sur une partie de l'électorat PS en 2017, puis en 2019, pourraient produire des effets analogues en 2024, mais sur un mode atténué. À cette aune, le positionnement de Valérie Hayer, qui fait résolument une campagne de sortants, revendiquant le bilan de la mandature et de la Commission - un bilan qui, objectivement, est particulièrement dense, d'autant qu'il inclut *de facto* une relance de la construction européenne - pourrait, peut-être, être un pari finalement gagnant. Les autres partis qui pourraient revendiquer ce bilan et ces avancées s'y refusent, même les Verts, qui

ont pourtant marqué de leur empreinte les réalisations des cinq années écoulées. Cela peut-il suffire à convaincre celles et ceux qu'il est convenu d'appeler les macronistes de gauche et autres déçus du bilan présidentiel ? La réponse pourrait en partie figurer dans la capacité d'entraînement, éventuelle, du second discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron.

Quoi qu'il en soit, la forte attractivité cumulée des deux listes de droite radicale et extrême est favorisée par l'abandon de leur discours europhobe et de retour au franc, au profit d'une posture souverainiste et de prise de pouvoir dans l'UE.

Les résultats des élections européennes en France détermineront la couleur des 81 sièges français, mais il faudra compter avec l'ensemble des 720 sièges au Parlement pour définir la nouvelle coalition et la nouvelle dynamique pour ce mandat. ■

L'EUROPE MISE AU DÉFI. L'ASCENSION DE LA DROITE RADICALE ET SON IMPACT SUR L'UNION EUROPÉENNE



Par Rosa Balfour,
Directrice de Carnegie Europe



et Stefan Lehne,
Chercheur à Carnegie Europe

CETTE FOIS, CELA POURRAIT ÊTRE DIFFÉRENT

2024 est prête à montrer à quel point le paysage politique en Europe a changé. Selon une recherche de l'Université d'Amsterdam, 32 % des électeurs ont voté pour des partis « anti-establishment » en 2021, une hausse par rapport à 12 % au début des années 90⁽¹⁾. Les partis de la droite radicale représentent environ la moitié de cette part et ont augmenté plus rapidement que tout autre groupe.

L'Europe vit avec le populisme depuis plusieurs décennies. Il est monté là où les partis traditionnels de centre droite et de centre gauche perdaient du terrain. Le populisme, qui a une « idéologie mince », principalement axée sur la fomentation de la colère du « peuple pur » contre les « élites corrompues », s'est élevé tant à gauche qu'à droite du spectre politique⁽²⁾, a entravé et influencé l'Union Européenne et ses politiques, mais sans remettre en question ses principes de base et son fonctionnement.

Les partis de la droite radicale des années 2020 ont un profil idéologique plus varié que le

populisme. Contrairement à l'extrême droite, la droite radicale accepte l'essence de la démocratie, mais rejette son libéralisme (droits des minorités, État de droit, séparation des pouvoirs)⁽³⁾. Dans cette ligne de pensée, le pluralisme, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, et les droits des femmes et des LGBTQI ont été démantelés en Pologne (par le gouvernement désormais vaincu de Droit et Justice) et en Hongrie. Des dirigeants de la droite radicale comme le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, croient que 2024 sera un « point de bascule ». Les élections dans l'UE, aux États-Unis et ailleurs signifieront que « la scène politique mondiale aura une apparence complètement différente. » Il voit le vent souffler en sa faveur⁽⁴⁾.

Des revers récents en Pologne et en Espagne ont montré que la montée incessante des partis de la droite radicale n'est pas une conclusion inévitable. Cependant, les sondages actuels pour un certain nombre d'élections nationales et pour l'élection du Parlement européen de juin 2024 indiquent une forte probabilité de leur succès électoral continu. De nombreux partis de la droite radicale ont atteint des parts de vote de 20 % et plus. Plusieurs ont rejoint des gouvernements de coalition ou ont conclu des accords de soutien parlementaire. La droite radicale est maintenant au gouvernement ou soutient des gouvernements en Finlande, Hongrie, Italie, Slovaquie, Suède. Aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders pourrait diriger un gouvernement minoritaire. En Autriche, la droite radicale devrait très bien se comporter lors des élections d'automne 2024. Dans d'autres pays, ils sont devenus le principal groupe d'opposition.

(1) <https://popu-list.org>

(2) Cas Mudde (2004), *The Populist Zeitgeist, Government and Opposition*, 39 (2004), p. 542-563.

(3) Cas Mudde (2019), *The Far Right Today*, London, Polity Press

(4) <https://abouthungary.hu/news-in-brief/pm-orban-2024-will-again-be-a-year-of-success>

(5) Albert O. Hirschman (1972), *From Exit to Voice. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard University Press.

(6) <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/marine-le-pen-reinstalle-le-duel-avec-emmanuel-macron-dans-ses-propositions-sur-leurope>

Un flanc droit plus fort au Parlement européen et un Conseil européen avec un plus grand nombre de gouvernements impliquant la droite radicale pourraient entraîner un changement dans l'Union européenne. La question est de savoir à quoi pourrait ressembler ce changement.

ce que pense La DROITE RADICALE

À la suite du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni en 2016, les partis eurosceptiques, y compris la droite radicale, ont vu une certaine modération des positions envers l'Union européenne. Les demandes pour que leurs pays quittent l'UE ou l'Euro ont été principalement abandonnées. Le départ chaotique et douloureux du Royaume-Uni a transformé de telles initiatives en perdants électoraux dans les campagnes électorales. Que ce changement « *from exit to voice* »⁽⁵⁾ représente un véritable changement d'attitude ou juste un ajustement tactique peut varier d'un cas à l'autre, mais leur ethno-nationalisme les rend profondément hostiles à l'UE. De nombreux partis propagent désormais une « alliance européenne des nations »⁽⁶⁾, organisée strictement selon des lignes intergouvernementales. Certains exigent une renégociation des traités de l'UE menant à un retour des pouvoirs aux États membres, d'autres rejettent simplement tout transfert supplémentaire de compétences au niveau européen ou plus de votes à la majorité.

Outre une profonde antipathie envers l'Union européenne, ces partis s'alignent les uns avec les autres dans leurs sentiments radicalement anti-migration, en particulier racialement ou religieusement déterminés. Certains, y compris l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), ont adopté des théories de « remplacement ethnique ». Ils s'opposent à tout rôle significatif de l'UE dans la régulation de ces questions, ainsi qu'aux règles internationales telles que la Convention de Genève sur les réfugiés ou le pacte de l'ONU sur la migration. ►

- Ils convergent également dans leur scepticisme à l'égard des politiques climatiques. Certains partis se sont éloignés du déni climatique en faveur de paysages de nostalgie rurale, comme en France, en Suède et en Finlande, mais ils comptent de nombreux climatosceptiques parmi leurs adeptes. Ils ont fomenté le « backlash vert » contre le « Green Deal » de l'UE et exploité les protestations des agriculteurs.

Un autre domaine de convergence parmi ces partis sont des valeurs familiales profondément conservatrices contre les droits des femmes et des LGBTQI. Ces dernières années, ces partis ont renforcé leurs liens internationaux précisément autour de ces valeurs partagées, à travers des réseaux tels que le Conservative Political Action Network⁽⁸⁾ et la Conférence démographique de Budapest⁽⁹⁾.

Les décideurs politiques de l'UE ont tiré consolation du fait que la droite radicale était fortement divisée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En Pologne et dans les pays Baltes, la Russie est depuis longtemps perçue comme une menace de manière unanime. En Italie, l'engagement du gouvernement FdI dirigé par Giorgia Meloni envers les efforts occidentaux contrastait avec les sentiments prorusses de ses partenaires de coalition et les vues amicales envers la Russie des gouvernements italiens précédents. Mais la droite radicale maintient une position critique à l'égard des politiques des États-Unis et de l'UE, qui, selon elle, partagent une certaine responsabilité dans la crise. Un certain nombre de partis maintiennent leurs sympathies ouvertes envers la Russie. Les sanctions et le soutien militaire à l'Ukraine pourraient être affectés si le contexte international changeait. Si Donald Trump, en tant que prochain Président des États-Unis, poursuit, comme il l'a promis, un accord de paix avec la Russie, l'unité européenne sur l'Ukraine risque de prendre fin.

(8) <https://www.theguardian.com/politics/2024/feb/27/controversial-rightwing-figures-spoke-alongside-liz-truss-at-cpac-event>

(9) <https://www.euractiv.com/section/politics/news/meloni-to-be-keynote-speaker-at-budapest-demographic-summit>

CONTENIR LA DROITE RADICALE?

Les nationalismes respectifs de la droite radicale ont sapé la capacité de ces partis à influencer la politique européenne. À certains égards, la droite radicale a agi en dessous de son poids collectif. Les décideurs politiques à Bruxelles ont joué une diplomatie transactionnelle avec les dirigeants de la droite radicale afin d'atteindre les dénominateurs communs minimaux nécessaires pour faire avancer la politique. Ces tactiques ont peut-être permis à la machine de l'UE de progresser, mais elles ne répondent pas au contexte politique dans lequel la droite radicale a émergé.

Les crises de la zone euro et de la migration, la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie avec ses retombées économiques ont mis à rude épreuve les sociétés européennes. Certaines des mesures prises par les gouvernements en réponse à ces défis et, parfois aussi, l'échec à répondre aux griefs largement partagés ont érodé la confiance d'une grande partie du public envers les gouvernements. Les partis de la droite radicale ont été rapides à exploiter cette aliénation et ont habilement utilisé les médias sociaux pour fomenter davantage de colère et de frustration.

Une grande partie de la responsabilité du succès de la droite radicale repose également sur les principaux partis établis. Comme les politologues Cas Mudde et Jan-Werner Müller l'ont longtemps soutenu, ces partis – craignant la nouvelle concurrence – ont commencé à adopter des idées de la droite radicale, qui, en conséquence, sont progressivement devenues normalisées dans certains pays, devenant même une partie du courant politique principal. Cependant, leur espoir que cette stratégie les aiderait à conserver leur électorat traditionnel a rarement porté ses fruits. En pratique, de vastes recherches ont montré que les électeurs préfèrent généralement la vraie droite radicale à ses imitateurs.

“LES CRISES DE LA ZONE EURO ET DE LA MIGRATION, LA PANDÉMIE ET L’INVASION DE L’UKRAÏNE PAR LA RUSSIE AVEC SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ONT MIS À RUDE ÉPREUVE LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES.”

La DROITE RADICALE EST-ELLE IMPARABLE ?

Une stratégie plus réussie pour contenir la droite radicale pourrait inclure les éléments suivants.

Premièrement, les principaux partis devraient rester fermes dans leur engagement envers les principes d’une société démocratique libérale. Ils devraient promouvoir le respect de l’État de droit tant au niveau national qu’euro-péen, et veiller à ce que les instruments développés par l’UE à cette fin soient appliqués de manière cohérente et non soumis à des négociations transactionnelles.

Deuxièmement, une démocratie fonctionnelle repose sur le dialogue et le compromis. Les forces politiques démocratiques devraient donc s’engager dans le dialogue avec tous les partis qui ne sont pas racistes et qui sont respectueux des processus démocratiques et explorer le potentiel de persuasion et de socialisation.

Troisièmement, les principaux partis doivent sérieusement aborder les griefs qui poussent les électeurs vers ces partis. Ils doivent mieux expliquer leurs politiques sur la migration et le climat et veiller à ce que les perdants du changement économique et technologique ne soient pas des laissés-pour-compte.

Quatrièmement, isoler ces partis et les empêcher de gouverner peut être une stratégie viable dans certains cas, mais ne fonctionnera pas dans d’autres. Lorsque la participation à une coalition ne peut être évitée, les principaux partis devraient veiller à ce que l’accord de coalition contienne des garde-fous solides garantissant que le gouvernement dans son ensemble reste engagé envers les principes démocratiques et l’intégration européenne.

Cinquièmement, une représentation plus forte des partis de la droite radicale au Parlement européen et au Conseil dans les années à venir pourrait bien être inévitable. Mais ils ne seront toujours qu’une minorité. Si les forces démocratiques libérales travaillent bien ensemble et restent fidèles à leurs principes partagés, les dommages peuvent être contenus. ■

L'AVENIR DE LA DÉFENSE DE L'UKRAINE⁽¹⁾



Par Anastasiya Shapochkina,
Eastern Circles



et Hanna Shelest,
Ukrainian Prism

Dans la perspective du sommet de Washington en juillet, l'OTAN prépare la « Mission pour l'Ukraine », qui comprend une aide militaire de 100 milliards de dollars sur cinq ans et une reprise des livraisons d'armes, effectuées aujourd'hui par le groupe de Ramstein. Si cette initiative est qualifiée de « sans précédent » par la presse occidentale, elle reflète également la crainte de l'Ukraine que l'OTAN ne substitue l'argent au véritable prix : une invitation à l'adhésion. Cette dernière serait du même ordre que la décision politique prise par l'UE, l'hiver dernier, d'entamer des négociations d'adhésion.

En fait, le paquet financier renforce une appréhension antérieure des experts ukrainiens de défense, à savoir que les nombreux

accords bilatéraux de sécurité signés ces derniers mois avec l'Ukraine serviront de « prétexte » à l'Occident pour esquiver complètement la question de l'adhésion à l'OTAN.

En outre, l'aide financière et militaire crée une voie à sens unique où l'Ukraine est un cousin pauvre de l'Europe et des États-Unis, tandis que Kyiv s'efforce de créer l'image d'un partenaire industriel militaire à la recherche de projets conjoints qui renforceraient ses capacités de défense à court

(1) Par Anastasiya Shapochkina, Eastern Circles, d'après les commentaires d'Hanna Shelest, Prism Ukraine, lors de la conférence « Securing Ukraine - Securing Europe », organisée par Eastern Circles - Maison de l'Europe - Prism Ukraine et Ukrainian Center for Defense Strategy Analyses, le 18 mars 2024 à Paris.

“LES MUNITIONS ET LES SYSTÈMES DE DÉFENSE AÉRIENNE RESTENT LES BESOINS LES PLUS IMMÉDIATS DE L’UKRAÏNE ET SONT DE MOINS EN MOINS APPROVISIONNÉS. C’EST POURQUOI L’INITIATIVE TCHÈQUE [...] ÉTAIT UNE PREUVE DE SOUTIEN BIENVENUE POUR KYIV.”

terme, sa souveraineté et son rôle de gardien de la sécurité européenne à long terme. Pourtant, malgré le nombre croissant de délégations de l’industrie militaire et de protocoles d’accord entre les entreprises de défense ukrainiennes et occidentales, seule Rheinmetall a signé un accord de production en Ukraine.

Les munitions et les systèmes de défense aérienne restent les besoins les plus immédiats de l’Ukraine et sont de moins en moins approvisionnés. C’est pourquoi l’initiative tchèque, après la réunion de Weimar en mars, soutenue par plusieurs États de l’UE, pour trouver et financer 800 000 obus d’artillerie, y compris en dehors de l’UE, était une preuve de soutien bienvenue pour Kyiv. D’autant plus que les États-Unis sont restés inactifs depuis le mois d’octobre dernier. Il en va de même pour la dernière initiative du Parlement européen début avril, menée par l’Eurodéputé et ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, qui vise à bloquer la mise en œuvre du budget du Conseil jusqu’à ce que davantage de missiles Patriot soient livrés à l’Ukraine.

Du même ordre d’importance que les munitions et la défense aérienne pour l’Ukraine est l’implémentation des sanctions occidentales contre la Russie, qui sont aujourd’hui si

impuissantes que les fusées et les drones fabriqués par Moscou sont remplis à ras bord de composants occidentaux. Au lieu de cela, le 22 mars, jour où l’Ukraine a subi l’attaque de missiles et de drones russes la plus lourde à ce jour, neutralisant la moitié de son infrastructure énergétique, les États-Unis ont passé un appel téléphonique « historique » à Kyiv pour demander à Zelensky de mettre fin aux bombardements des raffineries russes.

À la veille du sommet de Washington, ce que l’Ukraine craint le plus, c’est le flou de Vilnius, quand les États-Unis se cachent derrière le dos de l’Europe. La politique de la « porte ouverte » ne répond pas aux aspirations de l’Ukraine, car Kyiv sait trop bien que les portes peuvent s’ouvrir pour aérer la pièce, sans laisser entrer personne. La rhétorique selon laquelle l’Ukraine ne deviendra membre de l’OTAN qu’après la fin de la guerre est également inacceptable pour Kyiv, car elle était utilisée par la Russie, depuis 2014, pour faire durer la guerre indéfiniment. Ce que l’Ukraine recherche, c’est l’adhésion à l’OTAN, et non une nouvelle forme de partenariat, une « opportunité renforcée » ou tout autre langage ambigu. C’est la différence entre une promesse et un engagement, et un test pour l’Alliance, surveillé de près par Moscou et Pékin. ■



**L'EUROPE
AU DÉFI
DÉMOCRATIQUE**

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

PAGE 28

ALLEMAGNE

Réforme de l'acte électoral européen :
encore un effort
par **Stefan Seidendorf**

PAGE 32

BELGIQUE

Immigration : ne pas tomber dans le piège
par **Jean-Louis De Brouwer**

PAGE 34

CHYPRE

l'UE à la croisée des chemins
par le **Pr Andreas Theophanous**

PAGE 36

DANEMARK

L'agenda vert européen est
de plus en plus façonné par les sujets
de sécurité économique
par **Ditte Brasso Sørensen**
et **Emmanuel Molding Nielsen**

PAGE 40

GRÈCE

À la recherche de successeurs sensibles
au climat à la direction de l'UE
par le **Dr George Dikaïos**
et le **Dr Othon Kaminiaris**

PAGE 42

HONGRIE

La compétitivité est une question
clé pour l'Europe
par **Gergely Fejérdy (PhD)**

PAGE 46

ITALIE

Les jeunes attendent des propositions
sur l'environnement : quelles réponses des
partis européens à la veille des élections ?
par **Stefano Feltri**

PAGE 48

LITUANIE

Une nouvelle ère ? Les revendications
de l'UE pour exercer son influence dans
la compétition géopolitique sur l'IA
par **Justinas Lingevičius**

PAGE 52

ROYAUME-UNI

La relation future entre le Royaume-Uni et l'UE
par **Richard Morris** et **Stephen Dorrell**

PAGE 54

SLOVAQUIE

Construire la citoyenneté européenne :
de la réforme électorale à la participation
et à l'engagement
par **Vladislava Gubalova**

PAGE 60

SUÈDE

Politique de santé et élections
du Parlement européen 2024
par **Louise Bengtsson**

PAGE 64

TCHÉQUIE

Reconstruction de l'Ukraine :
mission inachevée
par **Pavel Havlíček**

PAGE 68

TURQUIE

À la recherche de l'intelligence
géostratégique européenne
par **Bahadır Kaleağası**

RÉFORME DE L'ACTE ÉLECTORAL EUROPÉEN : ENCORE UN EFFORT

Par Stefan Seidendorf,
Directeur adjoint de l'Institut
franco-allemand (DFI)



Du 6 au 9 juin 2024, les Européens seront appelés aux urnes pour élire la seule assemblée supranationale dotée de vrais compétences et pouvoirs législatifs. Mais combien seront-ils à se rendre aux urnes ? Sans doute autour de 50 %, donc un électeur sur deux, en cela comparable aux élections présidentielles américaines. Étonnamment, ces dernières, qui se jouent dans un seul pays au bout d'une campagne nationale qui tient le pays en haleine pendant presque deux ans, et qui oppose *in fine* deux personnages clairement identifiés et définis, ne mobilisent pas vraiment plus d'électeurs que le scrutin européen, qui, lui, a tout pour ne pas passionner les foules...

Selon les pays membres, les gens se rendront aux urnes entre le 6 et le 9 juin - ce qui ne facilite pas un accompagnement médiatique qui vise le timing et le suspense. Quatre des 27 pays membres accorderont le droit de vote à partir de 16 ans, un (la Grèce) à partir de 17 ans, les autres à partir de 18 ans. Les Européens vont élire 720 parlementaires, mais pour chaque citoyen, seulement une partie des parlementaires sera éligible sur les bulletins (les candidats dans le cadre national). Le vote à la proportionnelle de listes préétablies par les partis au niveau national ne facilite ni le lien entre les électeurs et leurs représentants ni l'émergence d'une campagne réellement paneuropéenne.

Comment y remédier ? En partie, et il faut l'espérer, la pédagogie que déploient actuellement les institutions européennes, mais aussi nationales, ainsi que les associations de la société civile pour expliquer l'importance et l'enjeu, et ainsi rappeler les citoyens à leur devoir, fera son effet. Plus fondamentalement, c'est une élection plus « européenne » qu'il faudra établir. Pour cela, une réforme de l'acte électoral, qui définit les contours du scrutin et qui date encore des premières élections en 1979, semble inévitable, même si ce ne sera pas chose facile.

Réformer l'« acte électoral de l'UE », rien de simple...

Pour établir les règles qui permettent d'élire le Parlement européen (PE), les traités prévoient une procédure complexe. Contrairement aux autres procédures législatives, l'initiative revient au PE. Conformément à l'article 223 du traité sur le fonctionnement de l'UE, ce texte doit ensuite être approuvé à l'unanimité par les États au Conseil, avant que les Députés ne doivent donner leur accord, avec la majorité simple. Le texte ainsi accepté doit ensuite être ratifié dans tous les États membres, selon leurs règles respectives.

“C’EST UNE ÉLECTION PLUS ‘EUROPÉENNE’ QU’IL FAUDRA ÉTABLIR. POUR CELA, UNE RÉFORME DE L’ACTE ÉLECTORAL, QUI DÉFINIT LES CONTOURS DU SCRUTIN ET QUI DATE ENCORE DES PREMIÈRES ÉLECTIONS EN 1979, SEMBLE INÉVITABLE.”

VERS UNE RÉFORME DU CODE ÉLECTORAL ?

Les parlementaires - une majorité - sont conscients de ce défi. Après de long mois de négociation, ils ont proposé en 2022 une réforme du code électoral. Bien entendu, cette initiative législative reste pour l’instant bloquée au Conseil, aucune chance donc de voir s’appliquer les nouvelles règles pour le scrutin devant nous. Et à regarder de plus près, il reste même une autre tentative de réforme, entamée en 2018, à faire aboutir...

Réforme de l’acte électoral européen, où en sommes-nous ?

Initialement, l’Acte électoral européen a été établi en 1976, en amont des premières élections européennes en 1979. Il définit les principes communs qui doivent guider les États dans l’établissement des règles respectives qui régissent dans chaque pays membre les élections au PE. Il ne s’agit donc pas d’un code électoral uniforme dans l’ensemble de l’UE.

Une première grande tentative de réforme a été entamée par le PE en 2018. Après de laborieuses négociations, elle a été validée par le Conseil (à l’unanimité), puis approuvée par le PE. Cependant, en amont des élections de 2019 puis de 2024, il reste toujours deux États membres qui n’ont pas ratifié cette réforme (pourtant approuvée par leur gouvernement au Conseil). L’acte réformé en 2018 ne peut donc pas encore entrer en vigueur pour les élections de 2024...

En attendant, le PE a entamé une nouvelle réforme de l’Acte électoral. La proposition de réforme a été présentée par le PE au Conseil des ministres en 2022. Le Conseil n’a pas encore pu trouver de compromis lui permettant d’approuver cette nouvelle réforme à l’unanimité, avant de renvoyer ce texte au PE...

En conséquence, les élections 2024 auront donc lieu sur les bases d’un Acte électoral très vaste, qui laisse une très grande liberté aux États membres pour l’adapter à leurs propres règles.



► RENDRE LES ÉLECTIONS PLUS COMPRÉHENSIBLES

La réforme proposée par le Parlement en 2022 reprend beaucoup d'éléments de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (2021-2022). Ces propositions donnent une image assez précise de la réforme nécessaire pour rendre les élections européennes plus accessibles, plus visibles et plus compréhensibles. En résumé, il s'agit de rendre ces élections plus européennes et en même temps plus démocratiques, en améliorant le lien de proximité entre parlementaires et citoyens.

Pour plus de visibilité paneuropéenne, ces élections devront avoir lieu le même jour. Pour réduire l'éparpillement des voix, un seuil électoral minimal semble souhaitable, tout en gardant en tête l'importance de permettre, au PE, l'expression de toute la pluralité de l'Europe.

Afin de combiner une proximité citoyenne avec une dimension vraiment européenne, le PE propose que chaque électeur dispose de deux voix. Une (comme c'est le cas actuellement) pour élire les Députés nationaux qui siègeront au Parlement, une deuxième pour élire 28 Députés sur des listes paneuropéennes. La proposition de choisir ensuite, parmi ces Députés, les futurs Commissaires européens, et notamment le Président de la Commission, semble encore utopique aujourd'hui, mais va sans doute dans le bon sens. Elle renforcera le lien entre le résultat des élections et la politique qui sera mise en œuvre ensuite par la nouvelle Commission. Bien encadrée, la composition de cette « liste européenne » tiendra compte des craintes exprimées dans le passé qu'un automatisme entre les « têtes de liste » aux élections européennes et la désignation par la suite comme Président de la Commission favoriserait systématiquement les délégations des « grands pays », et notamment de l'Allemagne.

Si les « listes européennes », transnationales, étaient établies selon des règles succinctes, qui garantissent un accès égal aux candidats venant des différents pays, elles pourraient vraiment jouer le rôle fédérateur espéré par Emmanuel Macron, qui avait parlé le premier des « listes transnationales » lors de son discours de la Sorbonne en 2017.

Plus compliquée sera la proximité à établir avec les citoyens. Aujourd'hui, le système de vote

à la proportionnelle, sur des listes fermées, proposées par les partis nationaux, complique largement l'établissement d'un lien entre électeurs et élus. À part quelques députés qui « sortent du lot », la majorité des membres du PE reste inconnue du public. Or dans les systèmes démocratiques, la responsabilité devant les électeurs est l'instrument le plus important et le plus puissant dont disposent les citoyens pour faire valoir leurs droits. Un système qui remplace ce lien direct entre électeurs et élus par des partis qui définissent, au bout de tractations la plupart du temps dénuées des priorités des citoyens, des listes fermées, ne permet pas l'établissement d'un tel lien – et peut même dégrader la légitimité de l'institution, si les calculs des partis deviennent trop visibles. Il serait plus logique de combiner la réforme qui permettra d'introduire des listes paneuropéennes avec un changement de taille, qui établira pour le vote « national » un système majoritaire, basé sur plusieurs circonscriptions, au moins dans les pays membres les plus grands (Allemagne, Italie, France, mais également Pologne et Espagne). Et comme une telle réforme ressemble farouchement à un « compromis franco-allemand » entre « listes européennes » et système de « tête de liste », pourquoi ne pas discuter également de l'établissement de quelques circonscriptions transfrontalières, le long de la frontière franco-allemande, entre la France et l'Espagne, entre l'Italie et l'Autriche, ou entre l'Allemagne et la Pologne ? Le caractère véritablement européen du scrutin sortirait à coup sûr renforcé d'une telle opération audacieuse. ■



IMMIGRATION : NE PAS TOMBER DANS LE PIÈGE

Par Jean-Louis De Brouwer,
Président de l'Institut Egmont



Sujet clivant s'il en est, l'immigration est généralement considérée comme un des enjeux déterminants de toute élection. Ce postulat semble devoir s'appliquer de manière universelle, quels que soient le contexte géographique ou le niveau du scrutin concernés.

De prime abord, il n'en va pas différemment pour ce qui concerne l'échéance européenne du 9 juin, tant les conclusions de diverses enquêtes sur les intentions de vote que les résultats de récentes élections dans certains États membres consolident l'hypothèse d'un déplacement du centre de gravité du système politique européen. Et le sentiment d'une réponse insatisfaisante aux défis de l'immigration n'y serait pas pour rien.

La nécessité absolue d'entraver une telle évolution était d'ailleurs un des principaux arguments des acteurs politiques et institutionnels, déterminés à aboutir, coûte que coûte, à un accord sur le Pacte asile et migrations. C'est maintenant chose faite, et l'Union européenne, dans les derniers instants d'une législature sans doute historique sous bien des aspects, se serait enfin dotée d'un cadre politique de nature à rassurer les opinions inquiètes face à l'apparente incapacité de gérer un phénomène de plus en plus perçu comme incontrôlable.

Rien n'est moins sûr. On ne reviendra pas ici sur les nombreuses incertitudes qui entourent

ce paquet législatif complexe. Peu lisible, il laisse planer bien des zones d'ombre sur la conformité de ses dispositions en regard des droits fondamentaux. Sa mise en œuvre sera longue (deux ans) et mobilisera des moyens, budgétaires notamment, importants. Elle reposera sur une collaboration entre institutions et États membres, souvent aléatoire par le passé, et surtout, elle postule la restauration entre ces derniers d'une confiance et d'une solidarité particulièrement endommagées.

La Commission, et on la comprend, s'est félicitée d'un dispositif qui sécurise les frontières extérieures en organisant des procédures rapides pour le traitement des demandes de protection internationale et en prévoyant des formes de solidarité entre les États membres⁽¹⁾. Le sentiment s'impose néanmoins d'une réponse technocratique à un besoin sociétal, et même une excellente campagne de communication avant le 9 juin pourra difficilement y remédier.

Plus inquiétant, certaines forces politiques, y compris parmi celles qui l'ont soutenu, semblent d'ores et déjà remettre en cause la validité de cet accord si chèrement acquis. Une petite musique se fait entendre qui, au-delà du refus pur et simple de l'appliquer, souligne ses insuffisances et donc le besoin d'« aller plus loin ».

Mais aller où et pour faire quoi? Entreprendre un nouvel effort législatif au terme d'un parcours épuisant serait un non-sens. L'objectif pourrait alors être de consolider l'efficacité du Pacte par des initiatives politiques visant à le compléter. Au-delà du renforcement du contrôle aux frontières et de la lutte contre les réseaux criminels de passeurs, la plupart concernent les relations avec les pays tiers. Elles peuvent prendre la forme d'« accords » aux contours flous visant, sous couvert d'un partenariat multisectoriel alimenté par des transferts financiers massifs, à assurer la coopération de ces pays tant dans la maîtrise d'une migration en transit sur leur territoire que dans la mise en œuvre d'une politique de retour, aux résultats plus que décevants. D'autres pistes consisteraient à explorer les possibilités d'externaliser la responsabilité de l'accueil et du traitement de la demande de protection internationale. À cela s'ajouterait l'ouverture plus grande à une migration « choisie » d'autant plus indispensable pour répondre aux besoins d'une économie en déficit de qualifications, voire pour faire face aux conséquences d'une inéluctable transition démographique.

Et si l'on se trompait de débat? Une étude d'opinions conduite en janvier 2024 dans 12 États membres (dont la France) par l'European Council on Foreign Relations s'avère révélatrice à cet égard⁽²⁾. Il en ressort, d'une part, que l'immigration n'intervient qu'en ordre secondaire dans la perception des enjeux cruciaux du moment, après les incertitudes économiques, les pandémies passées et futures, le changement climatique et la guerre en Ukraine. Et il apparaît, d'autre part, que la « centralité » du débat sur l'immigration est surtout un effet de l'efficace « marketing » politique des partis nationalistes et populistes, qui en auraient fait un de leurs principaux produits d'appel.

Les faits donnent raison à cette analyse : la majorité des migrants s'inscrivent dans des

schémas légaux (permis de travail ou regroupement familial), et ceux qui sont détectés en séjour irrégulier n'ont pas, pour la plupart, franchi de manière frauduleuse les frontières externes de l'Union européenne. En outre, le renforcement des dispositifs de contrôle de ces dernières n'a pas d'effet direct sur la réduction de la pression migratoire⁽³⁾. Sans oublier que l'Union européenne n'accueille qu'une proportion très limitée, à l'échelle mondiale, des populations fuyant la persécution ou les désastres naturels, et que peu de leçons ont été tirées, jusqu'à présent, de la formidable capacité d'accueillir, du jour au lendemain, les Ukrainiens fuyant l'agression russe.

Il y aurait donc là un piège dans lequel les formations politiques défendant l'objectif d'une meilleure gestion de la migration devraient éviter de tomber, sous peine, selon une formule aujourd'hui bien connue, de voir l'électeur préférer l'original à la copie. En ce temps fort de la démocratie que sont les élections, chaque acteur se doit de se concentrer sur les priorités réelles, souvent influencées par le contexte national, de celles et ceux appelés

à voter (en espérant qu'ils soient nombreux à se rendre aux urnes). Faire preuve de clarté et de pédagogie sur l'immigration relève de cette démarche, sans pour autant la placer au centre du débat. Mais l'exercice est difficile tant le sujet reste « toxique » et les sensibilités à vif. Et l'on n'ose évoquer l'impact que pourrait avoir dans certains États membres le moindre incident lié à la migration à quelques encablures du scrutin. ■

“...La majorité des migrants s'inscrivent dans des schémas légaux [...]”

(1) « Parvenir à un équilibre en matière de migration : une approche à la fois juste et ferme », communication de la Commission européenne du 12 mars 2024.

(2) « A New Political Map: Getting the European Parliament Election Right », Ivan Krastev and Mark Leonard, European Council on Foreign Relations, mars 2024.

(3) « EU Migration and Borders: Key Facts and Figures », European Parliamentary Research Service, briefing de mars 2024

L'UE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Par le Pr Andreas Theophanous,
Président du Centre chypriote pour
les affaires européennes et internationales
et Chef du département de la Politique et
de la Gouvernance de l'Université de Nicosie



Il est indéniable que l'UE est actuellement confrontée à de multiples défis. Dire que, en plus de l'euro-scepticisme, nous sommes également confrontés au populisme, qui peut parfois conduire à des issues dangereuses, n'est pas une exagération. Pourtant, malgré de nombreuses critiques sur plusieurs thèmes, l'UE reste l'un des endroits les plus attractifs, sinon le plus attractif, au monde pour vivre. En conséquence, l'approche critique exprimée dans cet article a pour objectif principal de contribuer modestement à des actions qui peuvent rendre l'UE encore meilleure, ainsi qu'une entité politique internationale efficace qui inspire crédibilité et respect.

Je divise l'histoire de l'UE en trois périodes. La première s'étend du traité de Rome en 1958 jusqu'à la fin de la guerre froide et la réunification de l'Allemagne. La deuxième va du traité de Maastricht jusqu'à l'introduction de l'euro en 1999. Et la troisième, du début du nouveau siècle jusqu'à aujourd'hui.

Les objectifs fixés lors de la première période ont été plus ou moins atteints. Il y a eu une guérison des blessures passées, une reconstruction économique a été réalisée, l'Europe occidentale a connu une période de paix et de

prospérité sans précédent, et l'avenir semblait prometteur. La Communauté européenne est devenue l'Union européenne en 1991, l'Allemagne a été réunifiée sans guerre, l'Union soviétique s'est décomposée, et le communisme s'est effondré.

Avec le traité de Maastricht, un objectif majeur était d'atteindre une monnaie commune, l'euro. Cet objectif aussi a été mis en œuvre. Il faut cependant noter qu'il y a eu une forte réaction de la part de la Grande-Bretagne, qui a choisi de rester en dehors de la zone euro bien qu'elle remplissait les critères. Quelques années plus tard, la Grèce est devenue membre de la zone euro, bien qu'il soit encore discutable que les critères aient été remplis. C'était une époque où des voix de gauche à travers l'Europe associaient l'intégration européenne à la désintégration sociale. C'est également à cette époque que la structure de la zone euro a été critiquée. Dans les années 1990, nous avons également assisté à la désintégration violente de la Yougoslavie. L'UE aurait pu jouer un rôle plus constructif dans cette crise majeure.

Le bilan de l'UE depuis le début du XXI^e siècle a été plus problématique. La crise économique n'a pas été bien gérée. Les politiques de la

Troïka ont été inutilement sévères, créant plus de problèmes qu'elles n'en résolvait. Dans les cas de la Grèce et de Chypre, cette sévérité était sans précédent. Et il ne serait pas exagéré de dire qu'il n'y avait ni solidarité ni sensibilité sociale. Qu'il était nécessaire de procéder à une restructuration et à une rationalisation économiques, il n'y a aucun doute à ce sujet. Cependant, cela aurait pu être fait avec un coût social moindre. Après tout, dans les deux cas, il y avait à la fois des facteurs endogènes et exogènes à l'origine des crises.

La crise de la Covid-19 a été un point tournant supplémentaire pour l'UE. Il a été compris que les conséquences auraient été dévastatrices si l'UE avait insisté sur les termes et conditions du Pacte de stabilité. En avril 2020, lors de la réunion de l'Eurogroupe, des décisions ont été prises pour un assouplissement monétaire et fiscal. En même temps, il y a eu une déclaration admettant que la manière dont la crise de l'Euro a été gérée aurait pu être meilleure.

Le Brexit a été un autre revers pour l'UE. Pendant la crise économique, plusieurs acteurs et analystes ont exprimé l'avis que la Grèce finirait par se retirer de la zone euro. Cela ne s'est pas produit, malgré les politiques très dures de la Troïka et le lourd coût socio-économique imposé au peuple grec. Au lieu de cela, nous avons eu le Brexit. Ce n'était pas un bon résultat - ni pour la Grande-Bretagne ni pour l'UE. Il est essentiel de comprendre les causes de ce développement. Inévitablement, celles-ci incluent les perceptions britanniques de l'Union, ainsi que la manière dont la crise de l'euro a été gérée. Avec le temps, la Grande-Bretagne a été un partenaire difficile; bien qu'il soit utile. Ce n'est pas un développement positif que, aujourd'hui en Allemagne, une partie de la population considère le retrait du pays de l'Union comme une option.

On peut également soulever la question de la crise de l'immigration. La plupart des gens estiment que cette question n'est pas abordée de la meilleure manière possible. Et inévitablement, cela conduit à des répercussions socio-économiques et politiques.

La guerre en Ukraine a été un grand revers pour l'UE. Elle a aujourd'hui moins de sécurité et moins de prospérité. Je n'ai aucun doute que l'invasion russe et la guerre auraient pu être évitées. Avec un leadership européen fort, un accord aurait pu être atteint, qui aurait été bien meilleur que la situation actuelle. Un tel accord aurait pu prendre en considération les préoccupations de sécurité de toutes les parties concernées.

En même temps, je ne peux éviter la tentation de mentionner que l'UE ne parvient pas à adopter les mêmes normes en relation avec l'invasion russe de l'Ukraine et l'occupation turque en continu de la partie nord de Chypre. Nous devrions rappeler que la République de Chypre est un État membre de l'Union depuis le 1^{er} mai 2004.

Compte tenu des développements pertinents, quels sont les problèmes auxquels l'UE est confrontée ?

- 1) Il est essentiel de réfléchir à un nouveau modèle socio-économique qui offre plus d'opportunités aux gens et réduit également les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci.
- 2) Il ne fait aucun doute qu'une politique environnementale est impérative. Néanmoins, étant donné que la transition vers l'économie verte entraîne un énorme coût de transaction, il est essentiel de revoir comment cela sera promu de la meilleure manière possible. En effet, la précipitation à remplacer les hydrocarbures sans actes d'équilibrage social peut s'avérer contre-productive.
- 3) L'UE devrait réévaluer le dilemme entre approfondissement et élargissement. La réponse à ce dilemme dépend des priorités de l'Union.
- 4) Il est de la plus haute importance de réfléchir à une nouvelle architecture de sécurité européenne. Étant donné que la position géographique de la Russie ne peut changer, cette question doit éventuellement être abordée en conséquence.
- 5) L'immigration est une question complexe et nécessite une approche politique globale. En même temps, il est important pour l'UE d'envisager des moyens qui conduiraient à la réduction des flux migratoires. En effet, la paix, la reconstruction et le développement en Afrique et au Moyen-Orient seraient des étapes stratégiques majeures dans la bonne direction. Le défi pour l'UE est de trouver des moyens de contribuer à ce résultat souhaité.
- 6) L'UE a été confrontée à des problèmes liés à des déficits démocratiques. Il est essentiel que ceux-ci soient abordés efficacement.
- 7) Enfin, mais non des moindres, il est important que l'UE accorde une attention particulière aux questions de responsabilité publique et de légitimation.

En effet, l'UE est à un carrefour. Elle doit agir de manière à rétablir sa vitalité et sa crédibilité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. ■

L'AGENDA VERT EUROPÉEN EST DE PLUS EN PLUS FAÇONNÉ PAR LES SUJETS DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE



Par Ditte Brasso Sørensen (PhD), Analyste senior, Chef d'analyse et de programme, Think Tank Europa



et Emmanuel Molding Nielsen, Analyste, Think Tank Europa

Lorsque le Pacte vert européen (PVE) a été présenté en décembre 2019, le mouvement « Fridays for Future » était à son apogée et les élections au Parlement européen en mai étaient perçues par beaucoup comme ayant donné un mandat vert fort. Avec la communication sur le PVE, la Commission a vu une opportunité de lier la croissance économique et la transition écologique.

Aujourd'hui, l'UE fait face à une concurrence sérieuse, non seulement de la Chine, mais aussi des États-Unis, à la suite de l'adoption par l'administration Biden de la loi sur la réduction de l'inflation sans précédent. Sur le plan intérieur, le passage des visions vertes à la réglementation spécifique de secteurs a

entraîné une contestation croissante de l'agenda vert de l'UE, et en particulier de ses initiatives en matière de politique environnementale.

En effet, des années de gestion de crise façonnent un consensus parmi les décideurs européens, selon lequel l'UE opère dans un environnement géopolitique incertain. Cela commence à marquer l'agenda vert de l'UE sous la forme d'une attention croissante portée à la sécurité économique, qui devrait façonner la stratégie de croissance verte de l'UE sous la prochaine Commission.

En supposant que nous verrons une continuation de la Commission von der Leyen, les communications récentes, surtout depuis la loi sur l'industrie « zéro net », les biotechnologies

et l'objectif climatique de 2040, nous donnent la meilleure indication à ce jour de la manière dont l'approche de la Commission concernant la transition verte évolue, et de ce que nous pourrions attendre dans les années à venir.

UN RÉCIT EN TROIS OBJECTIFS

En recommandant un objectif climatique de 90 % d'ici à 2040, la Commission pose les bases pour la prochaine itération du PVE et affirme que l'impératif de la transition verte sera dorénavant soutenu par deux objectifs tout aussi importants et complémentaires : garantir une transition juste et atteindre une compétitivité durable.

Des versions de ces deux objectifs étaient présentes depuis l'origine du PVE. Après tout, le PVE visait à la fois à justifier la transition verte sur le plan commercial et à assurer une transition « juste et inclusive ».

En effet, 2023 a rappelé aux décideurs politiques à quel point la transformation politique peut être perturbatrice lorsqu'elle est perçue comme injuste. Qu'il s'agisse de l'engagement du gouvernement de coalition allemand à éliminer les pompes à chaleur, ou des manifestations de grande ampleur des agriculteurs, la crainte d'agitations sociales a recentré l'attention des décideurs politiques sur l'importance du dialogue social et sectoriel. Un accent renouvelé sur la redistribution économique en faveur des groupes, régions et secteurs économiquement vulnérables, comme l'agriculture, devrait être un domaine d'attention dans les années à venir.

Une reformulation tout aussi importante, mais encore émergente, de l'engagement vert originel de la Commission est le changement de caractère de la compétitivité durable de l'UE et la manière dont elle est de plus en plus influencée par des préoccupations en matière de sécurité économique. Le PVE a toujours été une stratégie de croissance. Cependant, la

perception parmi les décideurs de l'UE que l'environnement géopolitique de l'UE a été modifié par une compétition géopolitique croissante et une insécurité se reflète de plus en plus dans la conceptualisation de la compétitivité de l'UE en matière de transition.

La sécurité économique EST AU RENDEZ-VOUS

La course à la décarbonisation et à son succès économique est devenue de plus en plus compétitive ces dernières années. La loi sur la réduction de l'inflation de l'administration Biden a entraîné un changement abrupt dans la politique industrielle verte, l'UE ayant du mal à rivaliser avec un régime sans précédent de crédits d'impôt pour les technologies vertes stratégiques. De même, le soutien à long terme et à grande échelle de la Chine pour les technologies vertes critiques a souligné la nécessité pour l'UE d'intervenir activement pour rester un producteur compétitif de technologies vertes.

Aujourd'hui, les décideurs politiques répondent aux pressions concurrentielles dans une course mondiale aux technologies propres en déployant une politique industrielle de plus en plus verticale, caractérisée par une logique interventionniste, qui a été décrite en détail par des chercheurs comme Reinhilde Veugelers et Simone Tagliapietra. La loi sur l'industrie « zéro net » de l'UE et la récente communication sur les biotechnologies visent toutes deux à simplifier l'environnement réglementaire et à encourager les investissements dans la capacité de fabrication pour les technologies vertes stratégiquement importantes, ce qui est emblématique de ce changement de politique.

Cependant, l'ampleur des interventions fiscales déployées par les concurrents de l'UE est d'une étendue et d'une rapidité telles que l'UE aura du mal à les égaler. Contrairement ►

- aux États-Unis, à ce stade, l'UE n'a pas de réductions d'impôts à offrir. Le PVE de 2019 reconnaît la nécessité d'investissements considérables pour atteindre l'objectif de l'UE pour 2030, mais se concentre principalement sur des initiatives légères pour inciter et réduire les risques liés à l'investissement privé en vue d'atteindre les objectifs du PVE.

De telles mesures horizontales axées sur l'optimisation des conditions-cadres figurent toujours en bonne place dans la communication de 2040. Cependant, à l'avenir, l'UE est susceptible de s'appuyer sur des instruments tels que la Plateforme des technologies stratégiques pour l'Europe (STEP), qui simplifie l'accès et mobilise les financements existants au niveau de l'UE et concentre les ressources sur les secteurs et les technologies stratégiquement importants.

Cependant, le récent passage de l'UE d'une politique industrielle horizontale axée sur l'optimisation des conditions-cadres à une politique industrielle verticale et progressivement plus interventionniste n'est pas seulement une réponse aux pressions concurrentielles; c'est également une réponse à la réévaluation par les décideurs politiques de l'environnement géopolitique dans lequel opère l'UE.

La pandémie de Covid-19 a ouvert la discussion sur la résilience des chaînes d'approvisionnement et les dépendances stratégiques, qui a depuis été accélérée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Alors que le PVE reconnaît l'importance de l'approvisionnement en matériaux stratégiques pour les industries vertes, la communication de 2040 met l'accent sur la diversification renouvelée des « sources d'approvisionnement [...] résilientes aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, à la volatilité des prix et à d'autres chocs. » Les références en communication à l'autonomie stratégique, à la réduction des dépendances et à la diminution des risques d'approvements témoignent de la manière dont les préoccupations concernant la sécurité économique commencent à façonner les préoccupations concernant la compétitivité de l'UE en matière environnementale.

Sur ce point, il est nécessaire de lire les objectifs de 2040 dans le contexte de la stratégie de sécurité économique de la Commission de juin 2023.

La stratégie de sécurité économique identifie plusieurs risques économiques, tels que les risques pour la résilience des chaînes d'approvisionnement, y compris la sécurité énergétique, les risques liés à l'infrastructure physique et à la cybersécurité des infrastructures critiques, les risques liés à la technologie et aux fuites de technologie, et les risques de militarisation des dépendances économiques ou de coercition économique.

Pour atténuer ces risques, la stratégie propose trois actions, notamment la promotion de la compétitivité et de la croissance, la protection par le biais d'instruments ciblés, et le partenariat avec des pays aux vues similaires. Pour cela, l'objectif général de promotion de la compétitivité et de la croissance, y compris technologique et industrielle, est essentiel.

La stratégie va au-delà des mesures de protection, généralement associées aux préoccupations de sécurité, telles que l'investissement entrant et le contrôle des exportations, ou les instruments de lutte contre la coercition économique. Au lieu de cela, pour citer un récent article de Tobias Gehrke du Conseil européen des relations étrangères, maintenir la « capacité à innover, produire et commercialiser des technologies critiques » - la compétitivité durable à long terme - devient elle-même une préoccupation en matière de sécurité économique.

La Commission souligne cela dans son objectif 2040 en expliquant qu'en « en restant un leader mondial et un partenaire de confiance dans l'action climatique, l'Europe renforcera simultanément son autonomie stratégique et diversifiera les chaînes de valeur mondiales durables pour être maître de son destin dans un monde volatil. »

Nous sommes déjà familiers avec ce raisonnement en matière de sécurité énergétique. Ce qui est différent, c'est l'application de la sécurité économique à un éventail croissant de secteurs. Cela se reflète dans la liste

“LE PVE N’A JAMAIS ÉTÉ UNIQUEMENT UNE STRATÉGIE VISANT À DÉCARBONER RAPIDEMENT L’EUROPE, C’ÉTAIT AUSSI, TOUJOURS, UNE STRATÉGIE DE CROISSANCE VERTE.”

de dix domaines technologiques critiques de la Commission, qui incluent, entre autres, les domaines technologiques verts (ou favorisant le vert), tels que les semi-conducteurs avancés, la biotechnologie, les technologies énergétiques (y compris les technologies « zéro net »), et les matériaux avancés, la fabrication et les technologies de recyclage.

Ce focus croissant sur une vision large de la sécurité économique est susceptible de fournir une justification puissante pour renforcer la compétitivité durable en tant que clé pour atteindre le « zéro net ». En effet, la pression en faveur d’une politique industrielle plus verticale et de la sécurité économique est susceptible de renforcer mutuellement les préoccupations qui, nous l’espérons, façonneront la forme que prendra une compétitivité durable.

Le PVE n’a jamais été uniquement une stratégie visant à décarboner rapidement l’Europe, c’était aussi, toujours, une stratégie de croissance verte.

Mais si l’on compare le PVE à la récente communication sur l’horizon 2040, qui met l’accent sur la compétitivité durable, nous avons une idée de la direction que pourrait prendre la politique verte de l’UE dans les années à venir.

Il s’agit d’une transition verte qui est de plus en plus façonnée par une politique industrielle verticale, et qui doit être comprise dans le contexte d’une course mondiale aux technologies propres. Cette course aux technologies propres, façonnée par les chocs exogènes de la Covid-19 et de l’invasion de l’Ukraine par la Russie, est susceptible de répondre de plus en plus à une logique de sécurité économique, où il ne s’agit pas seulement de faire valoir un bon argument commercial pour le « zéro net », mais où la compétitivité durable est elle-même une préoccupation en matière de sécurité. ■

À LA RECHERCHE DE SUCCESEURS SENSIBLES AU CLIMAT À LA DIRECTION DE L'UE



Par le Dr George Dikaios,
Fondation hellénique
pour la politique européenne
et étrangère



et le Dr Othon Kaminiaris,
Fondation hellénique
pour la politique
européenne et étrangère

En période électorale, de nombreuses déclarations sont faites. Par exemple, Ursula von der Leyen, Présidente sortante de la Commission européenne et candidate à un second mandat, a déclaré mi-février 2024, selon Politico (21 février 2024), que son principal objectif pour le second mandat est de rendre l'Union européenne plus « compétitive », affaiblissant son profil climatique. Mais qu'implique cette déclaration pour la politique verte de l'UE? Cela va-t-il modifier la direction actuelle de la Commission, caractérisée par le Pacte vert pour l'Europe (PVE)?

L'UE s'est établie comme un leader mondial dans la lutte contre le changement climatique, en premier lieu, en proposant et en mettant en

œuvre des actions climatiques audacieuses, surtout par rapport à d'autres pays ou régions du monde. Durant le mandat actuel (2019-2024), la Commission européenne a considérablement avancé l'agenda climatique. En décembre 2019, le PVE a été présenté comme la nouvelle stratégie de croissance de l'UE, visant à faire de l'Europe le premier continent neutre en carbone d'ici à 2050. Le PVE offre un plan complet pour intégrer des stratégies vertes dans la plupart des politiques européennes. Pour s'assurer que le PVE porte ses fruits, la loi européenne sur le climat a été adoptée en juin 2021, rendant l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050 juridiquement contraignant. De plus, la loi a fixé un objectif de réduction des émissions de 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990. Le paquet « Fit for 55 »

a été lancé pour mettre en œuvre l'objectif susmentionné en révisant à la hausse la législation et les mesures déjà existantes en matière de climat et énergie, et en introduisant de nouvelles mesures concernant un large éventail de différents secteurs.

Ces efforts ont rencontré et ont dû rivaliser avec le grave déséquilibre créé par la pandémie de Covid-19, depuis le début de 2020, dans la vie quotidienne. Cette crise sans précédent pour les années récentes coïncidait avec le PVE et aurait pu le faire dérailler. Cependant, l'UE y a répondu en introduisant un schéma de relance verte et en affectant d'importantes sommes d'argent. Elle a introduit, dans son cadre financier pluriannuel pour 2021-2027 et dans son paquet *ad hoc* pour la relance postpandémique, « Next Generation EU », des objectifs de dépenses climatiques robustes de 30 % et 37 % respectivement. Ainsi, elle a activement démontré son adhésion à son ambition climatique. Est-ce suffisant pour que l'UE soit un leader et un pionnier dans l'atténuation de ses émissions de gaz à effet de serre (GES)?

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, les émissions mondiales devraient diminuer de 7,6 % annuellement de 2020 à 2030 pour atteindre l'objectif de 1,5 °C. Pour l'UE, cela se traduit par une réduction de 65 % d'ici à 2030 par rapport à 1990. Ainsi, la barre n'est pas fixée assez haut pour commencer. De plus, les mesures existantes de l'UE sont loin d'atteindre l'objectif de -55 %, comme le souligne le Conseil consultatif européen sur le changement climatique. En effet, selon les dernières données disponibles de l'Agence européenne pour l'environnement, en 2021, l'UE avait réduit ses émissions de 30,4 % par rapport à 1990. Cela signifie que les émissions doivent être réduites d'environ 20 % en moins de neuf ans, alors que la réduction déjà observée d'environ 30 % a été réalisée en trente et un ans. Cela révèle le défi : l'UE doit renforcer ses efforts pour atteindre son objectif de -55 % et les intensifier encore plus pour atteindre des réductions de 90-95 % d'ici à 2040 pour atteindre l'objectif de 1,5 °C, comme le souligne à nouveau le Conseil.

En même temps, en plus de ses objectifs internes, qui, malgré les lacunes, sont parmi les plus ambitieux au niveau mondial, l'UE doit relever un autre défi : elle doit préserver une diplomatie climatique intense pour persuader d'autres acteurs de s'engager et de mettre en œuvre des politiques climatiques tout aussi ambitieuses. L'UE-27 est le quatrième émetteur mondial, comptant pour environ 7 % des émissions mondiales, tandis que les trois premiers émetteurs sont des États « individuels ». Plus

précisément, la Chine, les États-Unis et l'Inde comptent pour environ 30 %, 11 % et 7 % des émissions mondiales, respectivement, tandis que d'autres États comme la Russie, le Japon et le Brésil viennent plus bas dans la liste des dix premiers, avec environ 5 %, 2,4 % et 2,2 % chacun. Ainsi, avec la tendance à la baisse des émissions de l'UE, il est dans son intérêt que d'autres acteurs s'engagent également à des réductions substantielles des émissions. Sinon, le reste du monde continuera d'émettre et de mener ses activités comme d'habitude, tandis que l'UE essaie d'utiliser de moins en moins d'énergie; donc des défis pour la compétitivité de l'UE surgiront. À l'heure actuelle, le poids géopolitique et géo-économique de l'UE reste au sommet du monde, mais avec une tendance à la baisse prétendue. Il pourrait falloir des décennies pour que l'UE devienne obsolète. Néanmoins, on devrait se demander : les politiques et objectifs plus verts sont-ils compatibles avec une présence internationale forte et une prospérité interne robuste ?

Cette équation complexe devient encore plus compliquée compte tenu de la guerre en Ukraine depuis début 2022 et de la guerre à Gaza depuis mi-2023. Dans le cas des objectifs plus verts, les externalités créent des besoins qui luttent contre les objectifs climatiques. Un exemple de cette situation concerne les subventions aux combustibles fossiles que la Commission européenne a augmentées ces dernières années alors que la sécurité énergétique devient plus précaire. De plus, les externalités ont également un impact sur les fronts internes dans un monde où presque tout est interconnecté. Par exemple, la réforme verte de la Politique agricole commune, qui a commencé quelques mois avant les élections européennes de 2024, a entraîné une opposition excessive, conduisant les décideurs politiques à se rétracter.

Actuellement, l'UE a réussi dans une certaine mesure à découpler sa croissance économique et sa compétitivité de la consommation intense de ressources et des émissions élevées de GES. Le PVE vise à perfectionner ce découplage. La nouvelle direction européenne (2024-2029) sera chargée de la tâche de l'implémenter encore plus strictement. Cette situation deviendra encore plus byzantine en raison de la montée prévisible des populistes, ainsi que des membres du Parlement européen qui n'ont pas le changement climatique comme priorité. Dans ce cadre, le nouveau Président de la Commission européenne devra faire des choix courageux vers la croyance bien ancrée que l'UE est, et doit continuer d'être un leader climatique. Sinon, des décennies d'efforts resteront lettre morte. ■

LA COMPÉTITIVITÉ EST UNE QUESTION CLÉ POUR L'EUROPE

Par Gergely Fejérdy (PhD),
Chercheur à l'Institut des affaires étrangères de Hongrie, Directeur adjoint de la Fondation Otto de Habsbourg, Enseignant chercheur de l'Université catholique Péter Pázmány à Budapest



Chaque élection apporte de nouvelles opportunités. Les élections du Parlement européen de 2024 en font partie. Dans cette optique, il est souhaitable d'établir une hiérarchie entre les nombreux défis auxquels l'Union européenne est actuellement confrontée et de se concentrer, au niveau communautaire, sur les domaines qui pourraient être déterminants. La responsabilité des représentants élus au Parlement européen sera, sur les questions qui servent les intérêts communs des citoyens de l'Union de manière réelle et tangible, d'apporter des réponses concrètes et appropriées aux problèmes qui se posent. Cela contribuera d'ailleurs également à réduire la désillusion à l'égard de l'intégration européenne, alors qu'au cours des dernières législatures les députés européens ont souvent accordé plus d'importance aux questions idéologiques et sociétales qu'aux problèmes relevant de la compétence commune, tels que la compétitivité. Or, des progrès dans ce dernier domaine sont nécessaires si l'Union européenne veut relever les défis auxquels elle est confrontée.

2024 pourrait être synonyme de changements pour le Vieux Continent, non seulement en raison des élections au Parlement européen, mais aussi en raison d'un certain nombre d'autres événements politiques mondiaux qui pourraient influencer le nouveau cycle qui s'ouvrira après les élections. Avant tout, l'élection présidentielle américaine de novembre pourrait revêtir une importance inhabituelle pour l'avenir de l'Europe. La personne du 47^e Président des États-Unis et sa politique face aux conflits dans le monde pourraient constituer un défi majeur pour l'UE en matière de politique de défense et de sécurité, mais les conséquences toucheront bien d'autres domaines. Pour l'Europe, la politique de Washington sur le conflit russo-ukrainien, mais aussi sur le conflit israélo-palestinien et la rivalité avec la Chine, est d'une importance vitale. La dépendance de l'Union européenne à l'égard des États-Unis est en partie un héritage historique, mais il s'agit également d'un choix conscient. La première puissance mondiale, au passé civilisationnel similaire, et le Vieux Continent sont liés par mille fils tissant

“DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL TRÈS TENDU, À L’OMBRE D’UNE GUERRE DANS SON VOISINAGE, L’EUROPE A BESOIN DE MESURES DÉCISIVES POUR RENFORCER L’UNITÉ DE L’UNION ET S’ASSURER UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE.”

un système d’alliances, mais cela ne signifie pas que leurs intérêts soient nécessairement toujours alignés.

Les vingt dernières années ont montré que l’Union européenne est de plus en plus dépendante, que sa compétitivité à moyen et long termes se dégrade, notamment vis-à-vis des États-Unis et de la Chine, tandis que ses capacités de défense ne sont même pas suffisantes pour se défendre. Longtemps après la fin de la guerre froide, il a semblé que la nouvelle ère qui s’ouvrait offrirait une opportunité de développement pacifique. Il y a vingt ans, en 2004, l’adhésion de la plupart des pays de l’ancien bloc de l’Est à l’UE, et leur admission à l’OTAN il y a vingt-cinq ans, soulignaient le triomphe de l’alliance euro-atlantique et dissipaient toute prudence, y compris à l’égard de la Russie. C’est précisément à ce moment-là que Vladimir Poutine, ancien agent du KGB, est arrivé au pouvoir en 1999 et n’a cessé depuis d’exercer celui-ci sous diverses formes, dénonçant le *statu quo* et tissant des rêves impériaux. Entre-temps, l’Union européenne

a été contrainte de faire face à des crises qui se sont succédé à une fréquence inhabituelle, ce qui a encore affaibli sa position sur la scène mondiale : en 2008, la crise économique ; le sauvetage de la monnaie unique, l’euro, le 31 janvier 2020 ; le Brexit, suivi de la pandémie de Covid-19 au printemps 2020 ; et enfin, la guerre russo-ukrainienne à partir de février 2022. Pour couronner le tout, le changement climatique constitue, année après année, un problème majeur, avec des sécheresses et des inondations à répétition. Une économie forte et compétitive est l’un des outils essentiels pour relever ces défis, car c’est le seul moyen de générer les ressources financières sans lesquelles il sera impossible d’y répondre.

Le rapport 2024 de la Commission, publié en février, dresse un tableau mitigé de la compétitivité de l’UE : alors qu’elle est le premier exportateur mondial, elle est loin derrière les États-Unis et la Chine en matière de R&D et d’innovation, en particulier dans les technologies de pointe. Elle est également très désavantagée en ce qui concerne les investissements ►

► sur le marché des capitaux. Il suffit de se rappeler qu'il y a 30 ans, l'Union européenne déposait sept fois plus de brevets que la Chine. Aujourd'hui, le taux de dépôt de brevets de la Chine est quatorze fois supérieur à celui de l'Europe ! On peut également citer le fait que vingt entreprises d'une valeur supérieure à 100 milliards de dollars ont été créées dans le monde au cours des vingt-cinq dernières années, mais parmi elles, neuf sont américaines, huit sont chinoises et aucune n'est liée à un État membre de l'Union européenne. Ce phénomène n'est pas nouveau et de nombreux rapports et tentatives ont été faits au cours des dernières décennies pour améliorer la situation dans l'UE.

Pour le cycle commençant en 2019, deux directions principales ont été identifiées pour améliorer la position de l'Europe : la transition numérique et la transition verte. Cette dernière est extrêmement coûteuse et nécessite un effort considérable, même en l'absence de circonstances spécifiques auxquelles l'UE est confrontée. Une approche beaucoup plus équilibrée devrait être adoptée dans ce domaine, car si les populations des États membres étaient contraintes à des réformes forcées, souvent mal réfléchies et imprégnées d'idéologie, il s'agirait d'une victoire à la Pyrrhus et non d'un changement de mentalité fondamental et durable. Il est également important que des mesures radicales soient prises dans ce domaine, non seulement en Europe mais aussi dans le reste du monde. L'UE devrait utiliser tous les moyens à sa disposition pour tenter de faciliter cette évolution au niveau mondial. La transition verte est également liée à la question de l'énergie, qui a notamment été mise à mal par les sanctions choisies par l'UE contre la Russie, plaçant l'Europe dans une situation de désavantage compétitif grave, alors que, par exemple, des centrales à charbon très polluantes ont dû être remises en service.

Dans le nouveau cycle qui débute à partir de 2024, il serait important de rechercher un meilleur équilibre entre la réduction de la consommation d'énergie et une plus grande autonomie, en prenant en compte les réalités de chaque État membre. Un certain nombre de mesures supplémentaires seraient nécessaires pour améliorer la compétitivité. La transition

digitale devrait rester une priorité, mais l'accent devrait être mis sur l'industrialisation, la conclusion d'accords commerciaux dans l'intérêt européen, la réduction des charges administratives excessives, le développement des réseaux d'infrastructures, l'attraction d'une main-d'œuvre qualifiée, le renforcement du système éducatif, etc. Ce dernier point est particulièrement important, car il s'agit d'un investissement à long terme, mais qui rapporte beaucoup, s'il est apprécié à sa juste valeur.

Dans un contexte international très tendu, à l'ombre d'une guerre dans son voisinage, l'Europe a besoin de mesures décisives pour renforcer l'unité de l'Union et s'assurer une plus grande autonomie. Au lieu de batailles idéologiques, il serait important de se concentrer sur la compétitivité, qui est un facteur clé, car les résultats obtenus dans ce domaine peuvent avoir un impact sur toutes les questions qui nous interpellent actuellement, qu'il s'agisse de la politique de défense, de la protection de l'environnement, de la promotion de la cohésion économique, etc. Car c'est une vieille vérité, comme le soulignait le Député européen sortant il y a 25 ans, Otto de Habsbourg : « Seule une nation économiquement forte, seul un continent économiquement fort a une chance de survivre, celui qui sacrifie le confort du moment aux grandes nécessités nationales, européennes, de la défense. L'économie européenne est nécessaire si nous voulons vivre dans un monde où se développent des économies de la taille des États-Unis. L'Europe ne peut y survivre que par l'action unie de tous ses fils et de toutes ses filles, par l'utilisation rationnelle de toutes ses ressources. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons réaliser l'indépendance économique et financière de l'Europe, condition *sine qua non* pour que notre continent retrouve véritablement son statut de puissance mondiale. »

Osons nous fixer cet objectif également aujourd'hui. ■



LES JEUNES ATTENDENT DES PROPOSITIONS SUR L'ENVIRONNEMENT : QUELLES RÉPONSES DES PARTIS EUROPÉENS À LA VEILLE DES ÉLECTIONS ?

Par Stefano Feltri,
Journaliste à l'Institut pour l'élaboration des politiques européennes à l'Université Bocconi à Milan



En juillet 2023, au cours de l'été le plus chaud de l'histoire récente de l'humanité, une jeune italienne d'une vingtaine d'années, Giorgia, prend le micro pour poser une question au Ministre italien de l'Environnement, Gilberto Pichetto Fratin, à la fin d'un événement public. « Je suis inquiète pour mon avenir, ma région d'origine, la Sicile, est en proie aux incendies de forêt, et je souffre d'éco-anxiété », a déclaré Giorgia, dont la voix s'est brisée et qui s'est mise à pleurer.

La vidéo est devenue virale, car lorsque le Ministre Pichetto Fratin, qui n'est pas réputé pour sa sympathie à l'égard des défenseurs de l'environnement, a tenté de répondre, il a été tellement ému qu'il s'est mis à pleurer lui aussi.

Toutefois, à la veille des élections européennes de juin 2024, la crise climatique a disparu de la liste des priorités des partis européens.

Dans le cadre de sa candidature à un second mandat en tant que Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a adouci son message sur le climat après que son parti - le Parti populaire européen - a appelé à une « pause réglementaire » dans ce domaine.

Le climat est devenu un sujet de clivage générationnel majeur : une enquête réalisée en 2023 a demandé à 10 786 jeunes Européens quelle devrait être la principale priorité de l'action politique de l'UE. La réponse la plus populaire - avec 67 % de soutien - a été la lutte contre la crise climatique.

Toutefois, à l'approche des élections, les institutions européennes et les gouvernements nationaux se sont montrés étonnamment ouverts à concéder tout ce que les agriculteurs et les lobbyistes de l'agro-industrie demandaient. Le mouvement dit « des agriculteurs » a, au moins temporairement, éclipsé la rhétorique verte qui était autrefois omniprésente dans tous les documents ou événements de la Commission.

Selon la littérature économique la plus récente, il n'existe aucune preuve empirique du « contrecoup vert » largement commenté : les politiques de transition écologique n'ont pas d'impact négatif sur le soutien au gouvernement qui les met en œuvre. Les mouvements populistes et nativistes profitent davantage de l'augmentation des inquiétudes liées aux migrations. Mais en raison du contexte géopoliti-

tique de plus en plus hostile, les priorités du débat européen sont passées du climat à la défense et à la sécurité. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les jeunes Européens, et ce pour deux raisons.

Tout d'abord, aussi terribles et tragiques qu'elles soient, les guerres se terminent généralement au bout de quelques années, et le temps qui passe facilite le cessez-le-feu, car toutes les parties impliquées dans le combat manquent de munitions, de ressources et de troupes. Au contraire, la crise climatique ne suit pas le même chemin : plus le temps passe, plus les politiques d'atténuation et d'adaptation deviennent coûteuses et moins efficaces. La hausse des températures est un ennemi plus dangereux que le Président russe Vladimir Poutine, en particulier pour les jeunes générations.

Deuxièmement, la politique industrielle axée sur la défense a un effet secondaire important pour les jeunes : les générations plus âgées peuvent mettre fin à toute critique en disant que les gouvernements nationaux et les institutions européennes doivent investir aujourd'hui pour construire un avenir plus sûr pour demain, dans l'intérêt des enfants d'aujourd'hui et de demain.

Étant donné que la recherche et le développement militaires, tout comme l'acquisition de matériel de défense, prennent du temps, le message des décideurs politiques est qu'ils allouent des ressources publiques à la sécurité pour prévenir les guerres futures, plutôt que pour influencer sur les conflits actuels en Ukraine et au Moyen-Orient.

Cependant, le passage du climat à la défense dans le discours public a ramené l'horizon des décideurs politiques à la normale : l'avenir est une excuse pour avoir un déficit plus élevé et une dette publique croissante aujourd'hui, avec des investissements publics plus importants dans le secteur de la défense et, si nécessaire, un soutien temporaire pour atténuer l'impact social de la crise géopolitique.

D'un autre côté, la crise climatique exige une approche différente, avec des taxes immédiatement plus élevées sur les industries et les biens à forte émission, une coopération internationale, une redistribution des ressources et des transferts de technologie de l'UE (et des États-Unis) vers les pays du Sud. En outre, les industries brunes et les combustibles fossiles sont censés devenir plus chers.

Selon une autre enquête menée au niveau européen par la Banque européenne d'investissement (BEI) en 2023, 66 % des Européens sont favorables à des mesures gouvernementales plus strictes pour imposer un changement de comportement personnel. Cette proportion est plus élevée - 72 % - chez les personnes de moins de 30 ans.

Cependant, la BEI est l'une des nombreuses institutions européennes de premier plan dont les priorités passent du climat à la sécurité : la nouvelle présidente de la BEI, Nadia Calviño, subit des pressions de la part des gouvernements nationaux pour assouplir les restrictions qui ont jusqu'à présent empêché la BEI de soutenir des projets militaires ou des projets de technologie à double usage.

Au plus fort des crises pandémiques, en 2020, l'UE et les gouvernements nationaux ont approuvé ce que l'on appelle « l'UE de la prochaine génération » pour construire une Union européenne plus résiliente dans l'intérêt d'une génération qui a été gravement affectée par les perturbations sociales qui sont apparues comme un effet secondaire des politiques de lutte contre la contagion.

Les subventions et les prêts s'élèvent à 712 milliards d'euros, l'Italie étant le principal pays bénéficiaire, puisqu'elle a été la plus touchée par la pandémie, selon les critères de la Commission européenne.

Moins de quatre ans plus tard, le premier bilan est loin d'être enthousiasmant : l'Italie peine à respecter les étapes et les objectifs, une grande partie des fonds a été allouée à des projets d'infrastructure très traditionnels, sans impact spécifique sur les générations futures, le Parquet européen a découvert des fraudes et des escroqueries liées aux projets et aux fonds NextGenEU pour des centaines de millions d'euros, dans différents pays.

Il n'est donc pas surprenant que le scepticisme augmente quant à l'idée de reproduire l'approche NextGen pour financer d'autres initiatives au niveau de l'UE à l'aide de la dette européenne commune.

La prochaine génération à laquelle le plan de l'UE a donné son nom n'est pas responsable du résultat décevant de l'investissement de 712 milliards d'euros, mais les jeunes seront les victimes les plus probables de la désaffection pour la planification à long terme qui sera un héritage durable du plan NextGen.

Pour toutes ces raisons, les jeunes Européens âgés d'une vingtaine d'années n'ont aucune raison d'être optimistes quant à l'issue politique des élections européennes de juin 2024.

Cependant, tous les événements majeurs qui ont façonné le mandat 2019-2024 étaient totalement imprévisibles : une pandémie mondiale, une crise énergétique majeure, une guerre à la frontière est-européenne de l'UE.

Il n'y a donc aucune raison de penser que nous pouvons prédire ce qui se passera dans les cinq prochaines années, et les priorités politiques qui semblent aujourd'hui gravées dans le marbre pourraient à nouveau changer. ■

UNE NOUVELLE ÈRE ? LES REVENDICATIONS DE L'UE POUR EXERCER SON INFLUENCE DANS LA COMPÉTITION GÉOPOLITIQUE SUR L'IA

Par Justinas Lingevičius,
 Doctorant à l'Université de Vilnius,
 Institut des Relations internationales
 et des Sciences politiques



Après l'adoption officielle du règlement sur l'IA en mars 2024, la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a déclaré que « le règlement sur l'IA de l'UE est le premier cadre juridique complet sur l'intelligence artificielle au monde. C'est un moment historique. Le règlement sur l'IA transpose les valeurs européennes dans une nouvelle ère ». Ainsi, la politique émergente de l'UE en matière d'IA a été présentée, non seulement comme une initiative politique supplémentaire de la décennie numérique, le cadre de l'UE vers la numérisation d'ici 2030, mais aussi comme un point de référence de la techno-politique européenne, une nouvelle ère. Et l'UE désire y exercer son influence. Un tel potentiel d'influence n'est pas venu de nulle part. Le cas de l'IA a été construit sur la *success story* du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, considéré comme une preuve que « l'UE est capable d'établir des règles ayant un impact sur l'économie numérique à l'échelle mondiale ». Cela a même été qualifié d'« effet Bruxelles » - pour exporter la réglementation adoptée par l'UE vers les marchés mondiaux. Il n'est donc pas surprenant que les dirigeants des institutions de l'UE aient saisi l'occasion de revendiquer ce moment historique en supposant qu'être pionnier de la législation sur l'IA incitera d'autres

à suivre le mouvement. Cependant, contrairement au RGPD qui est apparu comme une nouveauté en 2016, l'IA a déjà été une question de concurrence où différents acteurs étatiques, internationaux et corporatistes ont proposé leurs approches et visent également à influencer les normes futures en matière d'IA de manière préférentielle, ce qui signifie que la compétition est bien plus complexe qu'auparavant. Par conséquent, l'UE se retrouve dans la géopolitique de l'IA et de sa gouvernance. Sa propre réponse et proposition à cela : le règlement sur l'IA déjà mentionné, basé sur l'« approche axée sur les droits », qui plaide en faveur de règles convenues, de valeurs démocratiques libérales et de coopération multilatérale. En établissant différentes catégories de risques, le règlement sur l'IA suggère que nous devons examiner les cas d'utilisation de l'IA : interdire ceux qui sont inacceptables au regard des valeurs européennes, et surveiller strictement et réglementer ceux qui pourraient porter atteinte aux droits fondamentaux. De cette manière, la sécurité, la transparence et la fiabilité devraient être garanties comme une assurance que l'IA ne sera pas utilisée à des fins malveillantes contre les citoyens européens.

La Commission européenne sortante placera certainement le « coup de tampon » à

“La SÉCURITÉ, La TRANSPARENCE ET La FIABILITÉ DEVRAIENT ÊTRE GARANTIES COMME UNE ASSURANCE QUE L’IA NE SERA PAS UTILISÉE À DES FINS MALVEILLANTES CONTRE LES CITOYENS EUROPÉENS.”

l’adoption du règlement sur l’IA comme l’une des principales réalisations dans le domaine des politiques numériques au cours de ce mandat. Cependant, étant donné que les développements en matière d’IA pourraient être considérés comme une « cible mouvante », en raison des améliorations constantes et des nouvelles applications, la phase de mise en œuvre ne sera pas moins éprouvante. Comment ces règles convenues et adoptées fonctionneront-elles, comment les concepts introduits, tels que le centrisme humain et l’IA digne de confiance, seront-ils mis en pratique, et surtout, quels seront les erreurs et les succès qui émergeront comme des leçons et des percées ? Par conséquent, les leçons apprises pourraient devenir même des arguments plus importants pour l’influence que l’adoption des règles. De plus, la temporalité joue également un grand rôle dans ces considérations. Lorsque la Commission européenne a publié sa proposition initiale de règlement sur l’IA en avril 2021, une telle accessibilité généralisée de ChatGPT n’était pas à l’horizon. Bien que les architectes du règlement sur l’IA prétendent qu’il s’agit d’une législation à l’épreuve du futur et laisse suffisamment de marge de manœuvre pour l’avenir, il est peu probable que de telles affirmations ne soient pas contestées par de nouvelles formes et des

percées en matière d’IA. Par conséquent, la résilience et l’adaptabilité pourraient devenir un autre argument pour revendiquer les règles de l’UE et l’approche globale comme un terrain d’entente potentiellement attrayant pour les autres également. Bien que l’UE ait déjà suscité beaucoup d’intérêt et vise à établir des partenariats numériques avec des partenaires partageant les mêmes idées, la question de savoir si d’autres suivront cet exemple n’est pas sans raison. Des positions différentes sont déjà perceptibles également : par exemple, malgré l’introduction du Conseil commercial et technologique UE-États-Unis en 2021 pour aligner les points de vue, les visions sur la gouvernance de l’IA entre l’UE et les États-Unis soulignent des priorités différentes. Comme mentionné, pour l’UE, il s’agit d’établir une réglementation sur les utilisations de l’IA, qui doivent répondre aux valeurs européennes et respecter les droits fondamentaux. Alors que les États-Unis restent flexibles sur le marché et se concentrent sur des comportements volontaires et des accords avec les entreprises, plutôt que d’établir une réglementation contraignante. De plus, la différence significative entre les deux – des documents stratégiques suggèrent que les États-Unis accordent une grande priorité aux questions de sécurité et militaires de l’IA et construisent ►

- également leur réflexion sur cela. Alors que le règlement sur l'IA de l'UE exclut l'élément militaire du champ politique et le place dans le domaine du marché unique.

En regardant vers l'avenir, cette exclusion pourrait devenir l'une des limitations importantes des efforts de l'UE pour imposer le ton à l'échelle internationale. Bien sûr, dans le cas de l'UE, cela renvoie toujours au point des compétences partagées, où les questions militaires et de sécurité sont considérées comme exclusivement disposées par les États membres. Par conséquent, le règlement sur l'IA est présenté comme représentant le mandat donné à la Commission européenne et la base légale du marché unique. Cependant, les pratiques

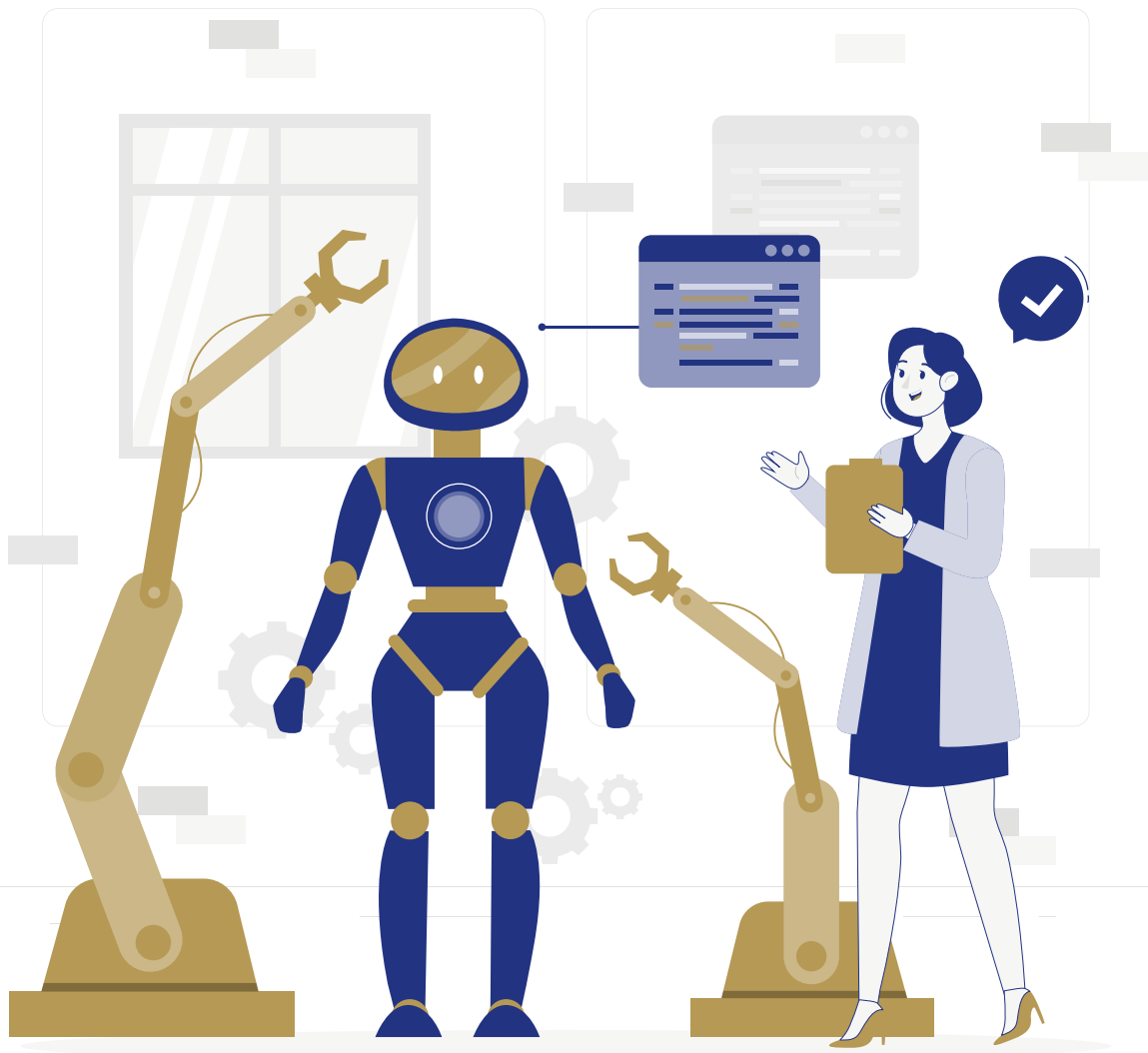
récentes - le Fonds européen de défense, la Base technologique et industrielle de défense de l'UE et le Panel mondial de la technologie - suggèrent que l'ambition de la Commission géopolitique se traduise également par une plus grande proactivité dans l'approche des technologies dans le cadre des questions de défense et de sécurité. Deuxièmement, l'évolution de l'environnement international et l'invasion par la Russie de l'Ukraine obligent également à reconsidérer le rôle des technologies émergentes, y compris l'IA, pour la sécurité. L'expérience ukrainienne et les solutions technologiques déjà en évolution sur le champ de bataille suggèrent la participation d'entreprises privées testant leurs applications, le rôle de l'IA et la militarisation des technologies à double usage, telles que les drones. Par conséquent, l'UE sera inévitablement contestée pour élaborer une approche plus globale de l'IA militaire. La « Boussole stratégique » de l'UE pour la sécurité et la défense et la « Stratégie industrielle européenne de défense » publiées par la Commission européenne suggèrent que l'UE réagit aux défis sécuritaires et discute de l'intégration de la défense au niveau de l'UE,

où les technologies sont également impliquées. Par conséquent, après l'adoption du règlement sur l'IA, l'UE devrait envisager de passer d'un débat fragmenté à une position plus articulée sur l'IA dans le domaine militaire. Cela renforcerait même sa voix à l'échelle internationale, où plaider en faveur du respect des

droits humains, de la transparence ou de l'engagement multilatéral ne semble pas s'opposer à des points de vue plus stratégiques. La situation sécuritaire actuelle en Europe soulève un autre point de temporalité où l'évolution de l'environnement international et régional suggère une pertinence croissante des technologies émergentes, y compris l'IA. Comme mentionné précédemment, l'UE discute déjà de l'étendue de l'intégration

“IL S'AGIT
D'ÉTABLIR UNE
RÉGLEMENTATION SUR LES
UTILISATIONS DE
L'IA, QUI DOIVENT
RÉPONDRE
AUX VALEURS
EUROPÉENNES.”

de la défense et dépasse les tabous existants selon lesquels le militaire et la sécurité ne font pas partie d'un « mandat » du projet de paix. Par conséquent, la décision d'exclure le domaine militaire du champ d'application de la politique en matière d'IA pourrait être reconsidérée pour élaborer un aperçu plus complet des enjeux. Encore une fois, cela n'est pas totalement nouveau pour l'UE, sachant que l'Agence européenne de défense et la Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace ont lancé et soutenu divers programmes de R&D et instruments liés à l'IA militaire. Étant donné la nature à double usage de l'IA, une telle conversation semble inévitable et apporterait encore plus d'ouverture et de levier à l'échelle internationale, où l'IA militaire est déjà proposée par les États-Unis, la Chine et même les grandes entreprises technologiques. Enfin, cela démontrerait la préparation pour cette nouvelle ère, qui se révèle malheureusement moins sécurisée et plus compétitive. ■



LA RELATION FUTURE ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'UE



Par Richard Morris, Officier international au Mouvement européen RU et Membre du Conseil du Mouvement européen international



et Stephen Dorrell, Vice-président du Mouvement européen RU

Le Brexit appartient à l'histoire

Le point de départ de cette discussion est la reconnaissance que le Royaume-Uni est un État européen en dehors de l'UE. Bien qu'environ 60 % de la population britannique pense maintenant que le Brexit ait été une erreur, il ne peut y avoir de retour au *statu quo* d'avant le référendum sur le Brexit en 2016.

Des événements majeurs intervenus depuis, en particulier la crise de la Covid-19, la guerre en Ukraine, les migrations, le changement climatique et les développements numériques, sans parler du Brexit lui-même, ont irrévocablement changé l'UE, comme le Royaume-Uni, qui sont tous deux des entités dynamiques. La question pour le Royaume-Uni est sa future relation avec ses voisins les plus importants, reconnaissant que l'UE pourrait bien être une union différente au moment où le Royaume-Uni la rejoindrait.

La perspective politique actuelle au Royaume-Uni est mauvaise

La reconstruction de la relation est rendue plus difficile par l'état actuel de la politique britannique. Avec une élection générale à venir, aucun des trois principaux partis politiques à l'échelle du Royaume-Uni ne veut faire face aux réalités des relations RU-UE. L'idée d'un nouveau parti pro-UE est vouée à l'échec en raison de la structure électorale britannique du « *First-past-the-post* ». Le Mouvement européen UK (EMUK), qui n'est pas un parti, est donc d'une grande importance pour représenter les vues d'environ 60 % de la population britannique sur ce sujet critique.

Alors, comment une nouvelle relation RU-UE peut-elle évoluer ?

Un prérequis pour que le Royaume-Uni rejoigne une forme d'Union européenne est une

période soutenue de renouveau national, aux niveaux public et politique. Il est improbable que l'UE envisage l'adhésion du Royaume-Uni ou voie le Royaume-Uni comme un membre fiable à long terme sans preuves convaincantes que cela se soit produit.

En outre, l'UE se concentre naturellement sur ses propres affaires internes, y compris ses élections de 2024 et les problèmes hautement complexes et interconnectés d'élargissement et d'intégration plus profonde nécessitant un changement de traité. Elle ne souhaiterait pas entamer de nouvelles discussions perturbatrices sur l'adhésion RU-UE en attendant la résolution de ces questions.

Quels sont les éléments clés du renouveau national du Royaume-Uni ?

- Réengagement envers les valeurs fondamentales pour l'UE, mais qui ont été à plusieurs reprises malmenées par les gouvernements britanniques récents : la démocratie, l'État de droit et le respect des droits humains.
- Une bonne gouvernance stable et le redéveloppement du *soft power* britannique à l'étranger.
- Engagement envers la philosophie sous-jacente de l'UE : un partage limité de souveraineté pour le bien commun.
- Reconnaissance de la nécessité d'une collaboration régionale essentielle sur des méga problèmes, tels que le commerce, la défense, la science, l'éducation, le climat, la santé et les développements numériques.
- En résumé, une nouvelle image nationale de lui-même, de la place du Royaume-Uni dans le monde.

Qu'est-ce qui induira ce processus de renouveau ?

Comme souvent en politique, l'acceptation d'une erreur et un changement de direction seront principalement entraînés par des événements adverses, notamment :

- Dommages économiques : il existe une multitude de données économiques et d'opinions d'experts démontrant les impacts négatifs du Brexit sur le commerce, les investissements directs étrangers, les niveaux d'endettement, les services publics et le coût de la vie ; c'est une crevasse lente, accélérée par la divergence active et passive entre la réglementation de l'UE et celle du Royaume-Uni ;
- Guerre : la guerre en Ukraine a déjà galvanisé les relations RU-UE, avec des sanctions coordonnées, des approvisionnements en armes, la planification de la reconstruction de l'Ukraine et son adhésion potentielle à l'OTAN et à l'UE ;
- Élection américaine : la perspective d'une présidence Trump et du retrait des États-Unis de leurs responsabilités mondiales, en particulier

en matière de défense, exige la collaboration paneuropéenne la plus urgente.

Comment l'EMUK peut-elle au mieux soutenir ce processus ?

- En se concentrant sur l'avenir et non le passé.
- En surveillant constamment les impacts négatifs du Brexit et en utilisant les preuves pour promouvoir le potentiel positif de participer à la gouvernance de notre propre continent.
- En soulignant comment, en tant que futur membre de l'Union européenne, le Royaume-Uni aura plus de contrôle sur son propre avenir et plus d'influence mondiale.
- En poursuivant ses campagnes « étape par étape » pour restaurer la collaboration RU-UE, conduisant à la conclusion inévitable que le Royaume-Uni devrait faire partie du marché unique et de l'Union douanière.
- En mobilisant les jeunes.
- En promouvant une compréhension plus profonde de l'UE dans toute la population britannique.
- En créant un climat dans lequel une nouvelle génération de leaders politiques proeuropéens émergera.

Après le renouveau, quelle nouvelle relation RU-UE pourrait émerger ?

Si le Royaume-Uni se développe comme décrit ci-dessus, nos concitoyens européens sont susceptibles de nous accueillir de nouveau dans une forme d'union. La contribution du Royaume-Uni, que ce soit en tant que marché, source de fonds, puissance nucléaire ou État démocratique de premier plan, apporterait d'énormes avantages à toute union européenne, tant sur le plan interne que géopolitique.

Toutefois, beaucoup dépendra de l'évolution de l'UE elle-même pendant cette période. Le concours actuel entre les forces nationalistes et libérales démocratiques au sein de l'UE affectera profondément les élections européennes de 2024, et donc la future structure et les orientations de l'UE.

Conjointement, la tension entre les objectifs contrastés de l'UE d'élargissement et d'intégration plus étroite (comme le demandent les citoyens et la société civile) peut provoquer un changement de traité, ajoutant à l'incertitude actuelle.

Du point de vue du Royaume-Uni, une structure de l'UE plus lâche (comme le concept de « cercles concentriques » lancé par le Président Macron) pourrait faciliter l'adhésion, mais pourrait à la fois réduire son influence (comparée à une adhésion complète) et affaiblir le pouvoir mondial et l'efficacité de l'Union.

ÉPILOGUE

La future forme de la relation RU-UE dépendra principalement des développements au sein du Royaume-Uni. Le Brexit a été conçu au Royaume-Uni et doit y être inversé. Cela pose la question de savoir si le Royaume-Uni ne voudra ne jamais revenir à son rôle historique, au-delà de l'intérêt à court terme, en tant qu'acteur majeur dans la formation d'un continent européen démocratique.

Les proeuropéens ont gagné cet argument dans les générations précédentes. Nous devons maintenant le gagner à nouveau. ■

CONSTRUIRE LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE : DE LA RÉFORME ÉLECTORALE À LA PARTICIPATION ET À L'ENGAGEMENT

Par Vladislava Gubalova,
Chercheuse, Centre Globsec pour l'Europe globale



Les élections du Parlement européen de 2024 sont là. Pourtant, même si les propositions de réforme électorale abondent, ces élections ne seront procéduralement pas différentes des précédentes. Le sentiment des citoyens restera le même et le renforcement de la légitimité démocratique de l'UE restera principalement à l'état de paroles. Avec le scénario le plus probable d'une poussée de l'extrême droite dans le nouveau Parlement européen (PE), il est urgent de commencer à agir pour construire la citoyenneté européenne et de travailler de bas en haut pour éviter une future érosion de la légitimité de l'Union et un désenchantement accru des citoyens.

LES PROPOSITIONS DE RÉFORME ÉLECTORALE

Il y a eu des moments de débat intense sur la nécessité d'une réforme électorale au niveau de l'UE, proposant de nombreuses suggestions (par exemple, autour du Brexit, le discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron), mais rarement ces débats ont conduit à des mesures concrètes de la part des décideurs.

Avant les élections de 2024 et à la suite des conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, en mai 2022, le PE a voté en faveur d'une nouvelle proposition pour des réformes plus complètes dans l'Acte électoral européen. La proposition comprenait, entre autres : la création de listes transnationales pour élire 28 Députés supplémentaires (une circonscription électorale à l'échelle de l'UE), des âges minimaux communs pour les candidats et les électeurs, un seuil électoral minimal commun (s'appuyant sur la décision du Conseil de 2018 pour les plus grandes circonscriptions nationales⁽¹⁾) et l'établissement d'un quota pour assurer l'égalité des genres.

Les avantages d'une réforme du processus électoral européen actuel ont longtemps été soulignés. Ils comprennent le potentiel d'« empowerment » des citoyens et le renforcement de la légitimité démocratique globale de l'Union, la culture d'une identité et d'une communauté européennes, et l'élévation de la légitimité et de la responsabilité des institutions de l'UE. Pour le moins, l'introduction d'une petite taille de listes transnationales (28 sièges sur 720 en 2024) peut servir d'expérience utile. Cependant, aucun véritable progrès n'a été observé au cours des vingt

“IL EST URGENT DE COMMENCER à AGIR POUR CONSTRUIRE La CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ET DE TRAVAILLER DE BAS EN HAUT POUR ÉVITER UNE FUTURE ÉROSION DE La LÉGITIMITÉ DE L’UNION.”

dernières années. Le Conseil n’a pas avancé sur la dernière proposition.

La question de la construction de listes transnationales est souvent liée au processus de nomination du Président de la Commission européenne. L’idée de donner encore plus de voix aux citoyens dans le choix du Président de la Commission à travers la procédure du « *Spitzenkandidat* »⁽²⁾ semble raisonnable. Pourtant, dans le système actuel et en observant les préparatifs des élections européennes de 2024 par les partis européens, la possibilité est quasiment révolue. Néanmoins, la nomination du Président de la Commission par un accord inter-institutionnel juridiquement contraignant entre le Conseil et le PE serait très bénéfique pour la transparence et la crédibilité du Président.

Dans le contexte d’une poussée des partis d’extrême droite, anti-systèmes et eurosceptiques avant les élections du PE, il y a le sentiment persistant de grandes opportunités manquées pour renforcer le sentiment d’appropriation et d’engagement des citoyens européens, de faire avancer vers une communauté européenne plus unifiée et de renforcer la légitimité de l’Union, démocratiquement et institutionnellement.

Certes, toute réforme vient avec des défis. Dans le cas des listes transnationales, par exemple, cela inclut, non exhaustivement : l’équilibre entre tous les États membres (petits, moyens et grands)⁽³⁾, l’harmonisation des procédures électorales, leur mise en œuvre et leur financement, les difficultés logistiques des campagnes transnationales, et les défis liés aux préparatifs du vote. Sans oublier que les réformes nécessitent l’unanimité au sein du Conseil, l’assentiment formel du PE et la ratification de tous les parlements nationaux – un processus qui peut prendre des années. ►

(1) La décision portait sur la fixation d’un seuil minimal d’entrée (2-5 %) dans les grandes circonscriptions/grands États membres (EM). Elle n’a pas été ratifiée par tous les États membres et n’est donc pas disponible pour les prochaines élections.

(2) Le terme « *Spitzenkandidaten* », meilleur candidat, n’a pas permis d’obtenir un soutien au processus lui-même et devrait être abandonné.

(3) Même si l’équilibre géographique proposé par le rapporteur du PE dans la proposition 2022 est mieux respecté que dans la proposition précédente, il reste une préoccupation.

► La ROUTINE HABITUELLE...

Il y a une réassurance dans ce qui est connu. Avoir les élections du PE comme 27 élections nationales distinctes, avec peu d'implication et d'engagement des partis européens localement, rend tout cela trop confortable pour les États membres. Jusqu'à présent, les élections du PE, en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale, ont été presque exclusivement axées sur des questions domestiques.

Pourtant, il n'y a pas beaucoup d'appétit pour transformer les campagnes électorales du PE en campagnes plus orientées vers l'Europe, la préférence réside plutôt dans la nationalisation des élections du PE. Les partis nationaux voient une plateforme supplémentaire pour se présenter aux électeurs locaux comme un tremplin pour les prochaines élections nationales. Une telle vision de l'« utilisation » des élections du PE pour des gains domestiques laisse à peine de place à la possibilité d'introduire des listes transnationales, ce qui nécessiterait également une campagne à l'échelle européenne avec des questions européennes à l'ordre du jour.

De plus, de nombreux partis nationaux font peu d'efforts pour expliquer la dimension transnationale de ces élections. L'absence de connexion de leur campagne à leur famille de partis européens, interroge la transparence du processus et étouffe la sensibilisation et la visibilité de la dimension européenne des élections européennes.

“Le succès d'un engagement citoyen durable et régulier dépend des efforts de multiples parties prenantes, des autorités nationales et locales à la société civile, etc.”

De même, la direction des partis européens, leurs structures ou leurs liens avec différents partis nationaux sont pratiquement inconnus des citoyens ordinaires. Une telle séparation « Bruxelles est trop loin » est une opportunité manquée d'engager les électeurs de manière significative et durable. Avec la possibilité d'élection d'un Parlement européen beaucoup plus eurosceptique cette année, les partis traditionnels semblent désengagés et lents, encore confortables, même si leurs positions s'érodent (perte de sièges).

QUE FAIRE ?

Dans l'état actuel, où la probabilité d'une réforme électorale imminente n'est pas encourageante, se concentrer sur la construction du sentiment d'identité européenne des citoyens depuis la base peut être une étape possible pour atteindre leur autonomisation. Par conséquent, leur sensibilisation accrue et leur implication régulière dans divers formats participatifs ont le potentiel de construire une demande de changement depuis la base.

Certaines leçons importantes peuvent être tirées de l'expérience de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFE). Au-delà des conclusions finales, qui pointent ambitieusement vers des réformes dans toutes les politiques et dimensions européennes (nécessitant souvent des changements de traités), le processus lui-même est peut-être le bénéfice le plus précieux pour les citoyens. Tandis que dans des pays comme l'Irlande ou la France les mécanismes démocratiques participatifs et délibératifs ont été demandés, facilités et mis en œuvre avec succès, dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), ceux-ci sont relativement rares, inconnus et, même si promulgués, souvent pas mis en œuvre avec succès.

D'une part, le processus COFE a montré le manque de culture de participation dans les PECO. Cela a été vu parfois par l'approche des gouvernements nationaux, conduisant des activités *pro forma* et étouffant le potentiel pour une participation réelle. Dans d'autres cas, comme en Slovaquie, le gouvernement a procédé avec un engagement sérieux dans

l'exercice. Pour la plupart, l'effort n'a pas été immédiatement récompensé. La participation a été principalement déclenchée par les cas habituels, révélant des lacunes dans le manque de connaissances et d'intérêt de la population dans la délibération sur les questions européennes.

D'autre part, grâce à l'exposition de certaines activités de la COFE, une opportunité est apparue pour apprendre à quoi pourrait ressembler une démocratie délibérative, pour commencer à construire une culture durable de participation. La plupart des pays d'Europe centrale et orientale célèbrent cette année, les vingt ans de leur adhésion à l'UE. Les sociétés se sont transformées de manière significative depuis leur passé communiste. Cependant, il existe souvent un sentiment persistant de cet héritage communiste dans l'hésitation à participer à des actions participatives, à prendre la parole, à poser des questions. Ajouté à la priorisation continue des défis socio-économiques quotidiens dans la plupart des débats liés aux affaires européennes, la culture participative dans la région est inférieure à celle de leurs homologues d'Europe occidentale et nordique. Avec les nouvelles générations à l'aise dans l'espace numérique, où un clic suffit pour devenir participant à un débat, les sociétés d'Europe centrale et orientale, étant donné le bon processus d'apprentissage, peuvent accélérer au renforcement d'un engagement citoyen significatif.

Le succès d'un engagement citoyen durable et régulier dépend des efforts de multiples parties prenantes, des autorités nationales et locales à la société civile, des partis locaux et européens, et des institutions de l'UE. Certaines recommandations pourraient être avancées pour les prochaines étapes.

Premièrement, l'amélioration des instruments participatifs de l'UE. Actuellement, il existe de nombreux outils de ce type (par exemple, l'Initiative citoyenne européenne (ICE), les pétitions au PE, les dialogues citoyens, et les consultations publiques). Cependant, souvent, seuls les entités ou citoyens déjà engagés ou ayant une haute conscience et expertise profitent des canaux participatifs établis. Ceux-ci devraient devenir plus visibles grâce à des campagnes publiques à l'échelle euro-

péenne et accessibles grâce à des plateformes en ligne conviviales et prenant en compte les besoins des différents groupes dans des formats *in situ*.

De plus, il est crucial que les instruments aient des liens significatifs avec la prise de décision réelle. Sans un véritable suivi des résultats de ces activités, la participation perd son sens et échoue à remplir son objectif – engager et autonomiser les citoyens (contribuant à la légitimité démocratique globale de l'Union). Par conséquent, plutôt que de concevoir plus d'outils et de nouveaux outils, renforcer ceux existants est un investissement valable. Par exemple, les panels de citoyens, un élément à succès développé pendant la COFE, devraient être institutionnalisés de manière permanente pour devenir non seulement un mécanisme régulièrement utilisé, mais aussi pour avoir une partie intégrante contribuant à la rédaction, à l'évaluation et à la réorientation des politiques de l'UE.

Deuxièmement, les élections européennes devraient être abordées à travers un paradigme différent. Une première étape est de créer un élément participatif dans le débat sur les programmes des partis (panels de citoyens des partis européens) et au niveau national, une sorte de primaires pour les candidats au PE. Cela donne le potentiel de renforcer les liens entre les citoyens, les partis nationaux et les partis européens et d'augmenter l'engagement des citoyens.

Une autre étape dans la bonne direction serait de lancer les campagnes électorales beaucoup plus tôt. Lorsqu'on interroge les citoyens, ils déclarent souvent que les élections européennes sont secondaires en importance pour eux. Au lieu de chercher des solutions sur comment attirer les électeurs, les partis se sont résignés à cette réalité. Les candidats sont souvent révélés juste quelques mois avant, avec peu ou pas de sensibilisation jusqu'à la fin. Une telle approche nonchalante de la campagne non seulement empêche de construire une citoyenneté engagée, mais donne également cours à la désinformation et à l'influence malveillante.

Les citoyens de l'Union européenne sont inquiets. Il est temps d'investir dans la ►

“La mise en place de conseils de jeunesse aux niveaux de l’UE, national et local, peut fournir aux jeunes une voie précieuse pour exprimer leurs idées et contribuer au débat public.”

- construction d’une citoyenneté européenne, une communauté investie qui, étant donné les opportunités façonnées et réorientant les politiques européennes, peut véritablement contribuer à l’avenir de l’Union. Pour réaliser cet objectif, il est essentiel de reconnaître et d’adresser les obstacles à la participation et à l’engagement, en s’attaquant aux racines du problème et en favorisant une culture de participation active au sein de l’UE.

Cela implique non seulement de réviser et d’améliorer les mécanismes existants, mais également d’innover dans la manière dont nous envisageons la participation citoyenne et l’engagement politique. Il est crucial de rendre la politique de l’UE plus accessible et compréhensible pour ses citoyens, en démolissant les barrières perçues de distance et de complexité qui séparent souvent les institutions de l’UE de ses citoyens.

L’éducation civique joue un rôle important dans ce contexte, en informant les citoyens non seulement sur leurs droits, mais aussi sur leurs responsabilités en tant que membres actifs de la communauté européenne. Les initiatives éducatives devraient mettre l’accent sur l’importance de la participation politique et sur la manière dont chaque citoyen peut contribuer à la démocratie européenne, que ce soit par le vote, la participation à des dialogues citoyens ou l’engagement dans des initiatives locales et européennes.

En outre, l’utilisation de la technologie et des plateformes numériques pour faciliter une participation plus large et plus inclusive peut jouer un rôle transformateur. L’expérience de la pandémie de Covid-19 a montré la capacité des sociétés à s’adapter à des formes de communication et de participation virtuelles, ouvrant ainsi de nouvelles voies pour l’engagement démocratique.

Enfin, il est impératif de rétablir la confiance dans les institutions de l’UE et dans le processus démocratique européen. Cela nécessite une transparence accrue, une responsabilité et une communication efficace sur la manière dont les décisions sont prises et sur la manière dont les citoyens peuvent influencer ces décisions. Renforcer la légitimité et la crédibilité des institutions de l’UE passe par l’implication active des citoyens dans le processus politique et décisionnel.

La construction d’une citoyenneté européenne engagée et informée est un projet à long terme qui nécessitera des efforts continus et concertés de la part de toutes les parties prenantes, y compris les institutions de l’UE, les États membres, la société civile et, surtout, les citoyens eux-mêmes. C’est seulement par une participation active et éclairée que nous pouvons espérer construire une Union européenne plus forte, plus unie et plus démocratique pour les générations futures. La voie vers une Union européenne plus en-

gagée et démocratique repose sur la capacité à transformer l'engagement civique de concept en action concrète. Cela signifie créer des opportunités tangibles pour que les citoyens jouent un rôle actif dans la formulation des politiques non seulement au niveau européen, mais aussi au sein de leurs communautés locales. La décentralisation de la participation démocratique pour mieux refléter et servir les besoins et préoccupations des citoyens à la base est essentielle pour renforcer le sentiment d'appartenance et l'identité européenne.

Une démarche essentielle dans ce processus est d'encourager une culture de dialogue et d'échange continu entre les citoyens et les décideurs. Cela pourrait prendre la forme de forums publics réguliers, de consultations en ligne et d'assemblées citoyennes qui abordent des sujets d'importance européenne, nationale et locale. Ces espaces de dialogue doivent être inclusifs, permettant à tous les segments de la société de partager leurs perspectives et de contribuer à la prise de décision.

La collaboration entre les institutions de l'UE, les organisations de la société civile, les éducateurs et les médias est cruciale pour diffuser l'information de manière efficace, et pour combattre la désinformation qui peut saper la confiance et l'engagement. En fournissant aux citoyens des informations fiables et accessibles sur l'UE, ses politiques et son impact sur leur vie quotidienne, on peut augmenter leur capacité à participer de manière significative aux débats et aux décisions.

L'importance de la jeunesse dans ce processus ne peut être sous-estimée. En engageant activement les jeunes européens à travers l'éducation civique, les programmes d'échange et les plateformes de participation dédiées, on peut cultiver une génération future qui se sent non seulement concernée, mais aussi capable d'influencer le cours de l'Union européenne. La mise en place de conseils de jeunesse aux niveaux de l'UE, national et local, peut fournir aux jeunes une voie précieuse pour exprimer leurs idées et contribuer au débat public.

En fin de compte, la construction d'une citoyenneté européenne plus forte repose sur la reconnaissance et la valorisation de la

diversité au sein de l'UE. Cela signifie reconnaître les différentes identités, cultures et langues comme une richesse qui apporte au projet européen, plutôt que comme des obstacles à l'unification. Célébrer cette diversité à travers des initiatives culturelles et éducatives peut aider à construire des ponts entre les citoyens des différents États membres, en renforçant le sentiment d'une identité européenne commune.

L'engagement à long terme pour la citoyenneté européenne nécessite une vision audacieuse et un engagement renouvelé de toutes les parties prenantes. Alors que l'Union européenne continue d'évoluer, le besoin d'une participation citoyenne active et éclairée n'a jamais été aussi critique. Par une approche collaborative, inclusive et orientée vers l'avenir, nous pouvons non seulement répondre aux défis actuels, mais aussi poser les fondations d'une Union européenne plus résiliente, démocratique et unie pour les années à venir. ■

Sources :

Areitio Asier, 2023, https://www.iedonline.eu/download/2023/european-democracy/2023_IED_Report_ASIER.pdf

Olivier Costa et autres, 2023, <https://www.politico.eu/wp-content/uploads/2023/09/19/Paper-EU-reform.pdf>

Parlement européen, 2022, <https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-constitutional-affairs-afco/file-reform-of-the-electoral-law-of-the-european-union>

Gatterman, K., 2019. «Le rôle des listes transnationales dans les élections du Parlement européen ».

« European Policy Analyses », p. 5(2), 206-217.

Vladislava Gubalova et Kinga Brudzinska, 2021, <https://www.globsec.org/sites/default/files/2021-01/CoFE-a-National-Model-for-Central-Europe.pdf>

Vladislava Gubalova et Lukas Draveck, 2023, <https://www.globsec.org/sites/default/files/2023-08/EUAct2%20report.pdf>

Sara Hobolt, 2020, « The Brexit Vote: A Divided Nation, A Divided Continent », *Journal of European Public Policy*, p. 27(3), 442-457.

Luise Quaritsch, 2024, https://www.delorscentre.eu/fileadmin/2_Research/1_About_our_research/2_Research_centres/6_Jacques_Delors_Centre/Publications/20240201_PolicyBrief_EP_Elections_Luise_Quaritsch.pdf

Christine Verger, 2022, https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2022/06/PP279_Listes-transnationales_Verger_EN.pdf

POLITIQUE DE SANTÉ ET ÉLECTIONS DU PARLEMENT EUROPÉEN 2024

Par Louise Bengtsson,
Chercheuse à l'Institut suédois d'études européennes sur les politiques



À l'approche de la fin du mandat actuel du Parlement européen et de la Commission, après une période de cinq ans exceptionnellement marqués par les crises, il est temps de faire le bilan et de se tourner vers le prochain cycle politique. Alors que le mandat 2019-2024 a impliqué des avancées significatives pour le rôle de l'UE en matière de santé dans le contexte de la pandémie de Covid-19 - incluant des actions immédiates, telles que les accords d'achat anticipé de vaccins et d'équipements médicaux, mais aussi des réformes pour un renforcement de la soi-disant Union européenne de la santé - de nombreuses questions demeurent pour le prochain cycle institutionnel.

Alors que les leçons de la pandémie risquent de s'estomper avec le temps, définir les orientations de la politique de santé de l'UE pour le prochain cycle politique sera crucial. Comme le soutiennent les think tanks et les experts, cela s'applique notamment à la reconnaissance des interconnexions avec d'autres domaines politiques, tels que la sécurité et l'autonomie stratégique, la politique climatique et environnementales, ainsi que la recherche, la numérisation, le commerce et, enfin et surtout, le rôle global de l'UE.

Qu'avons-nous accompli et où en sommes-nous, quatre ans après que la Covid-19 ait frappé le continent européen pour la première fois? Après les problèmes initiaux de l'UE et la gestion conjointe de la crise qui a suivi, une série d'initiatives ont également été prises pour renforcer le rôle de l'UE dans la politique de santé. La logique était que la pandémie avait exposé les inégalités entre les États membres et à l'intérieur de ceux-ci, les pénuries de médicaments et d'équipements essentiels, ainsi que le manque général de préparation et de coordination au niveau de l'UE face à un virus qui transcende les frontières. Selon la Commission, la pandémie a montré l'importance de la coordination également en temps normal, pour aborder les problèmes de santé publique sous-jacents et les vulnérabilités dans les systèmes de santé européens - la justification pour une soi-disant Union européenne de la santé était donc plus large que juste la préparation et la réponse aux futures menaces sanitaires.

Certaines propositions législatives sous cet intitulé étaient cependant plus directement liées à l'expérience de la pandémie. Par exemple, le rôle de l'Agence européenne des médicaments (EMA) a maintenant été renforcé, avec un mandat qui inclut les tâches de surveiller la

“La pandémie a MONTRÉ L'IMPORTANCE DE LA COORDINATION ÉGALEMENT EN TEMPS NORMAL, POUR ABORDER LES PROBLÈMES DE SANTÉ PUBLIQUE.”

disponibilité des produits médicaux critiques. Il en va de même pour le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), précédemment plutôt faible, qui dispose maintenant d'un mandat plus clair et sera capable à la fois d'émettre des recommandations et d'assister les États membres avec une « *task force* » en cas de flambée. En outre, une nouvelle Agence de l'UE pour la préparation et la réaction aux urgences sanitaires, HERA, a été établie. Cette dernière travaillera à financer et à coordonner le développement et l'achat de contre-mesures médicales, telles que les vaccins. En termes financiers, le programme de santé de l'UE a également reçu une augmentation substantielle de presque dix fois son budget précédent.

D'autres réformes dérivent seulement indirectement ou pas du tout des expériences de la pandémie, comme celle de l'Espace européen des données de santé (EHDS) destiné à promouvoir le partage des données de santé et l'interopérabilité, les révisions de la législation pharmaceutique de l'UE, ainsi qu'un plan d'action de l'UE très salué sur le cancer, qui avait été promis par Ursula von der Leyen dès le début de son mandat⁽¹⁾. Certains des dossiers pharmaceutiques et la proposition

EHDS sont encore en négociation et devront peut-être être traités par la prochaine législature.

Aussi dans ses relations extérieures, le rôle externe de l'UE s'est développé depuis la pandémie, bien au-delà de son rôle traditionnel dans la coopération au développement liée à la santé. Avec l'adoption récente des conclusions du Conseil sur la nouvelle stratégie mondiale de santé de l'UE⁽²⁾, la prochaine Commission jouera un rôle clé dans la mise en œuvre de cet agenda ambitieux, qui n'est pas sans tensions étant donné sa forte position sur les valeurs et le multilatéralisme, ainsi que les intérêts stratégiques de l'UE. L'ambition globale de forger des partenariats stratégiques sera probablement une priorité clé, pour sécuriser l'accès aux produits et médicaments liés à la santé, ainsi qu'à la bonne volonté globale en général. Renforcer les capacités de soins de santé dans le monde est l'un des cinq domaines d'intérêt de la stratégie mondiale de l'UE, Global Gateway. ►

(1) A European Union of Health (europa.eu)

(2) EU Global Health Strategy:
Council approves conclusions - Consilium (europa.eu)

- Ces questions et l'avenir de la politique de santé en général figureront-elles dans la campagne électorale du PE et les priorités de la prochaine Commission ? Pour commencer, alors que les citoyens évaluent souvent la politique de santé comme un domaine où ils aimeraient voir plus d'Europe - lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, les citoyens ont appelé à inclure la santé et les soins de santé parmi les compétences partagées entre l'UE et les États membres - il est peu probable que la politique de santé figure grandement dans les campagnes électorales. Des questions telles que la sécurité et la guerre en Ukraine, le coût de la vie, la migration, ainsi que le changement climatique sont maintenant sans doute d'une bien plus grande importance pour les citoyens et les politiciens.

Néanmoins, le résultat des élections sera sûrement important pour la politique de santé de l'UE. Jusqu'à présent, le rôle du PE a généralement été celui d'un fervent partisan d'une intégration européenne plus profonde en général et de politiques telles que les droits des consommateurs, la santé et la protection de l'environnement en particulier. Dès juillet

2020, le PE a appelé les institutions européennes et les États membres à « tirer les bonnes leçons de la crise de la Covid-19 et à s'engager dans une coopération beaucoup plus forte dans le domaine de la santé »⁽³⁾. Cette position pro-intégration pourrait changer lors de la prochaine législature, car les coalitions des trois groupes centristes pourraient ne plus dominer facilement la prise de décision au PE⁽⁴⁾.

Ce que signifierait exactement le rôle renforcé de l'UE en matière de santé, prévu par des partis d'extrême droite au PE, n'est cependant pas très claire. Bien que le transfert de compétences soit sensible et de toute façon du ressort des États membres, une grande partie de ce que fait l'UE en matière de santé soutient et complète l'action des États membres, et cela est encore perçu comme non controversé. Par exemple, les députés conservateurs du Parti des conservateurs et réformistes européens (ECR) ont soutenu les initiatives de l'UE sur les maladies non transmissibles et l'extension du mandat de l'ECDC, y compris en tant que rapporteurs. Quant au Parti populaire européen (PPE), la direction semble plus occupée à arrêter ce qui est référé comme une « sur-réglementation » liée au Green Deal de l'UE et à des questions telles que la sécurité et la migration. Cependant, lorsque la protection de la santé vient par la réglementation affectant les agriculteurs ou le secteur privé, comme la réglementation des pesticides ou la révision mise de côté du règlement REACH sur la sécurité chimique, nous pourrions ne pas attendre des alliances favorables lors de la prochaine législature.

Outre les alliances possibles dans le nouveau PE, un autre aspect à voir est dans quels domaines les groupes du PE pousseront le nouveau Président de la Commission européenne. Sans se livrer à des spéculations excessives, il y a probablement une plus grande probabilité de continuité pour la politique de santé de l'UE si Ursula von der Leyen se voit accorder un second mandat par les États membres. Médecin de formation et connue pour son leadership fort pendant la pandémie, ainsi que pour ses déclarations (désormais irréalistes) en faveur de faire de la santé une compétence partagée de l'UE et des États membres, elle voudra peut-être défendre le portefeuille de la santé contre des divisions

“L'AMBITION GLOBALE
DE FORGER
DES PARTENARIATS
STRATÉGIQUES
SERÀ PROBABLEMENT
UNE PRIORITÉ CLÉ.”

défavorables et proposer une lettre de mission assez ambitieuse au nouveau commissaire en charge. Après les répercussions de la pandémie, la position peut maintenant sembler plus attrayante qu'auparavant – généralement, le portefeuille a été détenu par de petits États membres, comme Malte, la Lituanie et actuellement Chypre. Les aspects liés à la préparation, à l'autonomie stratégique en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement et au rôle externe de l'UE donnent également au portefeuille une importance quelque peu plus géopolitique cette fois-ci.

D'autres qui voudront avoir leur mot à dire sur la ligne politique de la nouvelle Commission sur la santé sont les fonctionnaires, qui passeront bien sûr leurs recommandations à leurs nouveaux maîtres politiques. Après une période de nombreuses propositions législatives, on pourrait maintenant plutôt s'attendre à un accent sur l'intégration des politiques dans d'autres domaines. Un tel exemple pourrait être une poussée pour plus d'accent sur les interconnexions entre les santés animale, humaine et environnementale (perspectives One Health), ainsi que les intersections entre la santé et le changement climatique. Un tel

« verdissement » de l'Union européenne de la santé était également quelque chose soutenu par les citoyens lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et a été souligné comme une prochaine étape souhaitable par les experts politiques et les think tanks⁽⁵⁾. Le CEP a même recommandé une « approche de la santé planétaire à tous les niveaux de gouvernance pour encourager l'action transdisciplinaire » et suggéré la nomination d'un « Vice-président pour l'économie du bien-être », assurant la coordination vers une approche plus holistique, conforme à la disposition du traité qui exige un niveau élevé de protection de la santé dans toutes les activités et politiques de l'UE. Que ces idées prennent leur envol reste à voir.

En résumé, 2024 promet d'être une année intéressante pour la démocratie européenne et la prise de décision politique, également en matière de santé. Finalement, les débats publics sur la direction future de l'Union, éventuellement confrontée à un nouvel élargissement historique et à des choix institutionnels et politiques liés dans un avenir proche, peuvent, espérons-le, contribuer à une plus grande participation électorale et, en fin de compte, à la légitimité démocratique de l'Union. ■

(3) 21. European Parliament Resolution of 10 July 2020 on the EU's Public Health Strategy Post-COVID-19 (2020/2691(RSP)) [(accessed on 22 June 2021)]. Available online: https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0205_EN.html

(4) Protected: A sharp right turn: A forecast for the 2024 European Parliament elections (ecfr.eu)

(5) Planetary_Health_DP___CERV.pdf (epc.eu)

RECONSTRUCTION DE L'UKRAINE : MISSION INACHEVÉE

Par Pavel Havlíček,
Chercheur à l'Association pour les Affaires
internationales (AMO) à Prague



Le sujet de la reconstruction de l'Ukraine est apparu pratiquement dès les premiers jours de son invasion à grande échelle par la Russie, le 24 février 2022, et a capté l'attention de l'Ukraine et de ses partenaires et donateurs internationaux depuis lors. Alors que certains ont qualifié la première phase précédant la conférence internationale des donateurs à Lugano de « romantique », il est devenu clair, depuis l'automne 2022, que ce serait un effort à long terme avec de nombreux obstacles et limitations venant tant de l'Ukraine que de ses soutiens.

À la mi-2024, certains des défis restent les mêmes qu'en 2022, tandis que plusieurs nouvelles opportunités se présentent pour l'Ukraine, la communauté internationale et les donateurs. Cela inclut également des moyens de surmonter les problèmes existants, qui devraient occuper nos esprits dans l'UE, après juin 2024 et les élections au Parlement européen, et qui aideront également à former la pensée de la nouvelle Commission européenne, à l'avant-garde des efforts sur la scène internationale.

L'ÉTAT ACTUEL DES CHOSSES

À la mi-2024, le débat sur la reconstruction post-guerre de l'Ukraine est encadré par quelques notions clés qui ont émergé du développement précédent et de plus de deux ans de discussions, tant en Ukraine qu'à l'international.

Premièrement, il est devenu clair que la reconstruction doit et est déjà en train de se produire aujourd'hui, et qu'il est impossible d'attendre la période post-guerre, qui peut prendre du temps et est difficile à prévoir, tandis que la vie en Ukraine continue. Ainsi, les efforts de la communauté internationale sont passés de la période humanitaire initiale (récupération rapide) au mode de stabilisation et de développement, qui se concentre principalement sur les infrastructures critiques et les projets clés (y compris dans l'énergie) qui doivent être réparés pour maintenir l'Ukraine sur la bonne voie.

Deuxièmement, la reconstruction est perçue comme faisant partie implicite de

l'intégration de l'Ukraine dans l'UE, ce qui a été généralement reconnu après la décision du Conseil européen de décembre 2023 d'ouvrir les pourparlers d'adhésion et de commencer la phase pratique de l'élargissement, dès la première moitié de 2024.

Troisièmement, le rôle du capital privé est devenu plus évident et, avec l'assurance des investissements internationaux, est entré au centre du débat public, y compris lors de la prochaine conférence internationale des donateurs à Berlin, qui se tiendra à la mi-juin 2024. L'affirmation selon laquelle les ressources publiques ne peuvent pas faire face à l'immense étendue des dégâts a été acceptée par toutes les parties.

Quatrièmement, la notion de « reconstruire en mieux », étroitement liée à l'intégration de l'Ukraine dans l'UE, est devenue un fait, motivant à la fois l'approche de l'UE et le format de ses outils financiers, y compris les plus en vue au sein de l'Ukraine, ainsi que pour le reste de la communauté internationale.

DÉFIS À VENIR

Bien que ces notions clés aient façonné le débat jusqu'à aujourd'hui, il est également clair qu'un certain nombre de défis et d'obstacles ont influencé le processus jusqu'à présent.

Le fait le plus important est qu'il est devenu pratiquement impossible de prédire quand la phase chaude du conflit prendrait fin, ou au moins serait refroidie à un degré gérable par les donateurs et partenaires internationaux de l'Ukraine. Par conséquent, la question de garantir les investissements et de prendre des risques tout en reconstruisant l'Ukraine dès aujourd'hui, encore plus lors du démarrage de projets complètement nouveaux, est devenue le centre de l'attention internationale. Cela a été le cas lors de la

conférence internationale des donateurs de l'année dernière à Londres, en juin, tout comme cela reste un problème en 2024.

De plus, les allocations financières et les besoins ne cessent de croître avec le temps, atteignant plus de 500 milliards de dollars, comme estimé par la Banque mondiale et ses partenaires dans leur dernier rapport, encore plutôt conservateur, surveillant la période jusqu'à fin 2023⁽¹⁾. En même temps, le budget pour la reconstruction a été réduit par l'Ukraine et dépriorisé par ses partenaires aussi, se concentrant sur la stabilisation macro-financière et les efforts de guerre.

Enfin, la question de la coordination et du leadership internationaux reste fragmentée et contestée par les partenaires de l'Ukraine. Les États-Unis, qui voulaient être au centre du débat, sont bloqués par leurs propres problèmes paralysant le soutien et les fonds américains⁽²⁾. D'autre part, l'UE se trouve dans une position difficile pour gérer seule la tâche écrasante⁽³⁾. D'autres parties, y compris au niveau du G7, tout en exprimant leurs ambitions, ne jouent pas un rôle significativement constant, dédiant des ressources limitées et ne reprenant pas le rôle de coordination qui a été laissé à l'UE. ►

(1), (2) et (3) https://www.politico.eu/article/ukraine-war-russia-why-west-is-losing/?utm_source=email&utm_medium=alert&utm_campaign=Why%20the%20West%20is%20losing%20Ukraine

“La QUESTION DE GARANTIR LES INVESTISSEMENTS ET DE PRENDRE DES RISQUES TOUT EN RECONSTRUISANT L’UKRAÏNE [...] EST DEVENUE LE CENTRE DE L’ATTENTION INTERNATIONALE.”

► COMMENT SURMONTER LES DÉFIS ?

Les nouvelles institutions de l’UE issues des élections au Parlement européen en 2024 auront plusieurs défis clés à relever pour la fin de cette année et le début de la suivante.

Premièrement, elles devront, avec les membres de l’UE, trouver le consensus politique et la volonté de lancer un processus d’élargissement de l’Ukraine efficace et bien doté en ressources. Bien que cela prendra du temps, cela offre le meilleur moyen de rendre la reconstruction durable et basée sur des valeurs et principes partagés, y compris du Pacte vert, qui sécuriserait le succès de l’ensemble des efforts jusqu’à la fin.

Deuxièmement, l’UE devra mobiliser le courage de débloquer et de mettre en place les actifs russes gelés, en particulier ceux appartenant à la banque centrale russe. Bien qu’il y ait eu des avancées à ce sujet, les États individuels de l’UE se sont montrés hésitants sur la manière de procéder et où investir potentiellement les ressources nouvellement trouvées. Même si ce n’est que les intérêts des fonds russes gelés, cela pourrait s’avérer considérable pour financer la reconstruction pour les années à venir, idéalement en plus des 50 milliards d’euros promis.

Enfin, l’UE devra non seulement prendre les devants mais aussi naviguer plus habilement dans l’ensemble de l’effort international, qui est actuellement fragmenté et en manque

du rôle des États-Unis dans le processus global. Le défi de voir Donald Trump à la Maison Blanche à nouveau en janvier 2025 devrait motiver les Européens à établir une coalition plus large de partenaires au-delà du réseau du G7 pour rendre le processus durable et à l’épreuve des élections présidentielles américaines.

Bien que cela ne soit pas facile, cela semble être le seul moyen de mobiliser non seulement les ressources, mais aussi les efforts mondiaux sur cette tâche cruciale qui façonnera l’avenir du continent européen et l’ordre international pour les années et décennies à venir. ■

- <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099021324115085807/pdf/P1801741bea12c012189ca16d95d8c2556a.pdf>

- <https://www.politico.eu/article/eu-ukraine-aid-war-50-billion/>

- <https://www.ceps.eu/freeze-seize-and-tax-thats-how-to-make-russia-and-its-enablers-pay-for-ukraines-reconstruction/>

- <https://www.politico.eu/article/eu-moves-toward-using-profits-from-frozen-russian-assets-for-ukraine>



À LA RECHERCHE DE L'INTELLIGENCE GÉOSTRATÉGIQUE EUROPÉENNE

Par Bahadır Kaleağası,
Président de l'Institut du Bosphore à Paris



L'ère de l'intelligence artificielle a commencé. Il est également temps pour l'Europe d'entrer dans une nouvelle ère d'intelligence, une intelligence géopolitique. À cet égard, les relations avec la Turquie présentent une opportunité pour l'Union européenne d'avancer, et méritent donc d'être analysées dans la perspective des élections européennes et au-delà.

La révolution de l'IA n'est pas le seul spectacle géopolitique qui change la donne. Simultanément, des progrès impressionnants nous attendent dans les technologies spatiales, l'informatique quantique, les technologies d'énergie renouvelable, les solutions de biotechnologie pour la santé...

Chine ! Ses problèmes financiers, sociaux et écologiques et sa compétitivité mondiale, son émergence en tant que leader mondial dans l'énergie solaire, les voitures électriques, les villes intelligentes et les matières premières critiques..

Démocratie ! La moitié de la population de la planète vote en 2024. L'Inde, la démocratie la plus peuplée du monde, continue son ascension géopolitique, l'Indonésie, Taïwan, le Bangladesh, le Mexique, le Royaume-Uni, le Parlement européen... Avoir des élections n'exclut pas les tendances autoritaires et l'éro-

sion des démocraties, tandis que les élections présidentielles américaines, dans la plus ancienne démocratie constitutionnelle, auront plus que jamais un impact mondial.

Et les guerres ! Ukrainiens, Palestiniens, Yéménites, Syriens, de nombreuses personnes en Afrique sont soumises à la violence meurtrière de la guerre

Dans l'enchevêtrement de la mondialisation et de la technologie, le monde change plus rapidement. L'Union européenne change, naturellement la position globale de la Turquie et son parcours au sein de l'Europe sont en mouvement.

Une relation plus positive entre l'Union européenne et la Turquie est un projet de plusieurs décennies pour les défenseurs de toute l'Europe et de l'Atlantique. S'appuyant sur l'histoire, les témoins voient comment cette relation peut être un excellent algorithme gagnant-gagnant, autant qu'elle peut rapidement s'avérer être une situation perdant-perdant, ou même une équation triple gagnant-perdant - avec une résonance politique, économique et sociale atteignant bien au-delà du continent. Le défi est de télécharger cet algorithme historiquement bien testé dans le XXI^e siècle : redémarrer une nouvelle version de l'intégration européenne de la

Turquie, avec des mises à jour sur la conditionnalité démocratique, la coopération en matière de politique étrangère et de défense, et un cadre économique.

Le point central du débat sur la Turquie est la « souveraineté géostratégique de l'Europe ». La Turquie devrait évoluer pour être un contributeur net à la sécurité et à la compétitivité mondiale de l'Europe. Peu importe l'importance des obstacles actuels, tels que la définition de la liberté d'expression et les tensions comme l'imbroglio chypriote, la question directrice pour l'UE devrait être : « Comment la Turquie, dans un avenir proche, peut-elle devenir un pays qui converge progressivement avec les valeurs et les intérêts des citoyens européens ? » Cela inclut également les citoyens de la République turque.

En fin de compte, en ce qui concerne les relations avec l'UE, les facteurs clés de l'équation sont l'Europe de demain, la Turquie et l'environnement mondial : x 1, x 2, x 3.

Une équation mathématique « ravissante » avec trois inconnues que nous « aimons » tous.

PERSPECTIVE MONDIALE

Commençons par la plus « facile ». Changement global. Oui, le contexte géopolitique change rapidement. L'un des paris les plus importants de ces temps est la relation de plus en plus compliquée entre Washington et Pékin. Le système financier mondial, le commerce et la technologie sont au cœur de cette rivalité : cybersécurité, armes hypersoniques et cyber, rivalité spatiale, recherche de substituts au dollar américain dans le commerce international, projets de monnaie numérique, médias sociaux... Deux visions différentes de la vie sociale sont en compétition et interaction. En même temps, il y a une Inde en rapide ascension qui se rapproche lentement et partiellement du monde occidental plus large, une Russie qui rétrécit, une Arabie saoudite qui change, une Afrique jeune...

La mondialisation stimule une mobilité accrue et la prospérité de la civilisation, mais nous incite également à être plus innovants pour faire face aux virus mondiaux de toutes

sortes : biologiques, numériques et financiers ; le virus de la désinformation contaminant nos démocraties ; et aussi, les virus du terrorisme, du crime organisé, de la corruption et du chômage. Plus important encore, le virus du CO₂ met en danger la civilisation humaine⁽¹⁾.

Les prédictions sont impossibles, mais une Europe avec une forte influence stratégique dans un monde en mutation est importante. Cela nécessite un ordre institutionnel plus efficace et une géographie plus large de sécurité, de normes économiques, légales et réglementaires.

L'ÉQUATION TURQUE

La Turquie est l'autre inconnue dans l'équation des relations UE-Turquie. Une Turquie qui respecte la législation et la jurisprudence du Conseil de l'Europe, dont elle est membre, et devient un État de droit et une société de libertés beaucoup plus forts, sera une valeur ajoutée significative dans l'Europe de demain. La démocratie est essentielle pour une Turquie forte non seulement en Europe, mais aussi dans le monde au XXI^e siècle. La source la plus importante de « *soft power* » pour la Turquie dans tous les domaines, tels que la diplomatie, la sécurité, la lutte contre le terrorisme, le commerce, l'investissement, le tourisme, la technologie, la science, la culture et les visas, devrait être une démocratie respectée. Bien sûr, ce « *soft power* » devrait également reposer sur des percées en matière d'État de droit et de droits humains, une gestion économique fiable, des réformes structurelles, en particulier dans la constitution, le système judiciaire, l'éducation, la fiscalité, l'emploi et l'agriculture...

Les tensions politiques entre la Turquie et l'UE sont réelles et difficiles. Cependant, les politiques d'engagement, non constructives, font également partie du problème. Elles ont été stimulées par des années de partenariat de plus en plus faible, d'impasses, ►

(1) Bahadır Kaleağasi, « Global Viruses and Goals », Analyses website, Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), 2020
www.iris-france.org/148215-global-viruses-and-goals.

- de préjugés et d'erreurs politiques des deux côtés. Ainsi, nous ne pouvons pas trouver dans des politiques plus négatives – bloquer, suspendre ou sanctionner différents aspects de la relation UE-Turquie – une solution pertinente aux problèmes contemporains. Comme Albert Einstein l'aurait dit : « La folie, c'est de faire la même chose encore et encore, et d'attendre des résultats différents. »

Exclure la Turquie de l'Europe a été très coûteux pour les citoyens de l'UE et de la Turquie. Si la Turquie avait été profondément et habilement engagée – sur des questions telles que les politiques étrangères et de sécurité, l'État de droit, les réfugiés, la croissance économique et la politique énergétique – lorsque les négociations d'adhésion ouvertes ont commencé en 2005, le monde d'aujourd'hui serait bien différent. Inclure la Turquie aurait renforcé l'UE en tant que puissance mondiale et aurait contribué au développement de la Turquie en tant que démocratie européenne en convergence avec les valeurs et intérêts européens⁽²⁾.

L'EFFET BRUXELLES

L'Union européenne est la puissance économique mondiale ayant le plus grand nombre et les accords économiques les plus profonds avec d'autres pays dans le monde, du Japon, de la Corée du Sud et du Viêt Nam à l'Amérique latine. Pendant ce temps, l'UE progresse vers une zone économique transatlantique à travers le Conseil du commerce et des technologies avec les États-Unis. Elle entretient également des liens économiques forts avec l'Inde et la Chine, les pays les plus peuplés du monde. Au XXI^e siècle, l'UE continue d'être influente en tant que puissance de normes dans l'économie internationale.

L'Europe est sortie de la crise pandémique en renforçant ses politiques en matière de finance, de commerce, de santé, de transformation numérique, de cybersécurité, d'intelligence artificielle et de changement climatique. Dans la crise de la Russie et de l'énergie, l'UE a également réussi à développer une politique étrangère plus commune. Face aux actes terroristes du Hamas et à la

violence militaire du gouvernement israélien contre les civils, cependant, une politique commune de l'UE n'a pas été efficace, même si de nombreux gouvernements et segments influents de l'opinion publique de l'UE ont adopté une position critique claire. Des positions conflictuelles ont émergé de nombreuses capitales.

D'autre part, l'Union européenne doit surmonter des défis très importants. Tout en gérant la crise énergétique déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, elle essaie d'augmenter de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie et de développer des technologies d'énergie propre. L'inflation est descendue à environ cinq pour cent, mais n'est pas encore sous contrôle. La cohérence des politiques fait défaut sur la politique d'immigration, la lutte contre le terrorisme, les visas de voyage et de nombreux dossiers de politique étrangère. Plus important encore, l'UE et les démocraties occidentales font face à un test difficile au XXI^e siècle. Les inégalités de revenus, les insécurités sociales, la désinformation et les mouvements populistes extrêmes sont dans une spirale d'influence mutuelle.

CERCLES D'INTÉGRATION FLEXIBLES

À la fin de 2023, Jacques Delors, le légendaire Président de la Commission européenne, est décédé. Son leadership a marqué l'histoire dans des étapes cruciales, telles que la revitalisation du processus d'intégration européenne dans les années 1980 avec le « marché unique européen », l'établissement de l'Union européenne après la fin de la guerre froide et le projet « euro ». Depuis ces années, les débats sur la fédération, la confédération, la géométrie variable, le progrès à plusieurs vitesses, les cercles concentriques, la coopération renforcée et les systèmes d'intégration différenciée ont abouti à divers changements de traités. L'argumentation sur « s'il faut d'abord approfondir institutionnellement ou s'élargir à de nouveaux membres » est également toujours d'actualité aujourd'hui.

Un design européen continental prend progressivement forme : la zone euro est au cœur d'une Union européenne qui évolue vers

une structure de plus en plus fédérale. Au-delà, il y a un cercle de pays qui ne sont pas membres à part entière de l'Union, mais sont étroitement intégrés économiquement et en termes de convergence réglementaire : la Turquie, la Suisse, la Norvège, l'Islande, le Royaume-Uni, les Balkans occidentaux et les pays de la mer Noire... Les règles de transitivité entre les cercles devraient devenir claires. Il peut même être possible d'établir un lien spécial avec le système de la zone euro sans être membre de l'UE. Le plus grand cercle est la large géographie européenne de l'Atlantique à la mer Caspienne : une structure confédérale flexible qui renforcera la perspective d'une Europe qui ne rétrécira pas dans un environnement mondial qui s'étend dans toutes les directions.

Ankara a eu raison de répondre positivement à l'initiative de la Communauté politique européenne du Président français Macron, une étape vers un large cercle d'adhésion avec 47 États membres sur le continent. Les premiers sommets ont eu lieu à Prague en octobre 2022, en Moldavie en juin 2023 et à Grenade en octobre 2023 ; le Royaume-Uni est le prochain sur la liste. La Turquie peut prendre au moins trois initiatives à cet égard : une participation de haut niveau ; une proposition d'accueillir un sommet en 2024 ; et surtout, s'appuyer sur ce nouveau cadre politique, avec des propositions politiques et législatives concrètes et harmonisées dans des domaines tels que l'énergie, la finance verte, la cybersécurité, l'intelligence artificielle, l'industrie de la défense et la migration.

Le débat sur l'avenir de l'Europe a une profondeur légale et technique détaillée. De nombreux scénarii sont possibles. Certains d'entre eux nécessitent la réforme des traités de l'UE existants. C'est un processus difficile déclenchant des calculs d'équilibre de pouvoir très sophistiqués parmi les États européens et leurs priorités nationales. Dans une UE avec un nombre croissant de membres, la règle de

l'unanimité au Conseil des ministres de l'UE reste le problème le plus prégnant pour la prise de décision dans de nombreux domaines, tels que la politique étrangère et de sécurité commune (à l'exception de certains cas clairement définis qui nécessitent une majorité qualifiée, par exemple, la nomination d'un représentant spécial), la citoyenneté (l'octroi de nouveaux droits aux citoyens de l'UE), l'adhésion à l'UE, l'harmonisation de la législation nationale sur la taxation indirecte, les finances de l'UE (ressources propres, cadre financier pluriannuel), certaines dispositions dans le domaine de la justice et des affaires intérieures (le Procureur européen, le droit de la famille, la coopération policière opérationnelle, etc.) et l'harmonisation de la législation nationale dans le domaine de la sécurité sociale et de la protection sociale. Tout est lié à la notion d'État.

Le débat sur « l'unanimité vs la majorité qualifiée » a connu divers hauts et bas depuis les premières années du processus d'intégration européenne. La règle encourage des négociations plus difficiles et, selon ses défenseurs, renforce la légitimité démocratique et l'unité, améliore la mise en œuvre et offre aux petits États un bouclier contre les demandes poussées par les plus grands pays. Cependant, les arguments pour l'abandonner sont également forts : l'unanimité entrave la prise de décision, favorise une mentalité du plus petit dénominateur commun et empêche l'UE d'atteindre son plein potentiel sur la scène mondiale. Kyiv a connu plusieurs épisodes d'incertitudes politiques de l'UE dans sa défense contre l'invasion russe, tout comme Ankara lorsqu'elle a fermement soutenu, avec toutes les capitales de l'UE, le plan de paix de l'ONU sur Chypre pour voir seulement la partie sud de l'île le rejeter et pourtant devenir membre de l'UE, entraînant le blocage de nombreux progrès dans les politiques de l'UE vis-à-vis de la Turquie. ►

(2) Bahadır Kaleağası, « EU and Türkiye: Time to Act, » Euractiv, 2016 www.euractiv.com/section/global-europe/opinion/eu-and-türkiye-time-to-act.

(3) European Commission, « Shaping Europe's Digital Future: The European Digital Strategy, » Commission webpage, accessed in March 2021 <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/content/european-digital-strategy>.

► FEUILLE DE ROUTE

Il est peu probable que la Turquie renonce à son statut de pays candidat à l'UE. Ni à la négociation d'un statut spécial sur mesure dans les circonstances actuelles. Ankara devrait attendre qu'il y ait un système européen d'intégration différenciée mieux institutionnalisé pour redéfinir son orbite européenne. Cela ne sera pas nécessairement une adhésion complète à l'UE telle que nous la connaissons aujourd'hui. Encore une fois, c'est une équation compliquée avec de nombreux facteurs variables dans le continuum espace-temps du XXI^e siècle.

Pendant ce temps, sur un niveau plus tangible et pratique, une modernisation réussie de l'union douanière UE-Turquie est également un atout important pour l'UE. Les progrès sur l'union douanière impliqueraient l'extension du modèle pour inclure les services, l'agriculture, les marchés publics et les mécanismes de règlement des différends. Cela doit être un partenariat du XXI^e siècle qui couvre également le marché unique numérique européen⁽³⁾, le Pacte vert européen⁽⁴⁾ et, plus largement, l'engagement de la Turquie à converger avec les politiques de l'UE en matière d'objectifs de développement durable. Parallèlement, les changements déclenchés par la pandémie qui méritent d'être réintroduits dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur mondiales dans le commerce, les services, la logistique, le tourisme, la finance, la technologie et la mobilité des données, soulignent l'importance du facteur de proximité : être plus proche de l'UE est important. Un autre « effet Bruxelles » entre en jeu à ce stade : l'entreprise. La voix la plus représentative et influente de l'économie privée en Europe. Business Europe, la Confédération des entreprises européennes, liste la modernisation de l'union douanière UE-Turquie parmi ses propositions clés aux institutions et gouvernements de l'UE en vue d'une reprise économique post-pandémique et d'une compétitivité mondiale⁽⁵⁾.

Symétriquement, pour la Turquie également, les relations avec l'UE sont une question de compétitivité mondiale. Elles sont donc une question de valeurs républicaines, de normes

démocratiques, de sécurité nationale, de prospérité économique et de progrès social. Plus que l'Europe, il s'agit de l'ancre occidentale de la Turquie. À cet égard, « l'Ouest » est un concept transgéographique : l'Amérique du Nord, l'Europe, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie... Les définitions récentes comme « le Sud global » et les BRICS sont également importantes, mais vagues. Des pays comme le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Indonésie n'ont pas l'alignement des priorités géostratégiques pour devenir un bloc politique ou économique unifié. De plus, la Chine et d'autres pays ont des relations profondes avec « l'Ouest » dans de nombreux domaines. La Turquie doit se renforcer au sein du monde occidental et, en même temps, devenir un pays plus ouvert à l'Est et au Sud, dans chaque direction mondiale sur la boussole stratégique.

Dans cette perspective, une chaîne de développements positifs se soutient mutuellement : d'une part, des progrès dans le processus de l'Union européenne. Être respecté, digne de confiance et influent dans le monde, avec des normes démocratiques, économiques et sociales élevées, un climat d'investissement intelligent, des avancées en science et technologie, et dans tous les domaines de la vie sociale, en particulier les droits des femmes. Augmenter rapidement son attractivité, non seulement à l'Ouest, mais aussi à l'Est et dans le monde entier, dans toutes les dimensions, de la diplomatie à l'investissement, de la finance aux relations culturelles. D'autre part, à mesure que les relations de la

(4) European Commission, « A European Green Deal: Striving to Be the First Carbon-neutral Continent » Commission webpage, accessed in March 2021 https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en.

(5) « Business Europe, Proposals for a European Economic Recovery Plan », April 30, 2020, www.busineurope.eu/sites/buseur/files/media/position_papers/busineurope_recovery_plan_final_30_04_2020_v2.pdf.

(6) Sinem Adar, Nicola Bilotta, Aurélien Denizeau, Sinan Ekim, Dorothee Schmid, Günter Seufert, Ilke Toygür, and Karol Wasilewski, « Customs Union: Old Instrument, New Function in EU-Türkiye Relations », Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP Comment, 48 (October 2020), www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2020C48_CustomsUnionEU_Türkiye.pdf.

(7) Bahadır Kaleağası, « Europe's geostrategic sovereignty and Türkiye », The Atlantic Council, 2021 www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/europes-geostrategic-sovereignty-and-Türkiye

Turquie avec le reste du monde s'approfondissent, le pays joue un rôle plus influent et constructif, cette fois en Europe. Cette formule est très claire. Des dilemmes tels qu'« Europe ou Eurasie ? » sont sans pertinence pour Ankara. L'ascension de la Turquie dans la politique et l'économie mondiale dépend de sa capacité à émerger en tant que porte d'entrée eurasiennne de l'Europe.

Dans le nouveau mandat des institutions de l'Union européenne, se réengager avec la Turquie propulserait également la convergence sur divers sujets de politique étrangère, tels que Chypre, la Méditerranée orientale, la mer Noire, le Caucase, la lutte contre le terrorisme et la gestion de la crise des réfugiés. En résumé, « amener la modernisation de l'union douanière à la table des négociations donne à l'UE l'opportunité de capitaliser sur l'intérêt continu de la Turquie pour la question. Cela aidera l'Europe à établir un espace communicatif basé sur des règles où l'UE et la Turquie peuvent négocier leurs positions. Ainsi, l'UE peut contribuer à la désescalade des conflits actuels avec la Turquie sans compromettre la coopération d'Ankara. De plus, re-socialiser la Turquie dans les cercles diplomatiques peut aider l'Europe à convaincre la Turquie de respecter les accords⁽⁶⁾ ».

C'EST LA DÉMOCRATIE⁽⁶⁾...

L'avenir de l'Europe est marqué par des questions existentielles. Les États européens s'engageront-ils finalement à un niveau de cohérence et de solidarité préalable pour façonner le nouveau rôle mondial de l'UE ? Y aura-t-il un accord pour transférer des compétences en matière de politique économique plus efficaces des États membres au niveau supranational de l'UE ? Comment l'Europe peut-elle continuer à générer du « *soft power* » pour un monde plus démocratique, plus vert, centré sur l'humain et plus sûr ? La Turquie peut faire partie de la réponse à ces questions. La seule stratégie réaliste pour la compétitivité mondiale de la Turquie est de se repositionner en tant que porte d'entrée eurasiennne de l'Ouest pour la démocratie, le dynamisme économique et le progrès social.

Les capitales de l'UE, y compris Athènes et Nicosie, peuvent être idéalistes ou réalistes. Cependant, les deux modes de pensée pointent vers plus d'avantages à réengager la Turquie dans le processus d'intégration européenne, y compris des conditionnalités sur la conclusion, non l'initiation, de différentes phases telles qu'une union douanière modernisée. Peut-être y a-t-il aussi une troisième voie : le populisme extrême et à courte vue. Il y a suffisamment de preuves historiques pour soutenir que plus la Turquie sera exclue de la sphère d'influence de l'UE, plus elle fera partie des problèmes qui nourrissent à leur tour la démagogie populiste et les menaces contre la démocratie occidentale. En fin de compte, le but principal de toutes ces réflexions et recommandations est la recherche d'une meilleure démocratie au XXI^e siècle. ■

En savoir plus : Le Dr Bahadır Kaleağası est Président de l'Institut du Bosphore à Paris, Professeur à l'Université Galatasaray à Istanbul, Président honoraire du Brussels Energy Club, Membre du Conseil européen de la politique étrangère (ECFR), et Membre du conseil ou Conseiller de plusieurs entreprises, think tanks et organisations non gouvernementales. Il a été précédemment Académique à l'Université libre de Bruxelles, Chercheur pour les projets de l'Unité d'études prospectives de la Commission européenne, successivement Représentant de l'UE, Coordinateur international et PDG de l'association commerciale principale de la Turquie, TUSIAD, et Membre du conseil exécutif de Business Europe (La Confédération des entreprises européennes). Il est l'auteur de plusieurs livres sur les affaires internationales, le développement durable et la Turquie.



CARTE BLANCHE

PAGE 76

ESSAI

« *Un nouveau récit pour l'Europe* »,
le nouvel essai critique et engagé de **Philippe Herzog**



Philippe Herzog, ancien Député européen et Conseiller auprès de la Commission, Président fondateur de Confrontations Europe

UN NOUVEAU RÉCIT POUR L'EUROPE

Un nouveau récit pour l'Europe est un essai critique et engagé de Philippe Herzog, un projet qui pourrait se traduire par la déclaration suivante : « Un projet politique européen n'est pas une obligation mais c'est un choix. Je l'assume toujours pleinement et c'est pourquoi je veux aujourd'hui contribuer à refonder notre Union dans un contexte radicalement nouveau par rapport à celui des origines. »

Le projet européen est un système complexe, fait d'interactions multiples. Le processus d'intégration européenne est à la fois profondément concret, en ce qu'il touche directement à nos vies quotidiennes, et abstrait, tant il est le fruit d'idées, d'une histoire plurielle, de récits. Sa concrétisation sous la forme des Communautés européennes puis de l'Union européenne fait l'objet d'une indéfinition

dans son devenir. Que sera l'UE demain? Nous avons le choix de penser au sens que nous voulons donner au projet européen, c'est ce que Philippe Herzog nous invite ici à réaliser. Kundera parle de points de non-retour dans la vie humaine, et de l'homme moderne qui triche en cherchant à ignorer ces moments. Pourtant, si nous considérons l'Union européenne aujourd'hui et les défis transversaux

et structurels auxquels nous devons apporter des solutions, nous sommes peut-être à un moment où nous pouvons admettre un point de non-retour et se projeter vers l'avenir, vers un projet politique consenti, dont l'une des raisons d'être est à l'origine, tel qu'inscrit dans les traités, de créer une solidarité de plus en plus étroite entre les peuples.

ACQUÉRIR ET PARTAGER UNE CONSCIENCE HISTORIQUE

Confrontations Europe : La devise européenne est « Unis dans la diversité », mais vous considérez que l'Union en tant qu'institution échoue à réunir les populations en raison notamment de la mise en arrière-plan du rôle de la culture et de l'éducation. Pour vous, il y a aujourd'hui besoin au contraire de repenser une éducation européenne, et de prendre conscience de l'importance de la culture comme une pierre angulaire du projet politique européen. Que proposeriez-vous aujourd'hui afin de promouvoir, consolider, régénérer cette conscience commune européenne ? Quels sont les obstacles ?

Philippe Herzog : L'unité des Européens dans leur diversité fut une tâche pluriséculaire, et l'Europe s'est d'abord unie par la culture en revanche, en termes d'organisation politique, elle a été fragmentée en féodalités, États, empires rivaux et belliqueux. C'est pourquoi la création d'une Communauté économique, après les deux guerres mondiales, fut une remarquable innovation. Mais l'idée d'une Communauté politique de type fédéral est maintenant perdue de vue. Les nations européennes veulent rester des nations et vouloir imiter les États-Unis d'Amérique est une erreur, il faut fédérer autrement. Actuellement, nos nations souhaitent rester dans l'Union plus par intérêt que par désir de faire société ensemble. Ce n'est pas fatal mais le naufrage de l'enseignement de l'histoire européenne est attesté par les travaux du Conseil de l'Europe. C'est un renoncement qui engendre des replis nationaux et des tensions entre des Européens qui se méconnaissent. Et cela obstrue l'effort d'acquérir une conscience commune, alors qu'il y a grand besoin d'une nouvelle vision du monde. L'humanisme européen a perdu

sa sève ; peurs, manichéismes et indifférences s'installent. Les carences et les biais de la formation des dirigeants et de l'espace public d'information sont de lourds handicaps. J'appelle à un grand effort de rééducation. Il ne s'agit pas d'une réforme des compétences dans les traités ni de décisions centralisées, je crois plutôt à la multiplication d'initiatives et d'expérimentations associatives, comme on a pu le faire après la Seconde Guerre mondiale avec des mouvements du type « Peuple et Culture ». À Confrontations Europe, nous avons toujours voulu construire l'Europe par « le bas » : regagner les cœurs des ouvriers et des populations humiliées qui votent Rassemblement national, enraciner la prise de conscience sur les territoires, créer des mobilités transfrontières pour partager les récits et les formations.

DEVENIR UNE FORCE DE PAIX ET DE COOPÉRATION

C. E. : Pour devenir une force de paix et de coopération, il faut en avoir la volonté, mais également les moyens. Vous analysez dans votre livre la situation de l'économie globale en rappelant l'importance d'une vision rétrospective sur les cycles économiques dans l'histoire du capitalisme, et prospective sur les investissements de long terme et les moyens de créer des conditions d'une reprise durable et juste. ▶

“JE CROIS PLUTÔT
à La MULTIPLICATION
D'INITIATIVES ET
D'EXPÉRIMENTATIONS
ASSOCIATIVES, COMME
ON A PU LE FAIRE APRÈS
La SECONDE GUERRE
MONDIALE.”

- **Un problème majeur que vous identifiez est la distribution des rôles entre secteurs privé et public, ainsi que dans les valeurs que nous attribuons au capital et au travail : comment changer de paradigme au sein de l'UE, où celui de la libre concurrence continue de dominer ?**

Ph. H. : Le capitalisme est un système économique qui se transforme constamment, et certaines crises ont un caractère systémique dont on ne peut sortir que par des transformations structurelles profondes. Ce fut le cas, après la Seconde Guerre mondiale, par l'intervention massive de l'État dans l'économie ; c'est encore l'enjeu aujourd'hui, mais on ne peut reproduire les solutions des Trente Glorieuses. Les États sont accaparés par les tâches sociales et de solidarité au sein des nations, fortement endettés, et les infrastructures de services publics ont beaucoup vieilli, tandis que l'Union étouffe la coopération et la solidarité par son choix d'une concurrence interne exacerbée, et elle n'assume pas le devoir d'investissements de long terme d'intérêt général. Jamais l'écart entre le capital et le travail n'a été aussi grand, quand règnent les grandes entreprises et investisseurs globaux à qui nous avons confié notre sort. Nous devons recréer une maîtrise publique et sociale de l'économie qui reposera sur la complémentarité entre les niveaux locaux, nationaux, et européen. À défaut, l'inefficacité des gestions actuelles est criante : dans les dernières décennies, une énorme enflure financière et monétaire a eu lieu en Europe (comme aux États-Unis), mais le sous-investissement humain et productif a été massif. Une planification concertée entre États et

Union est indispensable pour des investissements de long terme sous la forme de partenariats publics-privés et associatifs transfrontaliers. Cela exige un budget européen, une industrie financière européenne patiente, une stratégie industrielle reposant sur la coopération.

C. E. : *La CECA fut créée de manière pragmatique, via les secteurs du charbon et l'acier, afin que la guerre ne se reproduise pas. Aujourd'hui, nous parlons de secteurs industriels qui sont porteurs d'avenir, et du besoin d'établir un nouveau pacte industriel aligné avec le Green Deal. Pensez-vous que ce message pourrait être un vecteur d'espoir pour un projet politique européen ?*

Ph. H. : Précisément, la CECA a consisté en l'organisation de solidarités industrielles pour des biens essentiels à la reconstruction et à la croissance d'après-guerre. Jean Monnet était un planificateur et non pas l'apôtre du marché commun. Celui-ci fut la revendication première de l'Allemagne, puissance industrielle en marche pour devenir un grand exportateur mondial. Comme les Britanniques, elle a toujours fait obstacle à une politique industrielle européenne. Le Green Deal repose sur des obligations et des incitations souvent incohérentes et peu efficaces. Un projet industriel écologique est indispensable pour régénérer l'habitat, l'emploi et la production sur les territoires de l'Union, et les adapter aux mutations climatiques, et non pas compter seulement sur des technologies miracles du futur pour décarboner l'économie. Il ne faut pas minorer les coûts, les risques

**“Jamais L'Écart entre
Le Capital et Le Travail n'a été
aussi Grand quand, Règnent
Les Grandes Entreprises et
Investisseurs Globaux à qui nous
avons confié notre sort.”**

et les sacrifices que cela implique, mais il faut vouloir les partager pour les réduire et valoriser systématiquement l'élévation des compétences et les solidarités. Il s'agit effectivement de bâtir des filières industrielles, des infrastructures et des réseaux d'information transeuropéens. La relance du nucléaire est de ce point de vue une bonne nouvelle, un atout majeur pour décarboner l'économie.

C. E. : *Au moment où l'UE cherche sa position sur la scène internationale, où nous tendons à nous focaliser sur un ensemble géopolitique concurrentiel et complexe qui prend la forme d'un patchwork, vous défendez l'idée que l'UE pourrait jouer un rôle de « passeur » dans les relations internationales : comment et avec quels moyens ? Pensez-vous que ce rôle serait accepté par les autres grandes puissances ?*

Ph. H. : La vocation de l'Europe, c'est la paix que de grands hommes du passé ont voulu « perpétuelle », disons durable. Nous nous devons de ne pas perdre cela de vue, alors que les foyers de guerre sont multiples et interconnectés dans le monde actuel, et qu'il y a risque de guerre mondiale. Aussi, l'« autonomie stratégique » que nous souhaitons pour l'Europe n'implique pas simplement des moyens de défense, mais une vision positive pour la paix du monde. La guerre en Ukraine est un test à cet égard. Je refuse la maxime romaine belliqueuse « si tu veux la paix, prépare la guerre ». Car sans préparer une paix durable, on n'en finira jamais avec la guerre. Accueillir l'Ukraine et plusieurs pays des Balkans dans l'Union est un devoir, préparer la perspective d'une coopération et d'un accord de sécurité avec la Russie, aussi. Si, ici comme ailleurs, l'Union n'est pas capable d'être un médiateur dans les conflits, d'autres puissances s'en chargeront. Et adieu son autonomie. L'Europe est prise en étau dans la confrontation des grandes puissances, États-Unis et Chine. S'enfermer dans la logique du bloc occidental ne peut qu'aggraver sa situation. Elle doit choisir un non-alignement et consolider son économie avec la volonté de répondre aux besoins immenses de coopération des populations du grand Sud, là où est la jeunesse du monde. Elle a très peu investi chez eux et, le ressentiment envers l'Occident est profond. Inverser la tendance, voilà une tâche vraiment « stratégique ».

VERS UN NOUVEL ÂGE DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

C. E. : *Nous devons mettre en place des changements structurels profonds de nos sociétés, or ces changements impliquent des transitions qui ont un poids pour la population, d'autant plus en considérant les inégalités sociales et économiques, qui tendent à se creuser. Dans ce contexte, comment définir des biens et des objectifs communs au niveau européen ?*

Ph. H. : Les biens communs sont la diversité - les Européens n'en manquent pas - il faut en faire richesse ; c'est l'humanité à réconcilier ; c'est l'harmonie du rapport à la nature à redécouvrir. Concrètement, ceci exige que l'Union assume une coresponsabilité avec les États pour restaurer les biens publics et en bâtir des transnationaux dans tous les domaines, à commencer par l'éducation et la santé, l'énergie et l'alimentation...

C. E. : *Et pensez-vous que le temps démocratique soit compatible avec l'urgence de l'action ?*

Ph. H. : Un projet politique véritable exige en effet de disposer d'une période assez stable et assez longue. Aujourd'hui, le sentiment d'accélération traduit surtout un doute sur nos capacités. L'Union n'est pas inactive, mais il faut bien évaluer les changements. Ainsi s'est-elle dotée d'une capacité d'emprunt, mais manque d'un budget. Elle accroît ses dépenses militaires par des voies nationales (allemande, polonaise...), mais pour quoi faire ? Des règlements intéressants voient le jour pour le numérique, mais acquérir une maîtrise européenne pour le traitement et le partage des données reste une fiction. On nous dira que le verre est à moitié plein, mais ce serait ignorer que pour voir plus loin il y a un grand goulot d'étranglement : la gouvernance techno-juridique de l'Union. Entre parenthèses, passer au vote à la majorité qualifiée n'aurait rien de salvateur. Je préconise la multiplication des coopérations structurées permanentes entre États volontaires dans les domaines industriels de biens publics. Et la création d'une Autorité politique à vocation gouvernementale. Car ni la Commission ni le Conseil européen, toujours prêts à se donner des satisfecit, ne pourront s'autoréformer et devenir les « maître des horloges ».

“L’EUROPE DOIT CHOISIR
UN NON-ALIGNEMENT ET
CONSOLIDER SON ÉCONOMIE
AVEC LA VOLONTÉ DE RÉPONDRE
AUX BESOINS IMMENSES
DE COOPÉRATION DES POPULATIONS
DU GRAND SUD, LÀ OÙ EST
LÀ JEUNESSE DU MONDE.”

► **C. E. :** Vous revenez d’ailleurs sur l’histoire de la construction européenne au fil de votre ouvrage, et ce qui est frappant, c’est la notion de solidarité. Cette dernière a-t-elle encore un sens, et pourrait-elle faire l’objet d’une reconsidération afin de redevenir le socle du projet politique européen ?

Ph. H. : Oui, la solidarité doit faire l’objet d’une reconsidération. Ni l’Allemagne ni la France n’en ont la culture et chacune la freine en pratique, sauf pour son intérêt propre. Quant au droit communautaire, il est juge et arbitre, à défaut d’une volonté politique de politiques communes. La solidarité implique une fraternité dans nos engagements. On pourra alors dépasser la gouvernance technocratique et bâtir une démocratie partenariale et plurinationale.

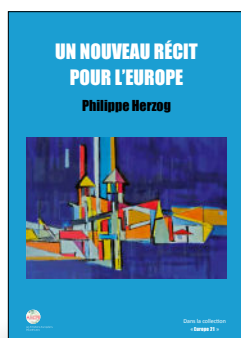
C. E. : Une dernière question... En, tant que fondateur de Confrontations Europe, vous abordez dans ce livre les raisons de la création de ce think tank (notamment pour que les différents points de vue et les conflits s’expriment de façon viable et constructive). Pensez-vous que les think tanks aient, à l’échelle européenne, leur juste place pour affirmer ce rôle clé de médiateur établissant des ponts entre des points de vue qui seraient à première vue irréconciliables ? Identifiez-vous d’autres acteurs clés qui permettent de tisser ces liens entre les différents acteurs à l’échelle européenne ?

Ph. H. : La plupart des think tanks jouent un rôle d’experts auprès des institutions, mais ils ne sont pas des médiateurs entre celles-ci et les citoyens. Confrontations Europe a été

fondé comme un mouvement de la société civile réunissant des acteurs publics et privés, des entreprises et des collectivités pour devenir un acteur collectif de la construction européenne. Il fait participer des citoyens par le dialogue, l'évaluation critique des politiques des institutions; il ouvre une perspective de refondation pour l'avenir. Je remercie Michel Derdevet et son équipe pour la pérennisation de cette association. Oui, nous voulons être un pont entre les différents points de vue, et nous œuvrons à un *affectio societatis* européen.

C. E. : Si vous deviez formuler un souhait pour les citoyens européens lors de la prochaine mandature du Parlement, quel serait-il ?

Ph. H. : Je souhaite qu'ils soient plus engagés grâce à une revitalisation des mouvements associatifs. Plus exigeants envers leurs élus, ils doivent les appeler à dépasser leurs intérêts partisans pour servir le bien commun. Le prochain Parlement ne doit pas tourner à la foire d'empoigne, et pour endiguer les extrêmes, il faudrait un pacte constructif entre tous ceux qui veulent coopérer pour le renouveau de l'Union. Le Parlement ne doit pas seulement produire des directives, mais contribuer à repenser l'idée de fédération. ■



PHILIPPE HERZOG

Un nouveau récit pour l'Europe

(Éd. ASCPE, Collection "Europe 21" 64 pages).

Paru en février 2024.

Depuis des décennies, Philippe Herzog est animé par la volonté de faire de la culture européenne un enjeu politique. Nourri de multiples recherches et expériences, il y a consacré plusieurs essais. Celui que nous publions aujourd'hui enrichit les précédents en présentant une vision d'avenir et des propositions originales à la veille des élections européennes de 2024.

« Il n'y a plus de projet d'Union politique, et le débat à ce sujet est au point mort », écrit-il. Il fait appel aux Européens pour le régénérer. Acquérir et partager une conscience historique est primordial. Or les Européens se méconnaissent, et l'enseignement de l'histoire européenne est une peau de chagrin. Le choix est entre renoncement et rééducation. La volonté de participer à faire l'histoire avec des idéaux de paix perpétuelle et universelle redonnerait vigueur à l'Europe dans le monde actuel. Réconcilier en profondeur les nations européennes et l'Union est indispensable, et cela exige de transformer nos démocraties pour les rendre partenariales et plurinationales.

Utopie ? Toujours en quête de transcendance, Philippe Herzog conclut : « Quand l'Europe est en risque de sombrer, le réalisme n'est-il pas de joindre l'audace à l'imagination ? »

Économiste et homme politique de renom, essayiste, Philippe Herzog, Polytechnicien et Professeur des Universités, a été co-inventeur du premier modèle de prévisions économiques français. Après une longue expérience de dirigeant du Parti communiste français, il fonde Confrontations Europe avec Michel Rocard en 1992. Député européen de 1989 à 2004, puis Conseiller auprès de la Commission européenne, il est nommé Membre d'honneur de la Fondation Jean Monnet (à Paris et à Lausanne). Cofondateur du Cercle cinéophile *Open World, Regards croisés* avec sa compagne Claude Fischer Herzog, il œuvre à une politique de civilisation mondiale.

BULLETIN D'ABONNEMENT



Confrontations Europe n° 135



Confrontations Europe n° 136



Confrontations Europe n° 137



Bulletin d'abonnement

CONFRONTATIONS EUROPE

LA REVUE

Je souhaite m'abonner à *Confrontations Europe La Revue*

Nom, Prénom :

Profes. qualité :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] Ville :

Tél. : Fax :

E-mail :

Confrontations Europe La Revue 30 €

Bulletin à envoyer avec votre règlement à l'ordre de *Confrontations Europe* à la nouvelle adresse :
Confrontations Europe, 77, avenue de Versailles, 75016 Paris

CONFRONTATIONS
EUROPE

FAITES ENTENDRE
VOTRE VOIX !

élections européennes 2024-2029

CONFRONTEZ VOS IDÉES
CONSTRUISEZ L'EUROPE
PARTICIPEZ à NOTRE
CONSULTATION CITOYENNE

SUR [CONFRONTATIONS.ORG](https://confrontations.org)

Retrouvez en librairie le nouveau livre de Confrontations Europe « 30 idées pour 2030 »



Pour nourrir le débat autour des prochaines élections européennes de juin 2024, le think tank a orchestré un livre collégial avec 30 propositions à même d'inspirer les candidats en lice pour (re)construire une Europe démocratique, compétitive et solidaire.

En vente dans toutes les bonnes librairies :

<https://www.librairiesindependantes.com>